

NOUVEAU RESEAU DE PROXIMITE

REVUE DE PRESSE

**Du 28 juin (12h) au
1^{er} juillet 2019**

TRAITEMENT MEDIATIQUE

MEDIAS

VISIBILITE

Le nouveau réseau de proximité lancé par Gérald Darmanin attire toujours l'attention des médias en particulier de la presse régionale qui continue d'être la principale source de visibilité du sujet. On dénombre depuis vendredi :

- 76 articles de presse dont 74 articles de PQR et 2 articles de PQN
- 12 articles de presse en ligne

TRAITEMENT

L'Humanité revient sur « *le flop* » de l'opération de communication lancée par Bercy pour assurer le service après-vente de la transformation du réseau de la DGFIP.

- « *L'opération de com' de l'exécutif fait un flop* », titre Julia Hamlaoui (L'Humanité) qui explique qu'« *une note interne de la Direction des finances publiques sur la "transformation" du réseau des trésoreries détaille le service après-vente d'une réforme qui fait déjà des vagues* ». Selon la journaliste, le document annonce surtout que le projet « *doit permettre de répondre à l'effort demandé en termes budgétaires et d'emplois autrement que par une logique de rabot indifférencié. Soit une logique de rabot quand même* ». « *Les directeurs locaux des finances sont priés de rester discrets autant que faire se peut. Les élus ne sont cependant pas dupes et la contestation commence à se manifester. Pour la concertation "apaisée", c'est raté* », souligne le quotidien national.

Les journalistes continuent d'insister sur l'inquiétude et la grogne des élus, des agents publics et des syndicats qui tirent « *la sonnette d'alarme* ». Les différentes mobilisations en région sont largement relayées par la presse locale.

- « *Face au désengagement de l'Etat, Christian Favier tire la sonnette d'alarme. Son territoire prend le contre-pied de la fermeture des services publics (...)* », rapporte Julia Hamlaoui (L'Humanité) lors d'un entretien avec ce dernier.
- « *En interne, la réforme fait bouillir les syndicats* », explique Le Dauphine Libéré. Le quotidien local explique qu'« *après la suppression de centaines de postes en France et celle de la taxe d'habitation, après le passage au prélèvement à la source, c'est un nouveau bouleversement qui touche les services des finances publiques du département. (...) D'un côté, la direction se félicite de ce projet, le jugeant "nécessaire" dans cette administration "calée sur une organisation vieille de près d'un siècle. (...) Mais de*

l'autre côté, les syndicats sont excédés par des réformes successives et des suppressions de postes à tout va ».

- « *La "révolution" promise par les finances publiques provoque une levée de boucliers* », constate **Renaud Saint-André (L'Union du Cantal)**. Ce dernier évoque « *une "révolution" qui ne passe pas* ». **H. Meignin (L'Union du Cantal)** ajoute que « *le constat est sans appel* » pour les syndicats qui relèvent que « *cette "géographie revisitée", ça n'est ni plus ni plus moins qu'un plan social* ».
- « *Les élus s'opposent à la fermeture de la trésorerie de Fontaine-Française* », indique **Régis Criton (Le Progrès)**.
- « *Inquiétude autour des services finances et fiscaux* », annonce **L'Est Républicain** qui note que « *dans un communiqué, FO appelle les élus à se mobiliser pour éviter ces fermetures contre cette perte pour les services mais aussi pour les citoyens* ».
- « *Les agents mobilisés face à la réforme* », titre **Le Télégramme** qui ajoute que « *le plan de réorganisation de l'administration fiscale provoque de fortes inquiétudes chez les agents du centre des finances publiques de Douarnenez. Une intersyndicale était réunie vendre pour dénoncer cette réforme* ».
- **Le Parisien** évoque « *la colère des agents de l'hôtel des finances* » qui « *a débrayé pendant trente minutes pour protester contre la réforme gouvernementale* ».
- « *Trésor public : les élus vent debout contre la réforme* », titre **Charente Libre**.

Un ton pédagogique est adopté par certains médias pour expliquer ce qui va changer dans les départements. La parole est donnée aux différentes directions départementales.

- « *Réforme des finances publiques : ce qui va changer dans le département* », titre **Le Dauphine Libéré** qui décrypte la réforme en posant des questions telles que : « *D'où vient la réforme ?* », « *Pour quelle finalité ?* » ou encore « *Comment va être mise en place cette réforme* ».
- Même son de cloche pour **La Dépêche du Midi** dans son article « *Impôts : un service à la carte déployé d'ici 2022* ». La parole est donnée à Thierry Galvain, directeur départemental des finances publiques du Tarn qui répond aux questions concernant les objectifs de la réforme.
- « *Pourquoi l'administration fiscale va tout changer* », relève **Le Progrès**.
- « *Les finances publiques se rapproche de l'utilisateur* », rapporte **Le Petit Journal du Tarn-et-Garonne**.

RESEAUX SOCIAUX

Sur les réseaux sociaux, les internautes discutent peu sur ce sujet. Par ailleurs, certains continuent de relayer les différentes mobilisations en région pendant que d'autres critiquent l'action du gouvernement.

- Le syndicaliste FO **@Eguerry29**, très actifs sur Twitter, parle d'« *un plan de com de Darmanin qui se moque des élus, des usagers, de la presse et des agents de la DGFIP* ».



- Pour @Jpp4256, qui se décrit comme un "militant FO-GFIP", « [c'est du] pipeau, flute, enfumage, arnaque : les élus de l'ouest, de l'est, du sud, du nord, du centre comprennent tous maintenant qu'il y aura zéro trésorerie dans leurs territoires en 2022. Zéro service public, transferts de charges vers coll loc, bravo Bercy ! »



- Plusieurs publications font état des mobilisations ayant eu lieu ce week-end.



PRESSE NATIONALE



L'opération de com de l'exécutif fait un flop

Une note interne de la Direction des finances publiques sur la « transformation » du réseau des trésoreries détaille le service après-vente d'une réforme qui fait déjà des vagues.

La communication se voulait bien huilée. Après la présentation du nouveau réseau des services des impôts sur l'ensemble du territoire pour 2022, le ministre de l'Action et des Comptes publics est monté au créneau pour l'exemple en vue de la concertation avec les agents, leurs organisations et les élus qui doit courir jusqu'à octobre prochain. « Transférer la trésorerie dans une nouvelle structure de service public, ce n'est pas la fermer. Le service va rester. On va même le développer », affirme Gérard Darmanin dans les colonnes de Ouest-France, le 22 juin. Pour assurer sur le même ton le service après-vente d'une réforme qui fait déjà des vagues au niveau local, une note interne, que l'Humanité s'est procurée, a été envoyée à tous les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques.

Il « s'agit bien du démantèlement de la DGFIP »

Si le document assure que « les mots-clés de la conduite de la concertation sont : progressivité, association, pédagogie, écoute, ouverture », il annonce surtout que « le projet de nouveau réseau de la Direction générale des finances publiques (DGFIP – NDLR) doit permettre de répondre à l'effort demandé en termes budgétaires et d'emplois autrement que par une logique de rabot indifférencié ». Soit une logique de rabot quand même. « Cette note confirme notre

analyse », affirme Fanny de Coster, secrétaire générale de la CGT finances publiques. À savoir, poursuit la syndicaliste, qu'il « s'agit bien du démantèlement de la DGFIP » avec non plus des services de plein exercice sur le territoire mais « des permanences temporaires et réalisées par des agents non issus de notre administration ». « La communication gouvernementale met l'accent sur la présence de "points de contact", sans préciser le fond du projet. Mais sa présentation est trompeuse : elle mélange l'évolution du réseau territorial de la DGFIP "proprement dit" et celle de "points de contact" généralistes, notamment les maisons France service », dont 500 ont été promises par le premier ministre, estime également Solidaires finances publiques. En la matière, la note interne se fait explicite. Dans les futures maisons France service, « l'accueil de premier niveau est assuré par l'animateur/agent polyvalent d'accueil lui-même (préalablement formé par la DGFIP), avec si possible une réponse à l'utilisateur, peut-on lire. À défaut, une mise en relation avec un agent de la DGFIP sera organisée », y compris par téléphone ou en visioconférence. Au passage, il est aussi jugé « essentiel » de signaler « les communes où la fermeture d'une trésorerie libérerait un bâtiment qui pourrait opportunément accueillir une maison France service ». La boucle est bouclée.

Outre les citoyens, les collectivités territoriales pourraient aussi pâtir di-

rectement de cette réorganisation. Il est ainsi recommandé de vanter l'objectif d'une « meilleure qualité/permanence des tâches de gestion car ne dépendant plus de contingences (postes trop petits, disponibilité des "sachants", absences...) grâce à une équipe de taille significative et un encadrement renforcé ». Une concentration et un éloignement qui inquiètent plus d'un élu. En Seine-Maritime, les maires du Tréport, de Neufchâtel-en-Bray, de Forges-les-Eaux, d'Arques-la-Bataille, de Tôtes et de Dieppe se sont associés pour dénoncer la fermeture de « 46 trésoreries pour les remplacer par 17 services de gestion comptable sur (leur) territoire », et demander « la transparence » sur le « mouvement de suppressions d'emplois ». Une donnée qui, à en croire le « guide » de Bercy, pourrait se faire attendre : « La question du quantum de suppressions d'emplois (...) relève d'arbitrages dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens et de la préparation du projet de loi de Finance », précise celui-ci.

Les directeurs locaux des finances priés de rester discrets

D'ailleurs, les marges de manœuvre accordées à la concertation sont des plus limitées. Pas à une contradiction près, on peut lire d'abord que « le ministre a insisté sur le fait que la concertation était ouverte sur l'ensemble des sujets », mais, dans la

foulée, que celle-ci portera sur « le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes », en « nombre constant par rapport à la carte d'entrée en négociation », toute augmentation devant être tranchée nationalement. L'astuce gouvernementale pour faire croire à un réseau plus développé réside dans le point suivant : « Le lieu d'implantation des points d'accueil de proximité mutualisés et leur nature, voire le nombre, ainsi que les jours ou créneaux de

présence d'un agent de la DGFIP » peuvent être négociés, développe le document.

Les directeurs locaux des finances sont d'ailleurs priés de rester discrets autant que faire se peut. « Une communication à la PQR est prévue (...). Au-delà, le recours à la presse n'est pas obligatoire. Il doit s'apprécier au regard du contexte local », explique-t-on, invitant à ne saisir la presse qu'en cas de crispation. Les élus ne

sont cependant pas dupes et la contestation commence à se manifester jusque dans les conseils municipaux. À l'instar de celui de Ham (Somme), qui a adopté, en fin de semaine dernière, un vœu pour s'opposer au projet de réorganisation et demander le maintien de sa trésorerie. Pour la concertation « apaisée », c'est raté. ■

par Julia Hamlaoui





POLITIQUE – POLITIQUE

« En banlieue, les services publics sont abandonnés »

Face au désengagement de l'État, Christian Favier tire la sonnette d'alarme. Son territoire prend le contre-pied de la fermeture des services publics avec l'inauguration aujourd'hui de « permanences de proximité ». Entretien.

Vous lancez l'alerte sur, dites-vous, la « non-assistance à personnes en danger qu'est en train d'opérer l'État avec toutes les fermetures » de services publics, comment se traduit-elle dans votre territoire ?

Christian Favier Ce n'est pas une particularité du Val-de-Marne mais nous sommes dans une situation de dégradation sociale du fait de l'appauvrissement des populations mais aussi des collectivités. Cette année, le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de 9 %. C'est considérable, nous avons passé le cap des 40 000 bénéficiaires. Dans ce contexte, la politique gouvernementale abandonne la banlieue. Avec la mise en place d'un bonus-malus, nos missions locales vont perdre plus de 250 000 euros de budget. À l'hôpital, 260 lits sont menacés, notamment en soins de longue durée. Nous avons perdu près de 15 % de nos bureaux de poste en trois ans et d'autres fermetures sont prévues malgré des mobilisations très importantes. Un plan de fermetures de trésoreries municipales vient de nous être annoncé sous prétexte, à nouveau, de développement du numérique. Cela pénalise les personnes en difficulté comme celles qui ne sont pas à l'aise avec Internet. Un marché d'accompagnement pour ces démarches s'est même ouvert. C'est devenu un commerce, alors que cela devrait être totalement gratuit. Nous considérons que le chemin inverse doit être pris,

avec plus de proximité et de qualité des services publics. Nous le revendiquons pour l'État et nous, nous appliquons ce principe.

Ce désengagement est dénoncé depuis plusieurs années. Qu'est-ce qui rend la situation plus alarmante désormais ?

Christian Favier Nous consacrons 67 % de notre budget à l'action sociale. Sans même considérer d'autres mesures comme les transferts de compétences non compensés, avec la baisse de la dotation de l'État – qui ne date pas de Macron il est vrai, le quinquennat précédent a été extrêmement dur pour les collectivités –, nous avons perdu 93 millions d'euros. Cette somme n'a jamais été rétablie. En revanche, le plan pauvreté a été annoncé avec beaucoup de publicité. Nous allons être obligés de le signer sous peine de perdre des subventions. Outre ce chantage, très concrètement, cela va représenter moins de 1,5 million d'euros, soit moins d'un euro par habitant sur l'année. C'est purement symbolique au regard des sommes que nous engageons. La charge nette du RSA, par exemple, avoisine les 230 millions d'euros. Je partage complètement l'initiative du maire de La Courneuve en Seine-Saint-Denis : un moratoire sur les fermetures de services publics en banlieue est urgent.

Le gouvernement assure faire de la « proximité » des services publics

sa priorité via notamment les maisons « France service »...

Christian Favier Ce sont uniquement des restructurations, des réorganisations permanentes mais qui vont toujours dans le même sens : plus de concentration, plus de réductions de moyens et toujours moins de services réels rendus aux populations. La priorité est toujours la même : la recherche d'économies. On peut voir le résultat avec La Poste.

Face à ce constat, vous ouvrez des « permanences de proximité », dont la première est inaugurée aujourd'hui à Boissy-Saint-Léger. Quel est l'objectif ?

Christian Favier Il s'agit de faciliter les démarches des personnes en difficulté notamment avec l'usage du numérique. Aussi bien, par exemple, pour les demandes de places en crèche que l'accès au remboursement des transports par le département pour les personnes retraitées, ou encore la mise en place de dossiers pour des aides jusqu'à présent gérées par des services centraux du département. On ne supprime pas d'autres services, ce dispositif de rendez-vous dans la commune de résidence des habitants vise à compléter les « espaces départementaux de solidarités » ouverts dans 20 villes sur 47. Nous voulons montrer que les collectivités peuvent avoir une autre relation aux usagers que celle qu'on essaie de nous imposer. Nous avons re-

çu le message des gilets jaunes
comme la volonté d'aller vers davan-
tage de proximité, de combattre le

sentiment d'abandon, et nous le par-
tageons. ■

Entretien réalisé par J.H.



PRESSE REGIONALE

AUVERGNE-RHONE- ALPES



ledauphine.com - 1 juillet 2019

ledauphine.com/savoie/2019/07/01/reforme-des-finances-publiques-ce-qui-va-changer-en-savoie

RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES : CE QUI VA CHANGER EN SAVOIE

Sous l'impulsion de l'État, les services des finances publiques vont se transformer dans le département. Mutualisations, points de proximités, etc. : leur organisation devrait être fortement chamboulée. Décryptage. D'où vient la réforme ? Cette initiative émane du gouvernement. Elle fait suite aux conclusions du Grand débat, et doit favoriser "une meilleure accessibilité des services publics à la population et une meilleure relation de proximité entre les agents et les usagers", dicit le communiqué de Bercy. Pour quelle finalité ? Objectif du projet : « Faire en sorte que tous les citoyens du département puissent avoir accès à nos services en moins de 30 minutes », explique Jean-Michel Blanchard, le directeur des finances publiques de Savoie. Sept nouvelles communes devraient donc se doter d'un "point de proximité", faisant passer

le nombre d'antennes des services fiscaux dans le département de 24 à 31. Quelles communes sont concernées ? Entrelacs, Aigueblanche, Belmont-Tramonet, Nances, Val-d'Isère, Séez, et Saint-Étienne-de-Cuines sont les sept communes dites "d'implantation", qui devraient voir débarquer les services fiscaux à l'horizon 2022 (voir infographie). Mais la carte « n'est pas figée », ajoute le directeur, « cela dépendra de la concertation [...], même si je la trouve assez cohérente. » C'est quoi un "point de proximité" ? Ce seront des points d'information et d'orientation. « Ces services pourront transmettre les dossiers complexes aux services concernés, ou permettre de faire des visioconférences avec l'utilisateur. À l'inverse, selon les situations, nos services pourront se déplacer pour un rendez-vous », précise Jean-Michel Blanchard. Ces points se trouveront, pour la plupart, dans les futures Maisons France services promises par le gouvernement. Cliquez sur le document pour l'ouvrir



SAVOIE CE PROJET FAIT SUITE AUX RÉSULTATS DU GRAND DÉBAT, OÙ LE MANQUE DE SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ A ÉTÉ POINTÉ DU DOIGT

Réforme des finances publiques : ce qui va changer dans le département

Sous l'impulsion de l'État, les services des finances publiques vont se transformer dans le département. Mutualisations, points de proximités... leur organisation devrait être fortement chamboulée. Décryptage.

D'où vient la réforme ?

Cette initiative émane du gouvernement. Elle fait suite aux conclusions du Grand débat, et doit favoriser "une meilleure accessibilité des services publics à la population et une meilleure relation de proximité entre les agents et les usagers", dicit Bercy.

Pour quelle finalité ?

Objectif du projet : « Faire en sorte que tous les citoyens du département puissent avoir accès à nos services en moins de 30 minutes », explique Jean-Michel Blanchard, le directeur des finances publiques de Savoie. Sept nouvelles communes devraient donc se doter d'un "point de proximité", faisant passer le nombre d'antennes des services fiscaux dans le département de 24 à 31.

Quelles communes sont concernées ?

Entrelacs, Aigueblanche, Belmont-Tramonet, Nances, Val-d'Isère, Sééz, et Saint-Étienne-de-Cuines sont les sept communes dites "d'implanta-

tion", qui devraient voir débarquer les services fiscaux à l'horizon 2022 (voir infographie). Mais la carte « n'est pas figée », ajoute le directeur, « cela dépendra de la concertation [...], même si je la trouve assez cohérente. »

C'est quoi un "point de proximité" ?

Ce seront des points d'information et d'orientation. « Ces services pourront transmettre les dossiers complexes aux services concernés, ou permettre de faire des visioconférences avec l'utilisateur. À l'inverse, selon les situations, nos services pourront se déplacer pour un rendez-vous », précise Jean-Michel Blanchard. Ces points se trouveront, pour la plupart, dans les futures Maisons France services promises par le gouvernement.

Comment va être mise en place cette réforme ?

Selon le directeur des finances publiques, les modalités seront discutées durant « la concertation », mais de-

vraient reposer sur « deux piliers ». D'abord, une évolution de la « gestion interne » des services, pour « regrouper et mutualiser les forces » dans des chefs-lieux (voir infographie). Par exemple, les 22 trésoreries actuelles devraient être regroupées à l'intérieur de 4 Services de gestion comptable (SGC). Vient ensuite une « réorganisation externe ». Les communes dont la trésorerie serait avalée par la mutualisation seront remplacées par des points de proximité.

Y aura-t-il plus ou moins de services des finances publiques ?

Les deux. Certes, il y aura plus de points de proximité (31 au lieu de 24 actuellement), mais dans le même temps, beaucoup moins de trésoreries (4 au lieu de 22 actuellement). Pour la direction, c'est une manière d'être « plus efficace et pragmatique ». Pour les syndicats, « une énième coupe budgétaire au détriment du service public ». ■





En interne, la réforme fait bouillir les syndicats

Après la suppression de centaines de postes en France (dont 16 en Savoie en 2019), et celle de la taxe d'habitation, après le passage au prélèvement à la source, c'est un nouveau bouleversement qui touche les services des finances publiques du département.

D'un côté, la direction se félicite de ce projet, le jugeant « nécessaire » dans cette administration « calée sur une organisation vieille de près d'un siècle », selon les mots de Jean-Michel Blanchard, le directeur départemental des finances publiques. « La taxe d'habitation et le prélèvement de l'impôt, c'est 35 % de nos contentieux », poursuit-il.

Avec la suppression totale de la première, à l'horizon 2023, et l'arrivée du prélèvement à la source, « nous ne travaillons plus de la même manière ». Entendez « nous avons moins de missions ». Ces réformes justifieraient un « ajustement des effectifs »,

et une « mutualisation des compétences ». Mais de l'autre côté, les syndicats sont excédés par des réformes successives et des suppressions de postes à tout va. Selon eux, 64 % des emplois supprimés dans la fonction publique d'État viennent des services des finances publiques. 40 000 postes auraient été supprimés dans leurs rangs depuis 2002 (dont la moitié entre 2008 et 2019).

Faire mieux, avec moins

Alors, cette énième réforme enrage Gille Falcoz, représentant de l'inter-syndicale des finances publiques (FO, CGT, Solidaires). « On transforme les services des finances publiques en un énorme château de cartes. Combien de postes vont être supprimés ? Combien de services vont disparaître ? Peut-on améliorer les services publics avec moins de personnels et de services ? [...] C'est un enfumage complet », peste-t-il.

Et s'il est vrai que la concertation entre la direction, les syndicats et les élus doit servir à une réorganisation au niveau local, le budget avec lequel les services des finances publiques pourront mener cette réforme dépend du Parlement. C'est ce dernier qui vote, chaque année, le budget alloué aux services des finances publiques à la fin novembre. « Nous n'avons aucune garantie sur comment ce projet va être mis en place », ajoute Gilles Falcoz. Qui rappelle que la concertation se termine en octobre, un mois plus tôt. « C'est justement parce que nous sommes en difficulté que nous avons besoin de nous réformer », rétorque Jean-Michel Blanchard.

Il n'empêche qu'avec 55 000 suppressions de postes prévues par Bercy à l'horizon 2022, les syndicats comme la direction devront probablement composer avec « moins » pour faire « mieux ». ■





MOÛTIERS

« Les services publics sont un socle »

Fabrice Pannekoucke, conseiller régional et maire de Moûtiers

Quel est votre regard sur cette réforme ?

« D'abord, il faut avoir la plus grande vigilance sur la question des services publics. C'est un socle de notre société. Ensuite, il faut voir de quel service public on parle : les impôts n'ont pas le même capital affectif que La Poste auprès de la population. Il faut aussi admettre que nous sommes dans une société qui vit un mouvement d'ensemble de regroupement par pôle. Il faut donc être pragmatique. Enfin, s'agissant des services des finances publiques, il faut regarder de quel service on parle : pour les entre-

prises, les particuliers ou les collectivités ? »

Quelles seront les répercussions de cette réforme à Moûtiers ?

« Ici, la priorité c'est le service aux collectivités et aux entreprises. Parce que les collectivités sont atypiques sur le secteur, et que Moûtiers est au cœur d'un bassin gravitaire. Au niveau économique, nous sommes sur un territoire particulièrement dynamique. Après cette réorganisation, Moûtiers devrait bénéficier d'un centre de finances publiques dédié aux collectivités et aux entreprises.

Nous perdrons le service aux particuliers au bénéfice d'Albertville. »

Comment envisagez-vous la phase de concertation qui commence ?

« Je dois voir un représentant du ministère dans 15 jours et rencontrer les représentants des agents des impôts de Moûtiers. Il faut qu'on appréhende bien la situation et qu'on regarde le tout avec objectivité. On ne peut pas d'un côté, demander à l'État de faire des économies, et de l'autre, contester ces économies. Mais nous serons très vigilants. » ■





D'ici 2022, un “accueil de proximité” à Entrelacs

Quels changements sur le territoire de Grand lac ? Ici, autour du lac du Bourget, la communauté d'agglomération finance des “maisons de service au public”.

À Entrelacs et à Ruffieux, elles assurent un accueil au sujet des services de Grand lac, mais aident aussi les particuliers dans tout un tas de démarches publiques (CAF, CPAM, Pôle emploi...).

Selon le plan de la future organisation des services publics, un accueil de proximité sera installé à Entrelacs à l'horizon 2022. Un fonctionnaire de la direction générale des finances publiques sera chargé d'apporter des réponses aux questions des contribuables sur les impôts d'une manière générale. La réorganisation des services de la DGFIP (Direction générale des finances publiques) dans le département devrait aussi permettre à la communauté d'agglomération de

recevoir un fonctionnaire des finances publiques, qui sera à disposition de ce territoire.

Selon Claude Giroud, le président de l'arrondissement des maires de Chambéry, et maire délégué d'Entrelacs-Albens, celui-ci « aidera les collectivités pour toutes les questions relatives à la gestion financière des communes. » Une tâche qui était auparavant réalisée par le percepteur. ■





AIN

Impôts : 50 agents en grève contre la réorganisation dans le département

Une cinquantaine d'agents des services des impôts ont manifesté, jeudi 27 juin, devant la direction des impôts du département, à Bourg-en-Bresse. Mené par l'inter-syndicale Solidaires-CGT-FO, le mouvement s'oppose, à l'échelle nationale, à la suppression de « plusieurs dizaines de milliers d'emplois » et, à l'échelle locale, au plan présenté par leur direction départementale. D'après eux, si celui-ci présente « peut-être plus de "points de

contacts" pour les contribuables, il aura surtout moins de services de pleine compétence. » Ils notent ainsi la suppression de quatre centres de services des impôts des particuliers et de douze trésoreries des impôts dans le département. « Il va sans dire que ces annonces brutales faites le 14 juin aux chefs de service ont provoqué la stupeur parmi les personnels du département, ajoute l'inter-syndicale. Ces décisions touchent 35 % de l'effectif du département,

soit autour de 235 personnes, qui vont devoir changer de lieu de travail, voire de métier, déménager ou faire des kilomètres. » Pour rappel, le directeur départemental William Fréville avait lui vanté une nouvelle carte avec plus de « points de contacts » pour les usagers. Une concertation doit permettre la création d'une nouvelle carte des services des impôts en octobre. ■





HAUTE-LOIRE FINANCES PUBLIQUES

Les trésoreries jouent la carte de la proximité

Via le projet de la « déconcentration de proximité », la Direction départementale des finances publiques commence une démarche inédite afin d'adapter son réseau local d'ici 2022. Plusieurs initiatives sont à l'étude.

Si la réforme du nouveau réseau de proximité de finances publiques s'applique sur le plan national, une adaptation de cette dernière sera réalisée pour tous les départements afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire. L'objectif est de développer une présence territoriale en multipliant les points d'accueil pour les usagers. Ce qui permettra une proximité et une accessibilité renforcées.

Vingt points de contact au lieu de quatorze

Comme énoncé, notamment par le président de la République Emmanuel Macron, ces points de contacts doivent se situer « à 30 kilomètres maximum des usagers ». Alors que d'ordinaire, les réformes se font annuellement en fonction de la loi de finance adoptée, cette nouvelle méthode a un caractère pluriannuel.

Quatorze points de contacts sont actuellement répartis dans le département (3 600 au niveau national). Le

projet de réforme est de passer à vingt. Objectif : un meilleur équilibre national des services, tout en favorisant une proximité accrue avec les usagers.

En fonction du contexte local, un accueil physique ou à distance (par téléphone ou visioconférence) sera accessible, via des maisons France Services, ou directement par l'intermédiaire de certaines mairies.

« On a souvent des usagers assez fragiles par rapport à l'outil numérique. L'idée est vraiment de les accompagner dans leurs démarches », précise Valérie Michel-Moreaux, directrice départementale des Finances publiques de la Haute-Loire.

Les deux services des impôts de Brioude et du Puy-en-Velay seront maintenus

Ce projet de réorganisation a aussi comme but de séparer nettement le

conseil et la gestion. Cinq services de gestion comptable seront ainsi créés à Brioude, Langeac, Monistrol-sur-Loire, Le Puy-en-Velay et Yssingaux. En outre, sept cadres, dénommés « conseillers aux collectivités locales », interviendront dans une quinzaine de communes du département afin d'assister les élus dans différents domaines. Enfin, les deux services des impôts des particuliers, présents à Brioude et au Puy-en-Velay, seront maintenus, tandis qu'une mise en place des impôts des entreprises à compétence départementale prendra place à Yssingaux. Le projet de réforme portant jusqu'en 2022, plusieurs modifications pourraient être effectuées au fur et à mesure afin de trouver la meilleure configuration possible. ■





CANTAL

Le Département a pris une motion contre le projet de réorganisation des finances publiques

Unanime contre la fermeture des trésoreries

Loup. Le Département va apporter son soutien aux éleveurs ovins et/ou caprins dans la lutte contre la prédation, en participant au financement des parcs électrifiés et pièges photographiques.

RSA et bénévolat. Vingt bénéficiaires du RSA vont participer au nouveau dispositif mis en place, qui leur proposera d'effectuer des activités bénévoles auprès d'associations.

La séance du conseil départemental, hier matin, s'est terminée comme celle de la veille, par une motion.

Après avoir demandé à l'État un retour aux 90 km/h sur la RN 122, jeudi, le Département a adopté une nouvelle motion, toujours à l'unanimité, concernant le projet de réorganisation des services de la Direction générale des finances publiques (DG-FIP) dans le Cantal.

Ce projet dit de « géographie revisitée » prévoit de janvier 2020 à janvier

2022, la suppression des douze trésoreries du Cantal (la municipale d'Aurillac, la principale d'Aurillac banlieue, Chaudes-Aigues, Massiac, Mauriac, Maurs, Murat, Riom-ès-Montagnes, Saignes, Saint-Flour, Saint-Martin-Valmeroux et Vic-sur-Cère), ainsi que la suppression des services des impôts des particuliers et de ceux des entreprises à Saint-Flour et à Mauriac. Ces fermetures s'accompagneraient de la suppression d'une trentaine d'emplois.

Pour Bruno Faure, le président (Les Républicains), « lorsque l'État s'engage dans une restructuration des services publics, celle-ci ne peut se limiter à la fermeture pure et simple de ces derniers. »

Jeudi, les élus du Département avaient déjà interpellé le préfet Isabelle Sima, venue présenter le rapport d'activité de l'État en 2018, sur ce dossier (notre édition d'hier). Celle-ci s'était voulue rassurante : « La méthode qui a été retenue est celle de la concertation la plus large possible. La Direction départementale des finances publiques ira à la

rencontre des présidents des établissements publics de coopération intercommunale et des maires. L'objectif est de produire, pour le 15 juillet, un document amendé des remarques des élus du département et ainsi faire évoluer la carte telle qu'elle nous a été initialement présentée. »

Dans cette motion, le conseil départemental « s'oppose au projet de réorganisation des services de la DG-FIP dans le Cantal tel qu'il est actuellement proposé », et demande, entre autres, à l'État « de reconsidérer ce projet afin de garantir une présence effective et durable de l'administration des finances dans les lieux qui accueilleraient des trésoreries » et que « le nouveau schéma d'organisation garantisse un équilibre d'implantation des pôles de compétences des services des finances dans les trois arrondissements ».

La motion a été transmise au préfet dès l'après-midi.

Emmanuel Tremet emmanuel.tremet@centrefrance.com ■





Finies les trésoreries, place aux points d'accueil de proximité...

FINANCES PUBLIQUES Le directeur départemental a présenté mercredi le projet de restructuration du réseau cantalien et le devenir des futures ex-trésoreries.

Avant même de détailler la carte du réseau des Finances publiques dans le département tel que projeté à l'horizon 2022, le directeur départemental Christian Moriceau s'empresse d'indiquer qu'il ne s'agit que d'une première ébauche soumise à concertation, que d'un projet initial amendable dans le cadre de cette concertation qui s'ouvre avec les élus du territoire(1) et, en interne, avec les agents, et qui se poursuivra jusqu'à fin octobre. Une chose est sûre : cette réforme en profondeur de la forme de la présence des services de Bercy dans le département, comme partout ailleurs, fait l'effet d'une bombe, suscitant l'ire des syndicats (lire par ailleurs).

Une structuration "à bout de souffle"

Car c'en est fini des trésoreries telles que les Cantaliens les connaissent : ces dernières vont être remplacées par des points d'accueil de proximité au public au sein des Maisons de services au public (MSAP) ou futures Maisons France services, ou encore dans des locaux mis à disposition par les mairies. Des formes ponctuelles d'accueil puisque les agents de la DDFip ne seront présents physiquement pour les particuliers que dans le cadre de rendez-vous pris à l'avance (par téléphone ou via Internet) par l'utilisateur.

"La structuration de notre réseau était le fruit d'usages et d'une organisation qui date. Tout en étant coûteuse, elle ne correspondait plus aux

besoins actuels de l'exercice de nos missions et aux attentes de notre société, justifie le directeur. Si le système a fonctionné jusqu'à maintenant, il est arrivé à bout de souffle, il devait impérativement être repensé."

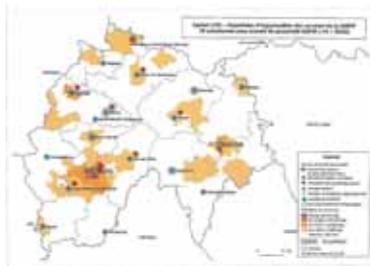
Une réflexion engagée voilà près d'un an par la DGFip sous la tutelle du ministère des Comptes publics avec comme leitmotiv affiché d'accroître les sites d'accueil tout en tirant parti des nouvelles formes d'organisation du travail, notamment via du travail "à distance". Les agents basés à Saint-Flour pouvant par exemple être amenés d'une part à assurer des rendez-vous à Pierrefort mais aussi à effectuer des missions spécifiques pour une unité d'Aurillac.

Dix-neuf points d'accueil de proximité

Et Christian Moriceau l'assure : les usagers et territoires vont sortir gagnants de cette révolution puisque de 14 anciens points d'accueil (soit 11 trésoreries et 3 accueils de proximité), le réseau cantalien passerait à 19 avec des points de chute nouveaux établis à Champs-sur-Tarentaine, Allanche, Salers, Saint-Cernin, et Pierrefort. "On intègre ainsi des préoccupations d'aménagement et d'équilibre du territoire, on sera présent dans tous les bassins de vie", avance Christian Moriceau, qui veut convaincre que ce dispositif sera plus efficient pour les citoyens qui n'auront plus à attendre pour une réponse précise car préparée en amont du rendez-vous. En précisant cepen-

dant que 85 % des sollicitations actuelles portent sur des "questions d'une simplicité enfantine", et pourront donc être traitées par les animateurs des maisons de services, une fois ces derniers formés. En revanche, des renforts seront toujours mobilisés pour les campagnes de déclaration de revenus. Rassurante, la DDFip veut aussi l'être sur le sort de ses agents, promettant qu'il n'y aura pas de mobilité forcée et que des indemnités sont prévues pour ceux dont le temps de trajet serait allongé. "Pour les agents des petites (ex)trésoreries, on essaiera vraiment de faire du cousu-main, pour limiter malgré tout la mobilité" et les déplacements auxquels ils seront soumis. Pour autant, le cadre ne cache pas que cette réorganisation va s'accompagner à terme de suppressions d'emploi, ne serait-ce que par des départs en retraite non remplacés. D'un effectif actuel de 230 agents, combien seront-ils en janvier 2020 et dans deux ans ? "On ne sait pas, les arbitrages ne sont pas faits", concède le directeur, pour qui il est néanmoins normal que les services des Finances publiques "montrent l'exemple" et soient donc parmi les principaux contributeurs à la réduction de la dette publique. Bercy devrait faire d'autres économies, de loyers et charges locatives notamment, ceux versés aux communes propriétaires du bâti des trésoreries. Quant aux services dédiés aux collectivités locales, la réforme prévoit de différencier la gestion comptable du conseil apporté aux élus en mettant l'accent sur la qualité de l'accompagnement de ces derniers. "On

va mettre à leur disposition un cadre de proximité dédié avec une offre de formation”, indique-t-il. ■



Document de travail de la future structuration départementale soumise à concertation.

par P. Olivieri

(1) Après avoir présenté la réforme aux parlementaires, président du Conseil départemental, maire d'Aurillac, Saint-Flour, Mauriac, C. Moriceau et son adjoint vont rencontrer d'ici mi-juillet l'ensemble des présidents d'EPCI puis les maires des territoires concernés.

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

TRÉSORERIES

Actuellement, le Cantal compte onze trésoreries (Saignes, Riom, Massiac, Mauriac, Murat, Saint-Martin-Valmeroux, Vic, Saint-Flour, Chaudes-Aigues, Aurillac, Maurs) et trois accueils de proximité (Saint-Mamet, La Roquebrou, Montsalvy).





AU FIL DE LA SEMAINE

La “révolution” promise par les finances publiques provoque une levée de boucliers

CONSEIL DÉPARTEMENTAL Entre maison de services et plate-forme téléphonique, seuls deux points de trésorerie comptable de la DDFip demeureront opérationnels à Aurillac et Saint-Flour.

Voilà une “révolution” qui ne passe pas. Le terme, c’est celui employé par le directeur départemental des Finances publiques auprès des élus pour présenter le projet de restructuration du maillage territorial cantalien. Le préfet, venu présenter le rapport des services de l’État aux conseillers départementaux, a affronté jeudi une levée de boucliers de la part des élus, tous ralliés à la cause du président Bruno Faure qui a lancé le débat. À propos des fermetures de trésoreries, celle envisagée à Mauriac est la plus sensible. C’est pourtant celle sur laquelle Isabelle Sima a voulu se montrer la plus rassurante.

Mauriac ne doit pas être “monnaie d’échange”

“Pour l’heure, le travail est à la concertation afin de faire évoluer la carte, initialement présentée, notamment sur Mauriac où j’ai bon espoir que la situation soit rétablie”, affirme la représentante de l’État, sans pour autant convaincre l’assemblée départementale. Les élus retiennent que “l’augmentation de points de contacts” masque surtout une réalité : la fermeture de toutes les trésoreries hormis les points comptables d’Aurillac et de Saint-Flour, au profit de guichets partagés, dans des maisons de services notamment. Marie-Hélène Chastre (canton de Mauriac) s’inquiète des 20 emplois à temps pleins menacés dans sa sous-préfecture, alors même qu’une “Mai-

son de l’État” y a été inaugurée il y a moins de deux ans.

Et même si la trésorerie de Mauriac devait être “sauvée” après la période de concertation, Jean-Yves Bony (canton de Mauriac) prévient le préfet qu’il n’est pas question d’en faire une monnaie d’échange pour calmer le mécontentement général. “L’issue du Grand débat avait redonné espoir aux élus ruraux, avec un Président qui avait fait un mea-culpa relatif à des réformes conduites trop vite, mal expliquées et une écoute nouvelle des territoires ruraux... Et là, surprise ! La réorganisation des services fiscaux se résume dans le Cantal, à 30 ou 35 agents de moins, s’insurge le député Bony. Vous avez dit “révolution” ? Après analyse, cette révolution n’est pas faite pour le peuple. Alors qu’on parle de décentralisation, en réalité on recentralise sur un seul site à Aurillac les gestions de tous les Éhpad et hôpitaux avec, par ailleurs, des animateurs téléphoniques rémunérés par les collectivités. C’est tellement énorme qu’on n’a pas besoin de négocier ça”, s’agace-t-il. Et de lâcher en salve : “D’où est partie cette idée ? Et pourquoi ? Ne s’agissait-il pas de rendre une copie avec pour seule consigne qu’il faut 30 à 35 fonctionnaires de moins dans le Cantal ?” Son collègue Vincent Descoeur (canton d’Arpajon) dénonce également un état de fait qui contraste avec les promesses du ministre Darmanin et les enseigne-

ments qu’on croyait tirés du Grand débat : “Les maisons de services au public existent déjà dans le Cantal, mais l’État ne peut pas s’en servir comme point d’appui pour conduire des réformes qui traduisent l’éloignement de ses propres services.” “Nos agents territoriaux ne pourront pas apporter de réponse à toutes les questions”, prédit aussi Céline Charriaud (canton de Neuvéglise). Bernard Delcros (canton de Murat) considère que les “Maisons France services” envisagées ne valent que si l’État y est très engagé, comme sur son modèle canadien. Le sénateur relève aussi que “la règle générale ne peut pas s’appliquer à un département qui compte trois arrondissements en moyenne montagne”...

Des maires aussi, sous le choc

Pour sa collègue sénatrice, Josiane Costes (canton d’Aurillac 3), passer de 13 à 19 points de contact, c’était trop beau pour être vrai ; elle n’y croyait d’ailleurs pas, dès le début : “Un projet présenté de manière trop floue ; et quand c’est flou... c’est qu’il y a un loup ! Le voilà, quelle brutalité, notamment pour ces hommes et ces femmes qui vont devoir partir.” Le préfet Sima tempère en évoquant un calendrier qui ne démarrerait qu’en 2022 ou 2023 avec, d’ici là, des départs en retraite... Même son de cloche du côté de l’Association des maires de France du Cantal (AMF 15),

dont le co-président, Christian Montin, a pris la parole lors de la dernière réunion communautaire de Châtaigneraie, scandalisé par ce projet de restructuration des trésoreries. Lui aussi est choqué par le terme de “révolution”, retenu par le directeur des finances publiques. Il promet que le sujet occupera encore bien des discussions dans les mois à venir. ■



À Mauriac, il y a deux ans, était inaugurée par la DDfip et le corps préfectoral une “Maison de l’État” abritant une trésorerie menacée, même si le préfet a “bon espoir” qu’elle soit finalement maintenue.

par Renaud Saint-André

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Décentralisation

Le Cantal a obtenu une fin de non recevoir lorsqu’il a postulé pour abriter un centre DGfip de réponses mail et téléphoniques qui créerait pourtant des emplois publics en milieu rural.





RÉACTIONS

Un “plan social” selon les syndicats

P our l'intersyndicale cantalienne (FO DGFip, CGT finances publiques et Solidaires finances publiques), le constat est sans appel : “Cette “géographie revisitée”, ça n'est ni plus ni moins qu'un plan social”, martèle Christian Laroussinie (Solidaires). Dénonçant une “communication mensongère” de la part du ministère et un “plan de démantèlement des finances publiques”, les représentants des syndicats n'adhèrent pas à l'idée de la transformation des trésoreries en MSAP, qu'ils perçoivent comme un tour de passe-passe aux allures de stratégie marketing et qui devrait aboutir, selon les chiffres que leur aurait communiqués Christian Moriceau, à la suppression d'une trentaine de

postes à l'horizon 2022. L'agent d'accueil présent au sein de ces maisons de services (un animateur pas nécessairement fonctionnaire) n'aurait de plus, d'après eux, qu'une mission limitée : orienter les usagers vers... les sites internet comme impots.gouv.fr. “D'après les chiffres de l'Insee, 21 % de la population française ne serait pas connectée, et 14 % serait illettrée. Ils font comment, ces gens-là ?”, s'insurge Jean-Vincent Boudou (FO). Et de rappeler qu'en période de déclaration d'impôts, “plusieurs centaines de personnes se présentent aux points d'accueil pour demander des conseils”. Ce sont les plus petites collectivités qui vont être les plus pénalisées”, se désole-t-on au sein de l'intersyndicale.

Un schéma à “La Poste”

Décrivant les rôles de comptables et de conseillers qu'empruntent quotidiennement les employés de trésoreries auprès des collectivités mais aussi des particuliers, les syndicats craignent de voir l'émergence de services similaires payants de la part de sociétés privées, et redoutent une fois de plus la disparition du service de proximité au profit de la dématérialisation. “Demain, la DGFip sera ce qu'est La Poste aujourd'hui”, prédit Christian Laroussinie, en évoquant les suppressions de postes et l'ouverture à la concurrence. ■

par H. Meignin





lamontagne.fr - 28 juin 2019

lamontagne.fr/aurillac-15000/actualites/le-conseil-departemental-
du-cantal-unanime-contre-la-fermeture-des-tresoreriers_13594815/

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL UNANIME CONTRE LA FERMETURE DES TRÉSORERIES

Publié le 28/06/2019 à 17h03Le Département demande à l'État de reconsidérer son projet de réorganisation. © Margaux BriolatCe vendredi 28 juin, le Département a adopté une motion pour s'opposer au projet de réorganisation des finances publiques, qui prévoit la suppression de douze trésoreries dans le Cantal.La séance du Conseil départemental, ce vendredi 28 juin, s'est terminée comme celle de la veille, par une motion.Douze trésoreries supprimées dans le CantalLes trésoreries vont vivre une sévère restructuration d'ici à 2022, avec la réorganisation du réseau des impôts et des finances publiques envisagée Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics. Ce projet dit de « géographie revisitée » prévoit de janvier 2020 à janvier 2022, la

suppression des douze trésoreries du Cantal (la municipale d'Aurillac, la principale d'Aurillac banlieue, Chaudes-Aigues, Massiac, Mauriac, Maurs, Murat, Riom-ès-Montagnes, Saignes, Saint-Flour, Saint-Martin-Valmeroux et Vic-sur-Cère), ainsi que la suppression des services des impôts des particuliers et de ceux des entreprises à Saint-Flour et à Mauriac. Ces fermetures s'accompagneraient de la suppression d'une trentaine d'emplois.Le préfet interpellé par les élus du DépartementJeudi 27 juin, les élus du Département avaient déjà interpellé le préfet Isabelle Sima, venue présenter le rapport d'activité de l'État en 2018, sur ce dossier.Marie-Hélène Chastre (majorité départementale) a été la première à évoquer la fermeture annoncée de la trésorerie de Mauriac ainsi que la suppression des services des impôts des particuliers et de ceux des entreprises de la commune.« À l'heure où l'on nous parle de proximité, voir un service de l'État à plus d'une heure de route pour les usagers est inconcevable. »Pour Jean-Yves Bony, « le message envoyé

avec cette réorganisation à la suite du Grand débat est catastrophique. Nous sommes traités comme des habitants de seconde zone. Je pose la question : veut-on toujours d'une sous-préfecture à Mauriac ? » Josiane Costes (groupe du rassemblement démocratique), elle, a dénoncé « la brutalité » de cette réorganisation.« On parle de la suppression de 30 à 35 emplois, c'est inacceptable. »Si Bernard Delcros (groupe « Rassemblement et ouverture pour le Cantal ») a, lui aussi, alerté le préfet sur le sujet, il a, par ailleurs, souhaité faire des propositions concrètes : « Que les choses évoluent, c'est normal, mais on ne peut pas appliquer une règle générale à un département comme le Cantal, un territoire de montagne avec trois arrondissements. Pourquoi ne pas organiser la présence des services publics dans un pôle de compétences dans chaque chef-lieu d'arrondissement ? »« La méthode qui a été retenue est celle de la concertation la plus large possible. La direction départementale des finances publiques ira à la rencontre des présidents des

établissements publics de coopération

intercommunale et des maires. L'objectif est de produire, pour le 15 juillet, un document amendé des remarques des élus du département et ainsi faire évoluer la carte telle qu'elle nous a été initialement présentée. »Isabelle Sima (Préfet du Cantal)« Garantir une présence effective et durable de l'administration des finances »Dans ce texte, le conseil départemental « s'oppose au projet de réorganisation des services de la DGFIP dans le Cantal tel qu'il est actuellement proposé », et demande, entre autres, à l'État « de reconsidérer ce projet afin de garantir une présence effective et durable de l'administration des finances dans les lieux qui accueilleraient des trésoreries » et que « le nouveau schéma d'organisation garantisse un équilibre d'implantation des pôles de compétences des services des finances dans les trois arrondissements ». La motion a été transmise au préfet dès l'après-midi. Emmanuel TremetVous pouvez envoyer cet article par email à vos amis. Renseignez vos informations et le destinataireMétéoElevageF. diversPolitiqueMétéo20 places à gagner ! JOUEZ & GAGNEZ vos places pour la soirée du 16 juillet au Festival de la VézèreAidez-nous à améliorer notre site en répondant à notre

questionnaire. Déjà inscrit ?
fermerMot de passe oublié



lamontagne.fr - 28 juin 2019

lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/un-nouveau-reseau-de-proximite-pour-les-finances-publiques-d-ici-2022-dans-le-puy-de-dome_13593864/

UN NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ POUR LES FINANCES PUBLIQUES D'ICI 2022 DANS LE PUY-DE-DÔME

Photo d'illustration © MARQUET Frédéric La Direction départementale des finances publiques (DDFiP) a présenté son projet de réorganisation de ses services dans le Puy-de-Dôme d'ici 2022. De 29 communes avec un accueil de proximité des finances publiques, le nouveau réseau devrait passer à 40 d'ici 2022. Mais au-delà des chiffres, c'est un changement en profondeur des services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) qui attend les élus et les contribuables du département. « On veut rénover » Ce nouveau réseau de proximité des finances publiques est un projet sur trois ans qui a deux objectifs, résume Patrick Sisco, directeur départemental. Premièrement, augmenter notre couverture

territoriale en termes de conseils aux collectivités locales et de points de contact pour les citoyens. Deuxièmement, changer notre façon de faire en allant à la rencontre de nos usagers sur le territoire. » Exit les anciennes trésoreries, place à d'autres modes d'actions. En 2019, le Puy-de-Dôme compte 29 communes avec un point de contact des finances publiques. « Beaucoup disent que : "Tout ça consiste seulement à supprimer les trésoreries". C'est une des résultantes, mais ce n'est pas l'objet. On ne casse rien du tout, on va travailler différemment. Le réseau est ancien, et pas seulement en termes de structures, puisqu'il est composé de petites unités, souvent difficiles à tenir en termes d'organisation. On veut rénover tout ça et on ne fermera pas les accueils. C'est une petite révolution culturelle chez nous. Les agents vont devoir sortir sur le terrain pour aller conquérir des territoires. » Parmi les nouvelles créations, des conseillers des collectivités locales (points rouges) devraient se répartir sur les 14 EPCI du département. Le nouveau réseau de proximité prévoit 40 communes avec un point de contact. « On ne

casse rien du tout, on va travailler différemment » Face à l'inquiétude des élus et des concitoyens sur les territoires ruraux, nous répondons que la DGFIP n'abandonnera pas les territoires ruraux, martèle Patrick Sisco. Nous serons toujours prêts d'eux pour les appuyer et les conseiller dans leur réflexion pour gérer leurs budgets. Nous allons créer des conseillers aux décideurs locaux qui émergeront des cadres dans les départements. Ils seront les correspondants naturels de l'administration auprès des élus. » En termes d'emplois ? L'inquiétude se porte également sur les 890 agents en poste dans le Puy-de-Dôme. « On travaille avec la masse salariale que l'on a mais ce sont des décisions qui ne m'appartiennent pas, concède Patrick Sisco. Je travaille comme si la masse salariale allait être présente. Ça sera un sujet ou pas, on verra bien. Il appartiendra à notre gouvernement, en temps opportun, de dire ce qu'il fait des emplois pour la fonction publique de l'État mais n'agissons pas des chiffons rouges inutiles en faisant peur et en disant que l'on va supprimer des emplois, ce

n'est pas l'objet. On est dans une transformation méthodologiques et culturelles de notre maison mais on ne laissera personne sur le bord du chemin. » Une phase de concertation jusqu'en octobre. Pour l'instant, le temps est à la concertation selon le directeur. « Tout au long des mois de juillet et de septembre, je vais réaliser une concertation en allant à la rencontre d'un maximum d'élus à travers des réunions intercommunales afin d'expliquer les enjeux de ce nouveau réseau. Les portes sont ouvertes, les fenêtres sont ouvertes. Nous serons à l'écoute. » La carte définitive de ce nouveau réseau de proximité des finances publiques sera connue avant 2020 pour une mise en place progressive sur trois ans.

Rémi Pironin

Vous pouvez envoyer cet article par email à vos amis. Renseignez vos informations et le destinataire.

Faits divers Education

Faits divers Transport

Faits divers 20 places à gagner ! JOUEZ & GAGNEZ vos places pour la soirée du 16 juillet au Festival de la Vézère. Aidez-nous à améliorer notre site en répondant à notre questionnaire. Déjà inscrit ? fermer

Mot de passe oublié

BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



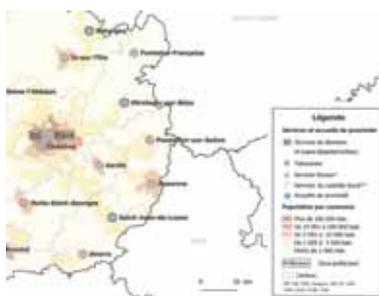
VINGEANNE

MIREBEAU-SUR-BÈZE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Les élus s'opposent à la fermeture de la trésorerie de Fontaine-Française

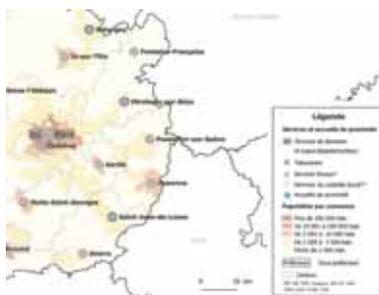
Jeudi soir, se tenait dans la salle Faber à Mirebeau-sur-Bèze, le dernier conseil communautaire avant la trêve estivale. À l'ordre du jour, l'avenir de la trésorerie de Fontaine-Française, menacée de fermeture par le projet de réorganisation des services départementaux de la DRFIP.

Parmi les nombreux sujets abordés lors du dernier conseil communautaire, celui du projet de réorganisation et d'implantation des services départementaux de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) a animé les élus.



Situation avec mise en place du Projet de réorganisation. Photo LBP/R. C. Photo : Le Bien Public

Rappel de la situation



Situation avec mise en place du Projet de réorganisation. Photo LBP/R. C. Photo : Le Bien Public

Le président de la communauté de communes du Mirebellois et du Fontenois, Didier Lenoir, a présenté la situation passée et à venir pour la trésorerie de Fontaine-Française. « Par

un courrier électronique du 12 juin, les services de la DRFIP ont transmis un projet qui modifie l'organisation existante à l'horizon 2022 », a déclaré le président. « C'est ensuite Alain Mauchamp, directeur régional par intérim des finances publiques, qui est venu présenter les évolutions projetées à moyen terme. Ont été rappelés l'historique des décisions prises par l'État sur les trois dernières années, ainsi que l'incompréhension et l'insatisfaction des élus qui s'opposent à ce projet. », a-t-il poursuivi.

Un rattachement à la trésorerie de Genlis

La trésorerie de Fontaine-Française a pour fonction actuelle d'effectuer un accueil de proximité et de prendre en charge la trésorerie pour les produits communaux ou intercommunaux, ainsi que pour Mirebeau-sur-Bèze.

Le centre des impôts de Dijon nord, quant à lui, est chargé de gérer la perception de l'impôt sur le revenu, le prélèvement à la source, la taxe d'habitation, la taxe foncière, etc.

Le projet de réorganisation et d'implantation des services départementaux de la DRFIP par le gouvernement prévoit le rattachement de la trésorerie de Fontaine-Française à celle de Genlis, avec un accueil de proximité à Fontaine-Française et à

Mirebeau-sur-Bèze, la fonction du centre des impôts de Dijon nord restant inchangée.

De nouveaux locaux pour le Trésor public

Nicolas Urbano, vice-président de la communauté de communes et maire de Fontaine-Française, a souligné que jeudi, dans sa commune, a eu lieu la réception des travaux des futurs locaux du Trésor public dans les murs de l'ancienne Poste (lire notre édition du 22 juin).

Il a rappelé que 49 000 € HT avaient été investis pour rénover le bâtiment. En ce qui concerne les subventions attendues, 19 000 € proviendront de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), et 17 000 € seront issus d'une subvention du conseil départemental. Le reste sera à la charge de la commune.

Le conseil communautaire a ensuite voté à l'unanimité l'opposition au projet de réorganisation qui compromettrait durablement la présence des services publics de L'État sur le territoire. Il demande le maintien de la trésorerie de Fontaine-Française et la mise en place d'un accueil de proximité sur la commune de Mirebeau-sur-Bèze. ■

par Régis Criton (CLP)





JURA FINANCES PUBLIQUES

Pourquoi l'administration fiscale va tout changer

La Direction départementale des finances publiques (DDFiP) a présenté son projet de réorganisation de ses services dans le Jura.

La direction générale des finances publiques (DGFIP) assure qu'il ne s'agit encore que d'un projet susceptible d'être amendé à l'issue d'une vaste concertation de quatre mois engagée début juin. Quand bien même la version finale reste encore à parachever, c'est bel et bien une petite révolution qui se prépare pour l'administration fiscale dans le Jura entre 2020 et 2022. Celle-ci fait en fait office de premier de cordée dans le cadre de la nouvelle organisation de l'État voulue par le ministère des comptes publics. « Notre réseau a besoin d'évoluer car il ne correspond plus aux critères d'une administration moderne, explique Jean-Luc Blanc, le tout nouveau directeur départemental des finances publiques.

Une nouvelle organisation d'ici au 31 décembre 2022

Dans le Jura par exemple, nous avons beaucoup de très petites structures à deux ou quatre agents pour lesquelles il est très difficile de faire face aux aléas du quotidien comme les ar-

rêts maladie ou les congés. On va donc constituer de plus grosses équipes tout en prenant en compte le service que l'on doit aux usagers. »

En clair, le dispositif historique avec un maillage de 14 trésoreries à travers le Jura va céder la place à une nouvelle organisation d'ici au 31 décembre 2022. Celle-ci s'articulera notamment autour de 28 points d'accueil de proximité répartis sur l'ensemble du territoire départemental (voir carte).

Pour ce faire, l'administration fiscale va s'appuyer sur les maisons de services où certaines administrations figurent déjà. « Il y en a 14 dans le Jura et elles sont pilotées soit par les intercommunalités soit par la Poste, précise Jean-Luc Blanc. Nous allons former le personnel de façon à ce qu'il puisse répondre à des questions de base et si sa problématique est plus complexe, l'usager sera alors orienté vers l'un de nos agents ». Et c'est ce qui fait, d'ores et déjà, grincer des dents les syndicats puisque l'accueil du public échappera à l'avenir à la DGFIP pour être majoritaire-

ment délégué (voir par ailleurs) sauf à Lons et Dole.

Autre conséquence de cette nouvelle organisation qui inquiète en interne : les mouvements de personnels qu'elle induit, le gros des effectifs étant à l'avenir concentré sur Lons et Dole. « Il y a un vrai dossier DRH, admet Jean-Luc Blanc. Le point le plus sensible se situe à Saint-Claude (22 agents) qui est amené à perdre son service des impôts aux entreprises et aux particuliers mais qui conserve un service de gestion comptable (ndlr : gestion des finances des collectivités qui existera également à Lons, Dole et Poligny). Il y aura des formations, des passerelles pour permettre à un maximum d'agents de ne pas avoir à déménager. Quand ça ne sera pas possible, il y aura des primes et le travail à distance pourra être une solution. » Autant d'arguments que le patron des finances publiques dans le Jura devra développer ce mercredi lors d'un comité technique pour tenter de convaincre une intersyndicale très remontée. ■





Réaction

« On accuse le coup »

« Myriam Fourny, secrétaire de la CGT Finances publiques Jura »

« Depuis l'annonce de cette nouvelle organisation le 6 juin, on accuse le coup. À Saint-Claude notamment, les agents sont abattus. On nous présente ça comme un projet avec une concertation jusqu'en septembre mais on ne sait pas quelle marge de manœuvre il reste. En plus, tout cela a lieu en plein été... Dans ce qu'on

nous présente, il ne restera plus que quatre sites finances publiques dans le Jura (Lons, Dole, Poligny, Saint-Claude) et seulement deux pourront accueillir du public (Lons et Dole). La majorité de l'accueil des usagers se fera dans des Maisons de services au public par des gens qui devront également gérer un tas d'autres missions. Le service rendu dans ces points d'accueil sera donc médiocre. On nous dit que cette réorganisation est due au fait que les équipes sont trop petites pour tourner. C'est exact

mais cette situation est la conséquence des suppressions de postes depuis des années. Depuis 10 ans, on perd 10 à 12 postes dans le Jura. Et la vraie donnée manquante à ce projet, c'est sur combien de nouvelles suppressions de postes il va déboucher.

L'intersyndicale appelle à un mouvement de grève ce mardi 2 juillet devant les locaux des finances publiques rue Thurel à Lons entre 9 heures et 12 heures. ■





FAITS-DIVERS 70A

HAUTE-SAÔNE FINANCES PUBLIQUES

Inquiétude autour des services financiers et fiscaux

Dans un communiqué, FO annonce notamment le passage de 16 à 3 trésoreries en Haute-Saône et appelle les élus à se mobiliser pour éviter ces fermetures contre cette perte pour leurs services mais aussi pour les citoyens.

Cette organisation future du réseau prévu prévoit le passage de 16 à 3 trésoreries (Gray, Vesoul, Luxeuil), de 4 services des impôts à 2 (Lure et Vesoul), de 2 services de publicité foncière à 1... « Ce projet représente la destruction de nos missions de service public, la disparition pure et simple de nos relations ordonnateurs/comptables », s'alarme FO. Qui alerte les élus.



Selon le syndicat, on passerait de quatre centres de services des impôts à deux (Vesoul et Lure). Photo ER/Patricia LOUIS Photo : L'Est Républicain

« Notre administration vous a présenté un accueil de proximité avec les Maisons de service au public ou dans les sièges de vos communautés de communes. Mais ne vous y trompez pas, ces points de contact sont des leures qui font partie d'une communication gouvernementale. L'accueil de premier niveau sera assuré par un agent polyvalent préalablement formé (très rapidement) par

notre administration. Très peu de moyens seront mis en œuvre pour ces MSAP. L'accueil sur RDV sera privilégié si plusieurs contribuables sont demandeurs et sur des plages horaires restreintes ».

Selon le syndicat, les futurs Services de gestion comptable (ex-trésoreries) situés à Luxeuil, Vesoul et Gray n'auront plus de contact avec les secrétaires des collectivités.

Pour le comité de vigilance, ces mesures condamnent « l'aménagement égalitaire du territoire » et vont causer plus d'attentes, plus de déplacements pour personnels et usagers, et moins de contacts humains. ■

par P.I





BESANÇON

Réponse du berger à la bergère

Suite à notre article du 28 juin 2019 intitulé « Moins de trésoreries, plus de présence sur le territoire », le syndicat FO de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) du Doubs souhaite apporter les précisions suivantes : « Le nouveau réseau de proximité présenté par la Direction n'est qu'un prétexte à suppressions d'emplois suite à la fermeture des 19 trésoreries existantes, le déplacement de certains services et la création de 5 services de gestion comptables qui ne feront plus d'accueil de proximité. Nous considérons que la carte du nouveau

réseau de proximité relève de l'imposture car elle intègre les maisons de service public, lesquelles ne sont en aucun cas des structures de la DGFIP et mentionne de nouvelles "implantations" d'ailleurs positionnées sur des lieux ayant fait l'objet de fermetures de trésoreries, la Direction locale reconnaissant de ce fait que ces fermetures étaient des erreurs graves. Les maisons de service au public déjà implantées dans le Doubs n'offrent pas aux usagers les mêmes services que ceux rendus par les agents de la DGFIP dans le cadre d'un service public des impôts efficace qui

doit être rendu à tout citoyen. Dans ces maisons de service public, les usagers qui auront des questionnements seront fortement incités à effectuer sur place leur démarche sur Internet. Le nouveau réseau de proximité acte en fait la désertion du territoire par la DDFIP 25 et sème la confusion. Contrairement à ce qu'affirme la direction, un objectif de suppressions massives des emplois est acté dans notre département pour les trois prochaines années (12 à 15 % des effectifs, soit entre 77 et 100 emplois sur environ 700) ». ■





BAUME-LES-DAMES CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Des inquiétudes sur l'avenir de la trésorerie

Le projet de déclinaison du nouveau réseau de proximité des finances publiques, faite aux élus du Doubs par Gérard Darmanin, prévoit la suppression de la trésorerie de Baume-les-Dames. Face à cette possible nouvelle perte d'un service de l'état, les élus ont montré leur désaccord

C'est dans une salle surchauffée, sans climatisation que s'est déroulée la réunion du conseil communautaire de la CCDB.



Le conseil a voté à l'unanimité une motion pour signifier leur désaccord. Photo ER Photo : L'Est Républicain

La question inquiétante pour les élus était liée au courrier adressé par Pierre Royer, directeur départemental des Finances Publiques du Doubs, aux élus.



Le conseil a voté à l'unanimité une motion pour signifier leur désaccord. Photo ER Photo : L'Est Républicain

Il aborde le projet de déclinaison du nouveau réseau de proximité des finances publiques, suite à la présentation faite aux élus du Doubs par Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Le réseau se transformant de plus en plus, il doit s'adapter le plus possible aux besoins.

Le gouvernement souhaite une meilleure accessibilité des services publics à la population, notamment dans les territoires où le sentiment d'abandon de l'État se développe. Sans dégrader la qualité du service public actuel, il est souhaité d'apporter une offre de service nouvelle en augmentant très fortement les sites où un accueil physique de proximité sera assuré, notamment dans les maisons France services ou dans les mairies si les maires le souhaitent.

Une motion de désaccord votée à l'unanimité

La nouvelle organisation des services des Finances publiques pour le Doubs, prévoit une présence du service dans 37 communes, soit 15 de plus qu'actuellement, dont 15 de plus parmi les communes de moins de

3 500 habitants.

Il est rappelé qu'il s'agit là d'une première hypothèse de travail. Cela se concrétiserait par la suppression de plusieurs trésoreries dont celle de Baume-les-Dames qui deviendrait « accueil de proximité avec un conseiller des collectivités locales ». Un dossier déjà soulevé par Martial Bourquin, sénateur, lors de l'AG des maires du Doubs.

Le président, Jean-Claude Maurice, a énuméré toutes les suppressions des services de l'État subies à Baume, dont le tribunal est le dernier exemple et fait part de son inquiétude en demandant au conseil de voter une motion signifiant son désaccord. Unanimité du conseil.

Un rendez-vous sera sollicité auprès de Pierre Royer. ■



BRETAGNE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



Finances publiques. Les agents mobilisés face à la réforme

Le plan de réorganisation de l'administration fiscale provoque de fortes inquiétudes chez les agents du centre des finances publiques de Douarnenez. Une intersyndicale était réunie vendredi pour dénoncer cette réforme.

« Nous nous sommes décarcassés pour que le prélèvement à la source se passe bien, et c'est le cas, et quelques mois plus tard nous recevons ce plan en pleine figure ». Les agents du centre des finances publiques de Douarnenez sont des plus amers. Vendredi dernier, une intersyndicale (Solidaires, FO, CGT et CFDT) s'est réunie pour dénoncer le plan de réforme de l'administration fiscale du ministre du Budget, Gérald Darmanin.

Au niveau du Finistère, il est prévu qu'il ne reste d'ici 2022 que quatre centres de gestion et trois centres des impôts. « Les centres de Carhaix, Douarnenez, Quimperlé, mais aussi Brest et Quimper seraient supprimés. Il ne resterait que Morlaix, Château-lin et Concarneau, cela veut dire moins de contact avec les gens », indiquent les agents rencontrés vendredi. Des menaces sont évoquées

pour les trésoreries comme celle de Pont-Croix, avec, là aussi, autant de points d'accueil qui disparaîtraient.

« Perte de la proximité »

En parallèle, l'administration annonce que les lieux d'accueil de proximité répartis dans le département vont passer de 25 à 47, avec une équipe mobile dédiée. « Cela peut paraître comme un progrès, mais ce sera seulement sur rendez-vous avec des permanences, quelques heures par semaine ou par mois », affirme le personnel mobilisé. Selon lui, les objectifs de cette réorganisation sont avant tout de supprimer des emplois : « 20 000 à 25 000 d'ici 2022 en France, dont 300 en Finistère ». « Cela se traduira par une perte d'un service public fiscal de proximité et de l'égalité d'accessibilité : on sent l'inquiétude monter chez les personnes âgées, notamment, perdues entre

complexité fiscale et développement du numérique », signalent encore les agents.

Une délégation a rencontré vendredi le maire de Douarnenez François Cadic pour expliquer les raisons de cette colère. Le retrait de l'ensemble du plan Darmanin est revendiqué. Et après la pause estivale, une forte mobilisation est envisagée à partir de septembre. ■



Les agents veulent alerter la population sur les risques liés, selon eux, à cette réorganisation.





Le conseil contre la réorganisation des finances

Vendredi, lors du dernier conseil municipal de la saison, deux motions ont été votées, l'une contre la réorganisation du service départemental des finances, l'autre contre les choucas.

Vendredi soir, l'ordre du jour du dernier conseil de la saison était très succinct. Les deux motions, votées à l'unanimité, ont animé les débats.

Réorganisation du service départemental des finances

La réorganisation du service départemental des finances publiques, avec la suppression du centre de Quimper, ne passe pas : « **On se dirige vers le même schéma que lors de la réforme de l'équipement, c'est-à-dire de transmettre ce service au privé** », fulmine le maire, Hervé Trelu.

L'adjoint aux finances, Louis Hemyry, a rappelé que des prestations d'urbanisme, qui étaient rendues aux communes, sont désormais facturées au prix fort par des cabinets privés. Le conseil a adopté une motion où il se « **prononce défavorablement à cette réorganisation** ».

Les choucas

Paul Boédéc, agriculteur, a proposé une seconde motion pour que les choucas ne soient plus classés comme espèce protégée. « **Ces volatiles sont une calamité. Avec ce**

statut, ils ont proliféré de façon exceptionnelle et causent de lourds dégâts aux cultures, obligeants des agriculteurs à refaire leurs semences de maïs. Les fientes de choucas rendent également des récoltes impropres à la consommation », insiste Paul Boédéc. Le conseil le suit pour soutenir cette motion.

Répartition des sièges au conseil communautaire

Le conseil était invité à se prononcer sur le nombre de sièges que comptera l'assemblée délibérante de Quimper Bretagne occidentale (QBO) lors de son renouvellement en 2020. Après un long rappel des dispositions réglementaires et de l'historique de cette assemblée, le constat est clair : qu'elle soit constituée de 48, 52, 54 ou 56 membres, la commune ne disposera toujours que d'un siège. Le conseil a donné son accord pour fixer à 56 sièges la composition de l'assemblée communautaire.

Employés communaux

Le plan de formation 2017-2018 a été présenté. Pour un coût de 2 176 €, cinq agents ont suivi, au total,

198 heures de formation sur des thèmes divers comme l'accompagnement éducatif pendant les repas, la sensibilisation à l'hygiène et à la nutrition ou la prévention de l'incendie. Le conseil a validé la mise à jour du tableau des emplois et adopté les modalités du compte épargne temps, qui prendra effet au 1^{er} juillet.

Aménagement du centre-bourg

Le projet d'aménagement des abords de la salle de la Fontaine est évalué à 383 916 €. Le maire va solliciter une subvention auprès de QBO (100 000 €, soit 26 %) et la dotation de soutien à l'initiative locale (96 000 €, soit 25 %). 49 % du coût restera donc à la charge de la commune.

Subventions

Trois subventions ont été accordées. 144 € pour le club de judo de Bric (18 licenciées de Landrévarzec), 100 € pour le Tour du Finistère cyclo féminin et 50 € à Lucas Croissant, qui va participer au championnat de France des cavaliers. ■





DOUARNENEZ - CAP-SIZUN RÉGIONS/BRETAGNE/FINISTÈRE/DOUARNENEZ

Action intersyndicale au centre des impôts

Hier, des agents du centre des Finances publiques ont organisé une action au centre des impôts. Ils protestaient contre un projet de restructuration des services au niveau départemental.

Depuis trois semaines, les agents des centres des impôts du Finistère se mobilisent contre un projet de réorganisation des Finances publiques. À l'appel d'une intersyndicale (FO, CFDT, CGT, Solidaires), ils se sont rassemblés hier, à 15 h, devant le centre de Douarnenez. « **Cette réorganisation, c'est la liquidation pure et simple de notre réseau territorial** », lance Éric Guerry, de Force ouvrière. Ce projet arrive à la suite d'une annonce, début juin, de Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, à propos de transformations des Finances publiques au niveau national.

La direction départementale avance la création de 47 accueils de proximité, au lieu des 25 actuels, sur tout

le Finistère. « **La plupart seront des accueils réduits, des points de contact sur rendez-vous, seulement quelques heures par semaine** », soutient Éric Guerry.

Les organisations syndicales dénoncent également une restructuration qui aura des conséquences pour les usagers, avec des rendez-vous devant être pris sur internet.

« **Le but du jeu, ce sont des suppressions de poste. Actuellement, il y a environ 1 100 agents dans le Finistère. Près de 300 postes pourraient être supprimés avec cette réorganisation** », affirme Stéphane Douet, de Solidaires.

Pendant quatre mois, une concerta-

tion est mise en place autour de ce projet. Mais les syndicats disent ne rien en attendre et annoncent un renforcement de leur mouvement de contestation à partir de la rentrée. « **Nous allons monter d'un cran en septembre, avec des blocages ou des reconductions de grèves** », souligne Éric Guerry. ■



Rassemblement des agents et syndicats devant le centre des impôts de Douarnenez, hier. Photo : Ouest-France

par Valentin Davodeau.





QUIMPERLÉ RÉGIONS/BRETAGNE/FINISTÈRE/QUIMPERLÉ

Impôts : passe d'armes tendue entre Quernez et Balanant

La menace de fermeture du centre des impôts du Pouligoudu s'est invitée en trois temps, jeudi soir, lors du conseil communautaire.

Tout d'abord, et avant la réunion de 18 h, Sébastien Miossec et Michaël Quernez ont reçu la directrice départementale des finances publiques.

Les deux élus ont rappelé leur position et celle du bureau communautaire réuni la semaine passée : Nous sommes opposés à la fermeture. La disparition d'une trentaine d'emplois à Quimperlé ne se fera pas. Même si nous nous réjouissons du projet de point d'accueil à Scaër. La carte a vocation à bouger. Rien n'est figé. Nous avons trois mois de concertation devant nous. Nous avons trouvé une directrice qui était à l'écoute, a indiqué Sébastien Miossec, en ouverture de séance.

« **Des gagnants, des moins gagnants** »

Quelques minutes plus tôt, dès son arrivée sur le parvis de l'hôtel communautaire, le député Erwan Balanant avait été très chaudement accueilli par des agents du Pouligoudu.

Ils lui ont signifié leur colère et leur incompréhension. Un dialogue de sourds, qui a duré un bon quart d'heure.

Troisième temps : la passe d'armes plus que tendue entre le député et le maire de Quimperlé, en début de

séance. La parole au premier : J'ai découvert la carte comme tout le monde. Je vois des avancées pour certains, mais pour Quimperlé, il est nécessaire de trouver des solutions. Je suis un élu de ce territoire, mais aussi celui d'une circonscription. Les métiers changent, à partir du moment où il y a des transformations (avec la taxe d'habitation, les déclarations de revenus sur internet, etc.)... Je comprends la crainte des agents quimperlois. Mais il y a des gagnants et des moins gagnants. Désolé, mais on ne peut pas avoir les deux. Maintenant, il va falloir être vigilant pour que Quimperlé ne perde pas tout.

Des propos qui ont fait sortir de ses gonds, Michaël Quernez, qui, au départ, ne souhaitait pas intervenir sur le sujet. Ce n'est pas moins gagnant pour Quimperlé. C'est totalement perdant. C'est un vrai déménagement de territoire. Pour Quimperlé, c'est la fermeture du centre. On passerait d'une trentaine d'agents à trois ou quatre de temps en temps. Les élus de ce territoire et le député ne peuvent pas se satisfaire de ça. Oui, j'aurais aimé avoir le député à nos côtés. Alors qu'il regarde plutôt de l'autre côté de la circonscription. Le maire pense là à Concarneau et Rospenden. Il a préféré l'attitude de la directrice, qui attend nos contre-propositions. La décision sera rendue en octobre. Je vous invite à vous mobiliser. On doit respecter les équilibres de ce territoire. Nous ne voulons pas d'un appendice de service public.

Réaction d'Erwan Balanant : Je trouve les propos du maire de Quimperlé écœurants. Il est peut-être en campagne électorale ? Mais je ne peux entendre que j'abandonnerais ce territoire. Dès que j'ai pris connaissance du plan, j'ai immédiatement pris contact avec la directrice départementale. C'est une attaque personnelle. Je suis choqué.

« **J'attendais plus de soutien** »

Le mot de la fin pour Michaël Quernez, avant que Sébastien Miossec ne siffle la fin de la récréation et calme tout le monde : Il n'y a pas d'attaque personnelle. J'ai lu le communiqué du député dans la presse : c'est mot pour mot la lettre adressée aux maires par la directrice départementale. J'attendais autre chose de sa part, plus de soutien. Ce déménagement, je ne peux l'accepter en tant que maire de la ville. J'exprime ma déception.

Et celle d'une bonne partie de la population. ■



Le député Erwan Balanant a été accueilli, jeudi soir, par une vingtaine d'agents du centre des impôts très en colère. Photo : Ouest-France

par Vincent Thaëron.





letelegramme.fr - 28 juin 2019

letelegramme.fr/finistere/morlaix/finances-publiques-reponse-
de-la-direction-departementale-28-06-2019-12325168.php

FINANCES PUBLIQUES. RÉPONSE DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE

Publié le 28 juin 2019 à 17h18Le TélégrammeSuite à l'article paru mercredi 26 juin sur la mobilisation du personnel du centre des impôts de Morlaix contre la réorganisation prévue par le gouvernement, Catherine Brigant, la directrice départementale des finances publiques, a souhaité répondre. Sur la perte du nombre de points d'accueil physique, elle précise : « Le projet de réorganisation prévoit de maintenir un lieu d'accueil sur Morlaix, mais aussi de proposer des accueils à Saint-Thégonnec et sur le canton voisin de Plouigneau (Lanmeur) », qui seront assurés par « les agents des finances » ainsi qu'« un minimum de 13 conseillers locaux experts [qui] apporteront leur soutien direct aux collectivités locales ».Là où les syndicalistes dénonçaient une « liquidation », Catherine Brigant parle d'une « réorganisation » qui prévoit de « renforcer la présence des services

de gestion » à Morlaix. Elle conteste également le chiffre de 20 000 emplois supprimés au niveau national : « Cette nouvelle organisation ne se fonde pas sur des préoccupations budgétaires, et ce n'est clairement pas l'objectif poursuivi par cette réorganisation que de supprimer des emplois ».La directrice départementale rappelle que le projet de loi vise à « renforcer le contact avec les populations, en augmentant très largement le nombre de communes où les services des Finances publiques apporteront un service de proximité à l'utilisateur (particulier ou entreprises) ». Elle insiste sur le fait qu'il s'agit d'un projet qui sera concerté « jusqu'à la fin du mois de septembre » : « Toutes les propositions initiales du projet de réorganisation relatives à l'organisation des accueils de proximité et à la localisation de nos services sont susceptibles d'évoluer ».

CENTRE-VAL DE LOIRE



COURONNE_TOURANGELLE – AZAY_SUR_CHER

Le conseil opposé à la fermeture des trésoreries

La séance de conseil municipal de lundi soir a été l'occasion, pour les élus, de joindre leurs voix à une motion de protestation contre la fermeture de trésoreries, en Indre-et-Loire.

Jean-Louis Mahieu, conseiller délégué aux finances, a présenté la situation : « Le plan Cap 2022 prévoit des restructurations, qui menacent nos trésoreries de proximité sur le territoire, a-t-il indiqué. Il entraîne en fait la disparition des trésoreries réparties hors agglomération. Pour ce qui concerne Azay-sur-Cher, la fermeture de la trésorerie de Vouvray, dont nous dépendons, est programmée. Nous serions alors rattachés à Chinon ! A titre de " compensation ", des maisons de service public à la population seraient mises en place (sans doute au niveau de la communauté de communes), vers lesquelles se déplaceraient des " unités volantes d'agents des finances publiques ". » Les élus approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés (trois abstentions) la motion contre la fermeture de treize trésoreries en Indre-et-

Loire, pour l'abandon du plan CAP 2022 et l'ouverture d'une concertation entre la direction des finances publiques et les collectivités territoriales.

Les autres délibérations ont donné lieu à des votes à l'unanimité.

Transmission électronique. Le conseil approuve la convention à signer entre la commune et la préfecture d'Indre-et-Loire, pour la transmission dématérialisée de l'ensemble des actes au service de contrôle de légalité.

Avis sur enquête publique. Les élus émettent un avis favorable à la demande d'autorisation du syndicat Nouvel Espace du Cher, pour engager des travaux de restauration du Filet et du Petit Cher, suite aux besoins révélés par l'enquête publique, qui a classé ces deux cours d'eau en état écologique médiocre.

Avis sur le PLH. Le programme local de l'habitat de Touraine Est Vallées est approuvé pour son diagnostic, sa stratégie résidentielle et son programme de constructions, exposé en besoins quantitatifs. Le conseil valide le projet de programme local de

l'habitat de Touraine Est Vallées pour 2019-2024, en précisant la situation particulière de la Ville-aux-Dames. Il soutient la demande de la communauté de communes de réexamen de la situation de cette ville. Elle serait éligible à une exonération en matière de logements locatifs, car la moitié de son territoire urbanisé est inconstructible, en application du plan de prévention des risques d'inondation.

Touraine Est Vallées : sièges communautaires. La répartition des sièges a pu être réexaminée au regard de celle qui a été fixée en 2014. Un accord local a été conclu, dans le cadre fixé par la loi. Il ressort de cet accord qu'Azay-sur-Cher regagne un siège perdu précédemment. La commune aura à nouveau trois élus siégeant au conseil communautaire.

Intégration d'un bien sans maître au patrimoine communal. Il s'agit d'une parcelle de 670 m².

Dénomination de rue. La route nationale 76 devient route départementale 976. ■





AMBOISE

Désertification rurale... et urbaine

A la suite de l'annonce de la restructuration des services fiscaux à Amboise (lire journal du 18 juin), un de nos lecteurs, Maurice Malapel, pousse la réflexion sur la présence des services au public dans la ville.

« On nous a expliqué qu'à partir de 2020 tout le monde devrait faire sa déclaration de revenus par internet et que les personnes ne maîtrisant pas l'outil informatique ou n'étant pas équipées pourraient toujours se rendre au centre des impôts pour y remplir une déclaration papier. Ces personnes devront-elles se rendre à Chinon ? Sur le plan statistique il se-

rait intéressant d'avoir les chiffres de fréquentation du centre d'Amboise par les particuliers. Combien de visiteurs cette année au moment d'effectuer la déclaration de revenus ? À Amboise quel est le pourcentage de personnes qui font encore une déclaration papier ?

D'une manière générale après la « désertification rurale », allons-nous vers la « désertification urbaine » ? De fait, la vie pour les personnes âgées ne devient pas facile.

Ainsi pour retirer un colis il faut se rendre au site de la poste à La Boitardière. Mais sur ce site on ne peut pas faire de retrait d'espèces. Pour cela il faut se rendre à la poste principale

en centre-ville ou au bureau de La Verrerie. Lequel, bien que très fréquenté et particulièrement utile, est trop souvent fermé. C'est encore le cas en ce moment où il est fermé jusqu'au 23 juin. Sans explication. Je ne l'ai pas noté, mais au cours de ces derniers mois les jours de fermeture ont été nombreux.

En prise directe avec nombre de nos concitoyens dont beaucoup sont âgés, je me fais leur interprète pour vous transmettre leurs doléances. »

Pour réagir, écrire à nr.amboiseAnrco.fr ■





ISSOUDUN

SOCIAL

Impôts : en grève contre la réforme



Les agents du centre des impôts ont manifesté.

« Une question pour vos factures d'hôpital : la Châtre, 44 km. » « Une question pour vos impôts, vos factures de cantine, ou vos ordures ménagères : Châteauroux, 30 km ». Par ces messages courts rédigés sur des

pancartes, le personnel du centre des impôts d'Issoudun a souhaité illustrer de manière concrète ce qui attend les usagers, après la réforme du réseau des finances publiques. Hier, les agents ont manifesté, en fin de matinée, devant leur centre, distribuant des tracts au rond-point du Carrefour market. Pour les agents, la réforme qui doit peu à peu se mettre en place d'ici 2022 annonce « la fin définitive du service de proximité et de qualité ». Aujourd'hui multi-

tâches, les trésoreries disparaîtraient pour laisser la place à des centres spécialisés (NR d'hier). Dans l'hypothèse de travail présentée, le service gestion des collectivités serait dévolu à Châteauroux, Le Blanc et La Châtre ; le service fiscal des professionnels, à Issoudun ; le service fiscal des particuliers, à Châteauroux, et Argenton accueillerait les services du contrôle fiscal. ■





LOCHES – POLITIQUE

Fermeture des Impôts : les élus méfiants

Les élus communautaires ont adopté à l'unanimité une motion exprimant leurs inquiétudes vis-à-vis de la fermeture au public et aux entreprises du centre des impôts à Loches, transférés respectivement à Chinon et à Amboise, le 1^{er} janvier prochain. Ils n'ont pas digéré la manière, de l'apprendre par la NR le 14 juin.



Jacques Bazard, directeur des finances publiques et Gérard Hénault, président de LST.

A l'invitation du président de LST, Gérard Hénault, Jacques Bazard, directeur départemental des finances publiques (DDFIP), et son adjoint, Laurent Rousseau, sont venus expliquer cette réorganisation devant les maires. Ils ont proposé d'entamer

une période de négociation d'une durée de quatre mois (plutôt deux mois après les congés d'été) pour parvenir à un mode de fonctionnement satisfaisant. « Nous proposons qu'un cadre de la DDFIP endosse le rôle de conseiller aux collectivités, ce sera un cadre dédié, un conseiller par EPCI, a avancé Jacques Bazard. Si on arrive à trouver un accord, on souhaite qu'il ait son bureau dans la communauté de communes pour être à votre contact. C'est une nouveauté ». La proposition a été acceptée par les élus, avec prudence. Quant aux salariés du centre des impôts de Loches, où l'effectif sera plus important après la réorganisation, ils pourront soit conserver leur mission actuelle (et donc être amenés à travailler à Chinon ou Amboise), soit rester à Loches (formation en interne aux nouvelles missions).

En ce qui concerne les usagers, Jacques Bazard met en avant qu'en Indre-et-Loire, « 67 % des contribuables ont souscrit leur déclaration

en ligne », que « 82 % vont bénéficier de la suppression progressive de la taxe d'habitation ». « Dans le département, les trésoreries ne travaillent que pour les collectivités. On ne parle plus de centre des impôts, mais de centre des finances publiques », rappelle-t-il. Un accueil du public sera maintenu à Loches. Les usagers seront invités à se rendre dans les MSAP (Maison de services au public). « Les agents des MSAP ne traiteront pas des dossiers de fond, ce n'est pas possible déontologiquement, mais prendront des rendez-vous » avec les agents de la DDFIP. « Quand un agent de la DDFIP interviendra dans une MSAP, c'est l'Etat qui le paiera », rassure Jacques Bazard. Après la fermeture des centres des impôts de Descartes et de Ligueil, les explications de la DDFIP ont été loin de convaincre les élus, jeudi. ■

par X. R.-B.





LOIRET

Le PCF dénonce les dix fermetures de trésoreries

Politique Le PCF dénonce les dix fermetures de trésoreries

Dans le cadre de CAP 2022, le plan Darmanin prévoit pour le Loiret la fermeture de dix trésoreries : Neuville-aux-Bois, Patay, Le Malesherbois, La Ferté-St-Aubin, Sully-sur-Loire, Châtillon-Coligny, Ferrières-en-Gâtinais, Beaune-la-Rolande, Courtenay et Châteauneuf-sur-Loire », explique, dans un communiqué, le

parti communiste. Selon lui, « le rôle de l'administration des finances publiques est pourtant central pour la sécurité du budget de l'État et des collectivités locales, la chasse à la fraude fiscale (plus de 100 milliards d'euros pour les entreprises), la sécurité du plan cadastral, de la publicité foncière (fichier de propriété des immeubles en cours d'externalisation aux notaires) et de l'enregistrement des divers actes ».

ISelon le PCF, « alors que l'administration des finances publiques a déjà subi une saignée de 40.000 emplois, le plan Darmanin en prévoit encore 25.000 d'ici à 2022 (...) Cela pose un vrai problème de secret professionnel et de confidentialité de l'impôt auprès des buralistes ou postiers maniant de l'argent public ». ■





BERRY

Les croissants

Amis. Le député du Loir-et-Cher et président du groupe d'opposition régional de droite, Guillaume Peltier, vient de créer son association baptisée en toute simplicité, les Amis de Guillaume Peltier. Une création pour permettre aux citoyens « de l'accompagner dans sa tâche et leur permettre d'être officiellement associés à son action ». Sans doute aussi pour lui permettre de peser politiquement alors que sa famille (LR) peine à se remettre du résultat des européennes

Pas d'arbitrage vidéo

Tous les conseils communautaires de Bourges plus et municipaux de la ville de Bourges sont retransmis en direct sur internet. Il est même possible pour les retardataires de les visionner après coup. Sauf que cette semaine, seule la vidéo de l'agglomération était encore disponible. Quelques minutes seulement après la fin du conseil municipal marqué par le départ, en pleine séance, de Philippe Mousny et de l'opposition, le lien vers la vidéo avait été désactivé. Impossible de procéder à un arbitrage vidéo pour analyser les réactions de chaque élu. Le service communication de la ville invoquait un problème technique

captage. La cheffe de file de l'opposition socialiste à la municipalité de Bourges, et conseillère départementale, Irène Félix, semble prise d'une envie d'écologie intense. Elle ne cesse de multiplier les interventions aussi bien au conseil municipal de Bourges qu'en conseil communautaire de Bourges plus sur l'importance de préserver l'environnement

et tout particulièrement les captages d'eau potable. Histoire peut-être aussi de capter le vote écolo et de rallier les Verts pour les prochaines élections municipales à Bourges.

chute. La chute imprévue du portrait du président Macron en plein conseil communautaire a été reprise sur les réseaux sociaux par plusieurs membres de l'opposition communautaire berruyers mais pas seulement. Le député François Cormier-Bouligeon (LREM) s'en est amusé, dans un message rempli de sous-entendu : « Certains font tomber le portrait du président de la République quand d'autres le protègent ! »

rendez-vous. En participant à la pose de la première pierre du futur siège social de l'entreprise Seco Tools à Bourges, jeudi dernier, le maire, Pascal Blanc s'est, en aparté, projeté vers l'inauguration du nouveau bâtiment qui devrait avoir lieu en septembre 2020. Un rendez-vous où il espère bien revenir en tant que maire. Entre-temps, il faudra tout de même sortir vainqueur d'une élection municipale qui s'annonce difficile pour celui qui n'est pas encore officiellement candidat mais qui est bien en campagne.

ordre et contre-ordre. Mercredi, c'était le branle-bas de combat dans les mairies du Cher pour trancher la brûlante question : fallait-il accueillir jeudi et vendredi les élèves dans leur habituelle salle de classe ? À Saint-Germain-du-Puy, la prise de décision a été complexe. Contactée mercredi, à 17 h 45, la maire Marie-Christine Baudouin affirmait fermer

les écoles de sa commune. Dix minutes plus tard seulement, les classes rouvraient. Si le département a été assommé par les températures caniculaires, un petit vent de panique organisationnel a aussi soufflé.

bÛCHETTES. Le Syndicat mixte de ramassage et de traitement des ordures ménagères (Smirtom) a organisé mercredi une visite de l'usine de bûchettes de bois à destination des élus du comité syndical. Histoire d'expliquer le fonctionnement du site technique et les raisons du ralentissement actuel de sa production. La rentabilité de l'usine a régulièrement fait l'objet d'interrogations voire de doutes de la part de certains membres du comité syndical. Mais la visite de mercredi n'a entraîné que peu d'entrain de la part des élus. Ce qu'a regretté, Bernard Jamet, président du Smirtom : « Sept membres du comité syndical présents sur trente, ça fait un peu juste (un huitième est arrivé en cours de visite, NDLR). Pour comprendre, il faut venir voir »

balkany. Une motion contre la restructuration des finances publiques dans le Cher était à l'ordre du jour jeudi soir, au conseil municipal de Vierzon. Après l'intervention du personnel du centre des finances publiques de Vierzon, les élus ont tour à tour pris la parole pour exprimer leurs inquiétudes face à la disparition d'un nouveau service public. Pour Frank Piffault, le chef de file de l'opposition (Modem), les nouveaux usages (correspondance par mails notamment) entraînent « une nouvelle gestion » de ces services. Inter-

vention à laquelle François Dumon, élu de la majorité (PCF), a répliqué : « Il n'y a que les disciples de Monsieur Balkany qui n'ont pas besoin de ces services fiscaux. » ■





FAITS_DIVERS_CHER

La restructuration des finances publiques dans le département

L'administration fiscale encore plus près

La restructuration du réseau des finances publiques dans le département a suscité une motion de l'Association des maires du Cher. Une motion également votée, jeudi soir lors du conseil municipal à Vierzon (notre édition d'hier).

Xavier Menette, le directeur départemental des finances publiques du Cher, détaille la réforme de l'organisation de la présence des services fiscaux dans le Cher.

« Si, aujourd'hui, les services fiscaux sont présents dans vingt communes du Cher, au bout de la restructuration, ils le seront dans vingt-sept communes », assure le directeur. Comment ? D'abord, le service des impôts aux particuliers conserve ses antennes à Vierzon, Saint-Amand-Montrond et Bourges, énumère Xavier Menette. Seul le service aux entreprises présent à Bourges, Saint-Amand-Vierzon et Sancerre se concentre en un lieu unique à

Bourges.

Ensuite, l'administration fiscale va s'appuyer sur les dix-sept maisons de service au public, bientôt labellisées maison France services, pour y organiser des permanences.

Autre déploiement de forces : les services aux élus. Sept cadres à temps plein seront mobilisés pour organiser, là aussi, des permanences dans les dix-sept intercommunalités du Cher, après concertation avec les élus.

Que ce soit les antennes ou les permanences, le rendez-vous sera développé avec appel du contribuable, contre-appel de l'administration et entretien si nécessaire. « Nous souhaitons, ainsi, répondre, sans rendez-vous, à des situations d'urgence à caractère social, par exemple. »

Le prélèvement à la source, qui a supprimé le recouvrement ; l'exonération de la taxe d'habitation (qui disparaîtra en 2023) ; bientôt la déclaration tacite (des contribuables exo-

nérés de déclaration sous conditions de toucher des revenus réguliers) et la disparition des recouvrements en espèces (il existera un autre réseau pour payer son amende par exemple en espèces dans un bureau de tabac mais plus à un guichet de trésorerie) permettent un redéploiement du personnel.

Actuellement, 380 personnes travaillent dans le réseau des services fiscaux du Cher. Et si ce nombre va baisser, « ce pas n'est dû essentiellement à la restructuration mais à un effort budgétaire, nous devons rendre des emplois », souligne Xavier Menette.

Enfin, le besoin de proximité fiscale ne concernera pas seulement la ruralité. Le directeur départemental réfléchit à des permanences dans les quartiers prioritaires.

Ces arguments seront-ils suffisants pour calmer la fronde des maires ? Réponse en 2022, date de la fin de la mise en place de la restructuration. ■





VIERZON

Motion de défense des finances publiques : Nadia Essayan réagit

Après le vote de la motion contre la restructuration du réseau des finances publiques dans le département du Cher, jeudi soir, par le conseil municipal de Vierzon (le Berry républicain d'hier et lire par ailleurs le BR d'aujourd'hui en page 5) et le 15 juin dernier par l'Association des maires du Cher, la députée de la deuxième circonscription, Nadia Essayan (MoDem), monte au créneau. « Je ne comprends pas le choix des élus

locaux », souligne la parlementaire. Pour l'élue, « on est en train d'opérer un virage majeur vers les nouveaux sites de proximité. Les gouvernements précédents ont réduit les effectifs à tour de rôle mais sans imaginer une réorganisation intelligente des services. Et là, on est en train d'y aller. Alors cette motion est incompréhensible ». Nadia Essayan met en avant la mise en place des maisons France services, au coeur des terri-

toires, qui devraient répondre aux besoins des populations. Du coup, pour la députée de la majorité, « cette restructuration est nécessaire car il y a une évolution des impôts avec le prélèvement à la source, avec la fin de la taxe d'habitation. Il y a forcément une adaptation aux nouveaux besoins. »

Yassine Azoug ■



GRAND EST



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS

MOSELLE-SUDSERVICE PUBLIC

Les petites communes attachées à leur trésorerie

Les trésoreries rurales fermeront dans le cadre de la restructuration du réseau national des finances publiques. Celle de Lorquin est concernée. Les usagers sont déçus, les agents angoissés de leur devenir. La CGT tire la sonnette d'alarme.

Avec la suppression des trésoreries de Dieuze, Lorquin et Phalsbourg et du service des impôts des particuliers de Château-Salins, les habitants du sud de la Moselle devront se déplacer obligatoirement à Metz ou Sarrebourg», dénoncent les représentants de la CGT des Finances publiques 57 dans un communiqué.



Le matin, les usagers défilent à la trésorerie de Lorquin pour régler leurs factures d'eau. Photo RL/Photo RL/Laurent MAMI Photo : Le Républicain Lorrain

La restructuration du réseau national des finances publiques est engagée par Bercy et sera effective en 2022. Les petites trésoreries seront rattachées à de grands pôles.

Une fréquentation régulière

À Lorquin, où la trésorerie est ouverte du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 15, les usagers défilent pour payer leurs factures d'eau, de bois, de service périscolaire. Ils ne voient pas d'un bon œil la disparition de ce service.

« C'est dommage. Cela arrange beaucoup de personnes âgées de venir ici pour régler les factures directement », exprime Marie-Thérèse Pierçon, 75 ans, résidant à Lorquin. Une habitante d'un village voisin déplore la fuite des services publics vers les villes. « On va devoir aller je ne sais où. Déjà pour la carte grise, on doit se rendre à Saverne. »

Marie-Claude, de Héming, dépose un chèque pour sa facture d'eau. « C'est dommage de perdre les services de proximité. Ce serait bien qu'il y ait un point d'accueil dans le village, plutôt que de devoir aller à Sarrebourg. » André, 83 ans, pousse la porte en grognant : « Ce n'est pas normal tout ça ! La trésorerie doit rester, ça nous convient comme ça ! Après, il faudra aller à Sarrebourg, c'est une autre habitude à prendre. »

La boulangère Dorothee Schmitt craint la transformation de Lorquin en village dortoir. « S'ils veulent la mort d'un village, c'est comme ça qu'il faut s'y prendre, ironise-t-elle. On va devenir comme Imling, il n'y aura plus rien et on sera un village dortoir. Ne croyez pas que les personnes âgées vont aller sur Internet. Des emplois seront supprimés et il y aura davantage de travail pour le même salaire pour d'autres. »

Quel devenir pour les agents ?

À la trésorerie de Lorquin, les agents sont six en plus du percepteur. La pilule de la fermeture est difficile à avaler. On leur a demandé de ne pas communiquer sur le sujet. En aparté, l'un des agents se confie de manière anonyme. « Ça fait ch..., livre le fonctionnaire. C'est déjà la deuxième fermeture que je subis. » L'angoisse a gagné toute l'équipe. Personne ne sait quand il sera muté, ni où il se retrouvera, ni quelles tâches il exécutera.

« Certains vont partir à la retraite et ne seront pas remplacés. Les jeunes se posent des questions sur leur carrière. Pourquoi se casser la tête à passer des concours si c'est pour que tout soit supprimé ! »

L'administration défend la mise en place de points d'accueil de proximité au sein des mairies ou des maisons de services pour remplacer les trésoreries, avec davantage de points de contact en 2022 qu'aujourd'hui. « Ces points de contact ont vocation à s'éteindre rapidement faute de visiteurs et surtout faute de réponses adaptées. À ce stade, les périodicités de ces accueils de proximité ne sont pas arrêtées », soulignent les syndicalistes CGT. ■

par Manuela Marsac





57C—OUVERTURE 57C

Saulnois et centre mosellan entre résignation et colère

Le Saulnois a connu deux fermetures de trésoreries ces dernières années : à Delme en 2013 et à Albestroff en 2018. Et voilà que Dieuze et Château-Salins pourraient suivre. Une perspective avec laquelle le maire castelsalinois Gaëtan Benimeddourène prend ses distances. En effet, dans sa ville est installé un centre des finances publiques et non une trésorerie (comme c'est le cas à Dieuze), ce qui lui fait dire que le sort de Château-Salins n'est pas encore scellé.



Contrairement à ce qu'on peut lire sur sa façade, la trésorerie de Dieuze n'est plus un centre des finances publiques, comme c'est le cas à Château-Salins. Photo RL/Philippe DERLER Photo : Le Républicain Lorrain

Le maire de Dieuze, Fernand Lormant, est un brin plus fataliste : « Je comprends que les services évoluent, mais ce qu'il faut apporter aux gens en zone rurale, c'est du conseil et de l'aide. » Avec une proposition qu'il pose : « Qu'il y ait un référent trésorerie pour le Saulnois, qu'on puisse contacter par mail ou autrement. » En effet, plus encore que les particuliers, ce sont surtout les collectivités et les plus petites mairies qui ont besoin des services d'une trésorerie.

Le cas particulier de Grostenquin

Du côté de l'ex-centre mosellan, la situation est un peu différente. Ici, la trésorerie de Grostenquin est menacée. La colère y est plus forte, à l'image du maire de Racrange, Jean-Paul Muller, qui appelle ses collègues maires à se mobiliser. Mais c'est le conseiller départemental Claude Bitte qui résume le mieux la situation : « La commune de Grostenquin a fait construire trois bâtiments pour l'État : la Poste, les impôts et la gendarmerie. Pour la Poste, qui a fermé, la communauté de communes a repris le bâtiment pour placer une entreprise, ce qui a remboursé les prêts de la commune. Mais concernant les impôts, ils ferment alors que des années de prêt sont encore à rembourser sans rentrer de loyer. Donc, je demande le report de la fermeture de la trésorerie ou le remboursement des prêts par l'État. » ■

par Ph. d.



QUESTIONS À

« La ruralité est fortement pénalisée »

Jean-Pierre Jully, maire de Lorquin

Comment appréhendez-vous la fermeture de la trésorerie dans votre village ?



Jean-Pierre Jully : « Il faudra trouver une vocation au bâtiment de la trésorerie. » Photo RL/Laurent MAMI Photo : Le Républicain Lorrain

« Je conçois fort bien que la réorganisation des politiques publiques, engagée il y a une bonne dizaine d'années, soit nécessaire au niveau national, compte tenu des budgets de plus en plus contraints. Mais elle au-

ra des conséquences négatives pour notre village. La location du bâtiment de la trésorerie nous rapporte plus de 30 000 € par an, ce sera un manque à gagner. »

Seriez-vous prêt à accueillir un point d'accueil pour remplacer la trésorerie ?

« Depuis deux ans, la Poste a pris en charge les services au public. Ce serait logique que la permanence se tienne là-bas pour la perception. En mairie, on peut toujours faire ça, mais on accueille déjà les permanences des assistantes sociales une fois tous les quinze jours et le relais d'assistantes maternelles. Cela fait déjà pas mal. »

Vous avez la chance d'avoir encore quelques commerces à Lorquin, mais d'autres secteurs sont en danger, comme la psychiatrie.

« Le contexte général est peu favorable. Effectivement, il y a la réorganisation de la psychiatrie, la perspective d'une fusion avec Jury et des interrogations sur le devenir de l'hôpital. Nous avons un risque de transfert de la gendarmerie. Pour le moment, la décision de fermeture est suspendue, mais on voit bien qu'il n'y a pas de crédits pour l'entretien des extérieurs. La commune donne un coup de main. Et il y aura la suppression du syndicat des eaux à l'horizon 2026. On peut dire que la ruralité est fortement pénalisée. » ■





Un soutien de poids pour les trésoreries

Le numéro 1 national de Force ouvrière, le Haut-Marnais Yves Veyrier, a participé hier matin, à Chaumont, à la manifestation contre le projet de réorganisation des finances publiques, un rassemblement organisé avec le syndicat Solidaires.

Il se promenait dans les rues de Chaumont lorsqu'il a aperçu, au loin, des drapeaux aux couleurs de son syndicat. C'est un soutien de poids que la section Finances publiques de Force ouvrière (FO), co-organisatrice de la manifestation avec Solidaires, a reçu hier matin, en la personne du numéro 1 national du syndicat, le Haut-Marnais Yves Veyrier. Revêtant une chasuble rouge, l'ancien adjoint de Jean-Claude Mailly est venu se joindre au cortège, avant de gagner avec lui le siège de la direction départementale des Finances publiques (DGFIP).

Auparavant, devant la cité administrative, Rachel Sugneau (FO), au nom de l'intersyndicale, a rappelé pourquoi une soixantaine de personnes - des agents, surtout, et une poignée d'élus venus d'Arc-en-Barrois, Cour-l'Evêque, Joinville, Marmesse - se sont rassemblées hier. L'origine de la

grogne, c'est le plan Darmanin, qui « prévoit ni plus ni moins que de rayer de la carte la quasi-totalité des implantations de la DGFIP du territoire » (lire nos éditions précédentes).

« Soutien entier »

En Haute-Marne, insistent les représentants du personnel, le plan aura cette conséquence : « Plus que trois services fiscaux réduits à leur plus simple expression, un service de contrôle fiscal, trois services de gestion comptable, huit conseillers aux collectivités et 19 accueils de proximité », réorganisation qui « cache en réalité la fermeture de douze trésoreries ». Et les syndicats de s'interroger : « Comment la direction générale ose parler de réseau lorsque celui-ci va se résumer à trois implantations pérennes en Haute-Marne ? Ce projet est brutal et d'une ampleur inédite (...) Non, le numérique ne peut pas

tout régler ! » En les rejoignant, Yves Veyrier est venu apporter « le soutien entier de la confédération », lui qui estime qu'« il faut arrêter de considérer les services publics comme une dépense ». C'est valable pour les impôts comme pour le milieu hospitalier, a ajouté le secrétaire général de FO, qui a rappelé l'organisation d'un rassemblement national, le 21 septembre à Paris, pour combattre la réforme des retraites.

Alors que les agents du Finistère se mobilisent chaque jour, par exemple, Rachel Sugneau a promis qu'il y aurait des actions à la rentrée. Avec, espère-t-elle, plus de personnes mobilisées. Et plus d'élus.

Les agents venus de tout le département se sont rassemblés devant la cité administrative. ■

par L. F.





« Plus que l'impôt sur les os »

La séance du Conseil départemental a débuté hier par une intervention du syndicat FO. Il demande le soutien des élus pour stopper le projet de réorganisation des finances publiques. Une manifestation est d'ailleurs prévue ce matin à Chaumont.

«Une fausse réponse (..) au sentiment d'abandon des territoires ruraux», «un projet nouveau par sa brutalité et son ampleur», «une vraie négation du rôle du comptable public». Secrétaire de la section Finances publiques de Force ouvrière, Rachel Sugneau a fustigé, hier, le schéma de réorganisation des services fiscaux. Une réforme qui doit être menée dans le pays d'ici à 2022, et qui se traduira notamment par la suppression des trésoreries au profit d'accueils supplémentaires de proximité. Dans le combat engagé pour aboutir au retrait d'un projet qui «ne nous laissera plus que l'impôt sur les os», la responsable syndicale a appelé hier les élus du département, qui souvent sont aussi des maires, à les soutenir. Et déjà ce samedi matin, à 10 h 30, à l'occasion d'une manifestation devant la cité-préfecture à Chaumont.

« Gens déconnectés » ?

Ecouteront-ils cet appel ? En tout cas, le premier d'entre eux, Nicolas Lacroix, n'a pas montré hier un enthousiasme débordant devant ce projet. Avant une récente réunion en préfecture, «il n'y a eu aucune discussion sur l'avenir des trésoreries dans nos territoires et sur leurs missions», a lancé le président du Conseil départemental, évoquant une méthode qui «ne peut nous satisfaire». Il garde en effet en mémoire «ce qui avait été promis par le président de la République en personne à Colombey-les-Deux-Eglises», lorsque celui-ci a annoncé «il y a moins d'un an» un moratoire sur le maintien de quatre trésoreries précédemment menacées. Fustigeant «le pacte de Cahors qui n'a de contractualisation que le nom», le

secrétaire départemental des Républicains regrette, pour ce sujet comme pour d'autres, ce «discours bien rodé dans lequel on nous fait passer pour des gens déconnectés des réalités tenant des combats d'arrière-garde». Présidente de l'Association des maires de Haute-Marne, Anne-Marie Nédélec met également en garde l'Etat à «ne pas mélanger pseudo-concertation et illusion». Une rencontre des maires avec la directrice des Finances publiques est d'ailleurs programmée par l'AMF, le 8 juillet, sur ce dossier sensible de la réorganisation des services fiscaux.

Rachel Sugneau (FO) a informé les élus du combat contre le projet de réorganisation des finances publiques. ■

par L. F.



Les trésoreries publiques vont disparaître

C'est l'un des moteurs de la réforme. Pour faire des économies d'échelle et de bâtiment, le gouvernement souhaite supprimer les trésoreries publiques qui accueillent aujourd'hui de nombreux agents fiscaux pour les remplacer par des accueils de proximité (à destination des usagers) ou des conseillers des collectivités locales (pour les élus). Quant au reste des agents, que l'usager ne voit pas, ils seront regroupés dans quelques villes. C'est ce qu'entend le ministre Gérard Darmanin en écrivant vouloir «concentrer et dématérialiser les tâches non visibles par le public pour gagner en efficaci-

té et en rapidité de traitement». Les bâtiments publics ainsi libérés (comme à Montmirail ou à Dormans) pourront servir à d'autres occupations tandis que les agents restants occuperont des bureaux plus petits, voire même des mairies ou des maisons de services au public en cas de présence intermittente. Les grandes villes comme Épernay restent ainsi épargnées. Sézanne, qui semble perdre à la fois sa trésorerie et ses services fiscaux pour les entreprises, est finalement moins impacté qu'on aurait pu le craindre. «Les horaires de l'accueil ne changeront pas, assure Étienne Effa, le directeur départe-

mental des finances publiques, et les agents des services fiscaux continueront de travailler sur place, mais en télétravail pour le centre de Vitry-le-François, qui s'occupe du sud mar-nais.» De quoi rassurer le maire de Sézanne, Sacha Hewak, très remonté lorsqu'il a découvert la proposition du gouvernement. Reste maintenant à savoir si les promesses d'Étienne Effa d'un service égal après la réforme s'inscrira dans la durée. «Je ne construis rien qui ne soit pas pérenne», assure-t-il. ■



HAUTS-DE-FRANCE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



Colère des agents de l'hôtel des finances

Beauvais

Hier, une partie des salariés de l'hôtel des finances de Beauvais a débrayé pendant trente minutes pour protester contre la réforme gouvernementale. « Le gouvernement veut modifier la structure de notre administration, déplore Jean Dussaussart, de la CGT. D'ici à 2022, les vingt-six

trésoreries du département fermeront et seront remplacées avec une trentaine de suppressions de postes par an. »

Les fonctionnaires dénoncent également le projet d'accueil dans les maisons du département. « C'est une vaste escroquerie, déclare Bernadette Philips, FO. On fait croire à un

maillage du territoire avec des accueils ponctuels mais on se retrouve avec une trésorerie fermée dans une commune qui sera remplacée par un accueil d'une demi-journée. » Les centres de Senlis et de Creil ont rejoint le mouvement. ■

par P.c.



Les Impôts se veulent rassurants

En 2022, les Picards devront prendre de nouvelles habitudes pour effectuer leurs démarches auprès des impôts. Dans le cadre d'une réorganisation nationale, enclenchée après le mouvement des Gilets jaunes et présentée comme la volonté de se rapprocher au plus près des citoyens, le service public des impôts s'apprête à une mutation importante. En Picardie, cette réorganisation se traduit par la fermeture des 56 trésoreries existantes, remplacées par des accueils de proximité. Une nouvelle carte jugée «mortifère», par les organisations syndicales, qui dénoncent un plan «déstructurant et délirant», et promettent d'y faire échec. Mercredi 26 juin, la direction des Finances publiques de la Somme tenait un point presse pour présenter les contours de cette réorganisation. «Notre réseau n'a pas vocation à se rabougrir, au contraire, il va s'ou-

vrir», résume François Martin, directeur du pôle pilotage et ressources. En 2022, 34 communes de la Somme disposeraient ainsi d'un accueil de proximité, contre 28 actuellement. Ces accueils, qui se tiendront dans les trésoreries existantes, les mairies ou encore des Maisons de service public, seront en réalité des permanences dont la périodicité reste à établir. «Nous souhaitons aller à la rencontre des gens au moment où ils en ont le plus besoin, comme au cours de la période de la déclaration de revenus», précise Chantal Truillot-Barssoum, directrice du pôle gestion publique.

Des réductions d'effectifs «probables»

Cette réorganisation, comme le redoutent les organisations syndicales,

ne prévoit donc plus d'accueils permanents mais des services à la carte, et probablement, donc, des effectifs revus à la baisse. «Cela est probable, confirme François Martin. Le prélèvement à la source, la déclaration en ligne ou la suppression de la taxe d'habitation sont autant de nouveautés qui réduisent les besoins en personnels.» Autant de sujets qui seraient, assure-t-il, loin d'être figés. «Nous projetons cette réorganisation à trois ans, et tout est soumis à concertation et à débat.» Un débat qui risque d'être animé, à l'image de la passe d'armes à l'Assemblée nationale entre Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, et Julien Dive, député LR de Saint-Quentin, qui parle d'un «service public hologramme.» FABRICE JULIEN ■



Les centres des impôts menacés

La nouvelle passe mal auprès des élus de la communauté de communes du Pays Clermontois. Son président Lionel Ollivier a annoncé jeudi soir, au moment du conseil communautaire, que les centres des impôts de Clermont et Liancourt étaient menacés de fermeture d'ici 2021 à 2022. En cours d'étude, le projet est lié à la réorganisation de la carte fiscale nationale, souhaitée par le ministre de l'Action et des comptes Publics, Gérard Darmanin. Il prévoit la fusion et donc la suppression de 24 centres d'impôts dans l'Oise. «Les entreprises regardent les services publics qu'on a sur le territoire avant de s'installer. Elles ne vont plus vouloir venir» Denis Dupuis, maire de Breuil-le-Sec Dans le Clermontois, le centre des impôts de Clermont serait dégraissé. Le service aux particuliers serait transféré à Méru et à Saint-Just-en-Chaussée. Il resterait pour les entreprises un service compétent à Cler-

mont, qui serait fusionné avec celui de Beauvais. Quant aux services des impôts de Liancourt, ils seraient tout simplement supprimés, et transférés eux aussi à Saint-Just-en-Chaussée. Si le projet voit le jour, les habitants qui ont l'habitude de se rendre à Clermont ou à Liancourt, pour leur taxe d'habitation ou pour régler la cantine scolaire, seront redirigés vers Méru ou à Saint-Just-en-Chaussée. «Pour les habitants, ça ne va pas être pratique», s'insurge le maire de Clermont Lionel Ollivier, qui ne décolère pas de voir encore un service public sur le point de quitter sa commune. «Le Clermontois a déjà vu un certain nombre de services publics disparaître: la maternité, la caisse d'assurance maladie, énumère-t-il. À Liancourt on va supprimer la trésorerie. Je ne vois pas pourquoi on déshabillerait Paul pour habiller Pierre», s'est emporté l' élu en plein conseil communautaire. Le Président de la

communauté de communes, qui doit assister à une réunion à ce sujet mi-juillet avec les maires de l'intercommunalité, a promis de s'opposer à ce projet. Il souhaite aussi alerter les parlementaires sur la situation. L'inquiétude est partagée par d'autres maires, comme celui de Breuil-le-Sec, Denis Dupuis: «Les entreprises regardent les services publics qu'on a sur le territoire avant de s'installer. Elles ne vont plus vouloir venir. Ce qui est en train de se passer dans le Clermontois, c'est honteux, c'est une mise en danger de notre territoire.» Les élus craignent aussi que les employés des deux centres des impôts subissent une mutation à Méru et Saint-Just-en-Chaussée. Une grève des agents a eu lieu à ce sujet à Clermont, jeudi, où le service des impôts est resté fermé toute la journée. Mélanie BARBOTIN ■



fisc : on met en place un service low-cost

Emmanuel Macron l'a voulu, Gérard Darmanin l'a fait. La réorganisation des services de la direction générale des finances publiques vient d'être lancée dans les départements. Dans l'Aisne, c'est Édith Marchica-Ricour, la directrice de cette DGFIP, qui a présenté la semaine dernière les grands axes de la réforme. Depuis, d'Anizy-le-Grand à Château-Thierry, de Bohain à Laon, élus et responsables syndicaux confient leur indignation, hostilité ou craintes. Pascale Gruny et Antoine Lefèvre par exemple, tous deux sénateurs Les Républicains, ont alerté les maires du département contre la «consultation» (les guillemets sont utilisés par les parlementaires, Ndlr) «en un temps très court», à laquelle ils sont conviés par le ministre et ses collaborateurs. «Vous pouvez compter sur notre forte mobilisation pour éviter de nouveaux transferts de charges aux communes et intercommunalités, ainsi que tout recul du service public dans notre département», préviennent-ils. Une prose et une réaction dont l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires de la direction des finances publiques ne retranche rien. Dans une administration qui cumule entre 40 et 50 d'agents syndi-

qués, voilà qui n'est pas anodin. Supprimer des services qui comptent, c'est bien ce contre quoi s'élève l'intersyndicale de la DGFIP. Lundi, plusieurs dizaines d'agents ont bloqué les entrées du centre des impôts à Saint-Quentin. Mais c'est de Laon que la riposte s'organise avec un rassemblement d'élus et d'agents devant le siège de la DGFIP, le 4 juillet prochain. Pourquoi une telle fronde? Patrick Taupier, secrétaire CGT aux finances publiques, l'explique ainsi: «On nous vend cette réforme comme un progrès. C'est l'inverse. Ce ne sont pas 8 trésoreries qui vont être fermées mais les 19 actuelles. Les usagers qui utilisent le plus ce service sont ceux dont la mobilité est la plus réduite. Si vous habitez Remies, il faudra désormais vous rendre à 60km, à Hirson!».

«Toutes nos missions de conseil seront dévolues au privé»

Dans cette logique, les six accueils de proximité, présentés le 7 juin par la DGFIP «ne donneront que l'illusion d'une implantation. On y trouvera un contractuel sans formation fiscale

réelle, extérieur à notre administration», dénonce Samuel Grenier, secrétaire adjoint CGT. «Toutes nos missions de conseil ou d'audit gratuites seront peu à peu dévolues au privé, par exemple aux comptables qui factureront évidemment leur travail». Les éléments avancés par la direction, - gains de productivité dus à la numérisation des procédures-, ne convainquent pas l'intersyndicale. «Cela fait dix ans que l'on perd 10% d'effectif par an rien que par le jeu des départs en retraite non remplacés», rappelle Samuel Grenier. «Au final, on se dirige vers une perte de 75 à 130 emplois supplémentaires avec cette réforme pour mettre en place un service public low-cost». «Bercy veut supprimer les liquidités l'année prochaine pour soi-disant lutter contre le blanchiment. Dans ce contexte, comment l'usager va-t-il payer la cantine scolaire? Sa facture d'eau? Obtenir des délais?», questionne Anthony Lagneaux. «Il faut arrêter les politiques qui détruisent le service public républicain», martèlent les délégués de l'intersyndicale. Yves Klein ■



Le plan de communication de la direction

La «révision» présentée par la direction de la DGFIP réduit à quatre les services des impôts des particuliers au lieu de sept aujourd'hui (fermeture de Chauny, Château-Thierry et Guise); à un unique service des impôts des entreprises à Laon au lieu de cinq aujourd'hui; à un service unique du cadastre à Laon contre un service foncier des impôts des particuliers (SIP) géré aujourd'hui localement dans les SIP. Les cinq services de publicité foncière d'aujourd'hui seront fusionnés à Laon d'ici 2020 et le regroupement de l'ensemble du contrôle fiscal

aura lieu à Soissons contre deux sites actuellement (Soissons et Saint-Quentin). Pour faire passer cette réorganisation auprès des «grands élus», des élus des collectivités locales et des organisations syndicales, la direction générale des finances publiques a concocté un document interne dans lequel elle communique aux destinataires les mots-clés de la «concertation», qui doit se dérouler jusqu'en octobre, avec quelques marges négociables sur les lieux d'implantation. «Progressivité», «association», «pédagogie», «écoute» et «ouverture» doivent au final

conduire Bercy et les DGFIP à obtenir un consensus autour de la réforme. Les cas de résistance doivent être remontés au ministre. Les services de ressources humaines sont par ailleurs déjà en possession d'éléments communicables aux agents qui souhaiteraient une mutation et bénéficier d'une prime pouvant aller jusqu'à 15000 euros ou ceux qui veulent quitter définitivement l'administration... avec une indemnité maximale de 24 mois de salaire brut. ■



Les Impôts se veulent rassurants...

En Picardie, la carte du service public des impôts, à l'horizon 2022, prévoit la fermeture de 56 trésoreries, remplacées par des accueils de proximité. Une nouvelle carte jugée «mortifère», par les organisations syndicales, qui dénoncent un plan «déstructurant et délirant», et promettent d'y faire échec. Mercredi, près de trois semaines après l'annonce de ce projet de réorganisation auprès des représentants des personnels, la direction des Finances publiques de la Somme tenait ainsi un point presse pour présenter les contours de cette réorganisation. «Notre réseau n'a pas vocation à se rabougrir, au contraire, il va s'ouvrir», résume François Martin, direc-

teur du pôle pilotage et ressources. En 2022, 34 communes de la Somme disposeraient ainsi d'un accueil de proximité, contre 28 actuellement. Ces accueils, qui se tiendront dans les trésoreries existantes, les mairies ou encore des Maisons de service public, seront en réalité des permanences dont la périodicité reste à établir. «Ce que nous souhaitons faire demain, c'est aller à la rencontre des gens au moment où ils en ont le plus besoin, comme par exemple au cours de la période de la déclaration de revenus», précise la directrice du pôle gestion publique.

Des réductions

d'effectifs «probables»

Cette réorganisation, comme le redoutent les organisations syndicales, ne prévoit donc plus d'accueils permanents mais des services à la carte, et probablement, donc, des effectifs revus à la baisse. «Cela est probable, confirme François Martin. Le prélèvement à la source, la déclaration en ligne ou encore la suppression de la taxe d'habitation sont autant de nouveautés qui réduisent les besoins en personnels.» Autant de sujets qui seraient, assure-t-il, loin d'être figés. Fabrice Julien ■



Le syndicat général des vignerons s'oppose à la fermeture des centres des impôts

Sud de l'Aisne Le syndicat général des vignerons s'oppose à la fermeture des centres des impôts Dans un courrier adressé, en début de semaine, au ministre des comptes publics, Gérard Darmanin, Maxime Toubard, président du syndicat général des vignerons (SGV) dénonce la fermeture programmée des centres des impôts de Château-Thierry et Charly-sur-Marne. «Notre organisation syndicale représentant près de 850 exploitations viticoles de la Champagne dans le sud de l'Aisne se joint aux élus et aux contribuables du

sud de l'Aisne en s'opposant vivement... Il nous a été promis que nos services de proximités seraient préservés. Cela n'incitera pas de nouvelles entreprises à s'installer sur notre secteur et freinera l'ensemble de notre développement économique...» Le président du SGV qui liste par ailleurs les tâches effectuées par les agents des finances pour les vignerons et s'inquiète du sort réservé aux 35 employés de l'Hôtel des impôts de Château-Thierry. Vallées en Champagne L'enjambeur se retourne, son conducteur blessé Un homme de

38 ans s'est blessé dans les vignes ce jeudi, vers 15 h 40 alors qu'il conduisait un enjambeur dans une parcelle appartenant à une entreprise viticole marnaise à Baulne-en-Brie, sur le territoire de la commune de Vallées en Champagne. Ce salarié d'un prestataire longeait une rangée de vigne lorsque l'enjambeur électrique s'est emballé puis s'est retourné. Blessé à la jambe, l'homme a été transporté au centre hospitalier de Reims. Les gendarmes ont procédé aux constatations d'usage. ■



Le big bang des centres de finances publiques inquiète

Sur le papier, la réforme souhaitée par le ministre de l'Action et des comptes publics est une bonne nouvelle. Après des années de fermeture des services fiscaux dans les plus petites communes (Vertus, Avize, Aÿ-Champagne l'année dernière), le gouvernement souhaite rouvrir de nombreux points de contact dans des villes et villages d'ici 2022 tout en signant la fin des trésoreries (voir ci-dessous). Une décentralisation qui permettra par exemple à Aÿ-Champagne de retrouver un conseiller des collectivités locales [qui s'occupe des finances des élus, NDLR] ou aux Blancs-Coteaux de regagner un accueil de proximité pour les usagers, plus d'une décennie après la disparition de la trésorerie de Vertus. Mais cette réforme se fera à moyens constants. Ainsi, le maire d'Épernay, Franck Leroy dit se montrer «vigilant mais sur le principe, une administration plus proche, ça ne nous effraie pas». Il compte rencontrer la direction départementale des finances publiques pour s'assurer

que tout un chacun puisse accéder à des services fiscaux. Il apprécie cependant la démarche: «Pour une fois, on ne nous met pas devant le fait accompli mais on nous propose une concertation. Le grand débat a montré au gouvernement qu'il fallait discuter avec les élus locaux.» Des discussions qui ne font que commencer puisque de nombreux maires contactés n'étaient pas encore au courant de la réforme. Une délégation de maires doit justement rencontrer le directeur départemental des finances publiques, Étienne Effa. Il se veut rassurant. «Pour les communes, on va dégager des moyens pour que des cadres puissent les renseigner à temps plein, ce qui n'existait pas avant [il s'agit des conseillers des collectivités locales, NDLR]. Pour les usagers, il y aura deux possibilités. Soit l'ouverture d'un guichet classique, soit une présence lors des moments forts de l'année: les déclarations d'impôts et les paiements.» Une ouverture intermittente qui, il l'assure, répondra aux besoins des usa-

gers. Étienne Effa prend l'exemple de Dormans ou de Montmirail, qui perdent leur trésorerie au profit d'un accueil de proximité. «J'ai proposé un accueil avec le même nombre d'heures d'ouverture qu'actuellement mais au lieu de quatre jours, les agents ne seront peut-être là que deux journées.» De trésoreries bien installées, on passerait à des structures plus souples. Il n'y a qu'Épernay dont la situation ne changera pas d'un iota. Une proposition qui défrise Sébastien Marquis, du syndicat CGT Finances publiques. «Nous sommes fermement opposés. Il n'y aurait plus que des points de contact au détriment de structures plus pérennes comme Épernay ou Châlons.» Il craint une précarisation des agents. «On risque de perdre à terme une centaine d'emplois», soupire le syndicaliste qui compte continuer à alerter les élus. La décentralisation annoncée risque d'être mouvementée. Maxime Mascoli ■



Les élus souhaitent maintenir la trésorerie

C'était le dernier conseil municipal avant les grandes vacances, à la salle de l'hôtel de ville de Ham, présidé par Grégory Labille. Parmi les points abordés: la demande de révision en faveur du maintien de la trésorerie de Ham. Le premier magistrat a présenté la situation: «La Ville de Ham dispose sur son territoire d'une trésorerie, rue de Corcy, en plein centre-ville. La gestion comptable de l'ensemble des communes et autres établissements pu-

blics, qui dépendent de la trésorerie de Ham, est gérée sur place depuis des décennies, et offre un service de proximité de qualité. Depuis 2ans, elle a vu ses missions évoluer: prélèvement à la source, suppression des petites taxes, fin programmée de la taxe d'habitation, paiements en ligne.» Selon Grégory Labille, «Ham se trouve directement touchée par ce nouveau projet, qui supprime purement et simplement la trésorerie dans son ensemble, pour laisser place

à un accueil de proximité, avec la présence d'un conseiller des collectivités locales sur un territoire non défini.» Au cours de ce conseil, il a été émis un vœu d'opposition au projet du nouveau réseau de proximité de la Direction générale des finances publiques de la Somme et le maintien de la trésorerie de Ham, avec le service gestion comptable. Tous les élus ont approuvé cette proposition. ■



Les élus mobilisés contre la fermeture du centre des impôts

Le personnel a fait un piquet de grève, accompagné par une trentaine d'élus de Bohain-en-Vermandois, ce mardi. À l'ouverture, le rideau de la perception, rue Berthelot était volontairement baissé et sur la façade du bâtiment, il était signifié sur une banderole: «Non à la fermeture. 8 emplois supprimés, usagers sacrifiés». La trésorerie est menacée de fermeture comme 13 autres sur les 19 de l'Aisne. «Le gouvernement présente actuellement un projet de réorganisation des services des finances publiques. C'est sous la pression des conclusions du grand débat que l'État veut créer l'illusion de plus de proximité en mettant en place un ersatz de présence, sans aucun doute temporaire, par l'implantation d'accueils fiscaux de proximité. Cet accueil n'a ni horaires définis, ni effectifs connus, tout est déjà pour que ça ne perdure pas longtemps», a exprimé le maire, Yann Rojo, retenu pour raisons professionnelles, par le biais

d'un message lu par le premier adjoint Patrick Noiret. L'élue ajoute que «pour reclasser quelques agents, il est instauré un conseiller aux collectivités territoriales qui devra s'inventer une place entre les communes et les gestionnaires du Trésor Public pour espérer avoir un semblant d'existence et d'utilité.»

«Économies sur le dos des petites communes»

Il faut savoir combien les agents de Bohain, le percepteur en tête, s'interrogent et s'inquiètent pour leur avenir en déplorant déjà un poste en moins qui n'a pas été remplacé. Et Michel Collet, maire de Prémont, de monter au créneau à son tour. «Une fois de plus le gouvernement fait tout le contraire de ce qu'il dit. Pire, il va faire des économies sur le dos des petites communes et des intercommunalités qui auront à charge de fournir un local à un conseiller financier.

Nous avons déjà une direction départementale de l'équipement défaillante pour les conseils voirie, des services de la direction départementale des territoires en train de disparaître complètement pour l'urbanisme et l'instruction des permis de construire. Nous ne céderons pas. Nous avons besoin de la perception.», Michel Collet affirme que les élus de campagne vont se mobiliser. «Les habitants de notre secteur sont très touchés par la fracture numérique. Combien d'entre eux peuvent payer leurs factures par internet? Ils ne peuvent pas toujours se rendre à Saint-Quentin.» Et à la conseillère départementale, Monique Sébastien, de conclure sous les applaudissements: «Nous ne nous laisserons pas faire. Il faut que tous nos conseils votent ce refus de fermeture.» Le verdict final est attendu pour Octobre. ■



ÎLE-DE-FRANCE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



Fermeture des centres des impôts : le préfet promet une consultation

Pierre Soubelet a dressé le bilan de l'action de l'Etat devant les élus départementaux, hier.

Conseil départemental
Anne-Sophie Damecour

Après le vote du compte administratif et de son excédent record, les élus départementaux ont échangé avec le préfet sur plusieurs sujets relevant de la compétence de l'Etat.

Trésoreries municipales

Le projet de réorganisation du réseau des services de proximité des finances publiques, avec les fermetures programmées de 19 trésoreries municipales, 8 services des impôts aux particuliers (sur 16) et six services aux entreprises (sur 15), a également été abordé par les élus, qui demandent à être consultés. « On ne peut pas appliquer les mêmes mesures dans un département aussi dense que les Hauts-de-Seine qu'en Corrèze », plaide Pierre-Christophe Baguet, maire de Boulogne-Billancourt, qui demande à être associé aux décisions.

« C'est prévu, répond Pierre Soubelet. S'il existe un projet, il sera discuté avec l'ensemble des maires des Hauts-de-Seine pour savoir quelles structures seront fermées, maintenues ou mutualisées. »

Logement social : encore sept villes en déficit

Parmi les missions du préfet : s'assurer que les villes respectent leurs engagements en matière de construc-

tion de logements sociaux. Et les sanctionner si ce n'est pas le cas... Sur les neuf communes carencées du département - celles dont le taux de logements sociaux est inférieur à 25 % et qui n'ont pas rempli leurs objectifs de programmation - le préfet a souligné qu'il y avait « une vie après la carence ».

En effet, deux communes, Asnières puis Courbevoie, sont parvenues à sortir de la catégorie mauvais élève.

« La carence, même si elle ne fait pas plaisir aux maires, a des résultats probants puisque 76 % de l'effort total de production de logements sociaux du département est porté par les communes carencées en 2018 », insiste Pierre Soubelet.

Une ville a été trop dépensière dans son fonctionnement

Un plafond de dépenses de fonctionnement a été fixé pour la première fois en 2018 pour quinze villes et le département, à la faveur d'un plan national de réduction des dépenses publiques. Dans les Hauts-de-Seine, une seule ville sur les 15 concernées n'a pas été en mesure de respecter le taux, qui variait de 0,9 à 1,5 % selon les situations.

« Un dépassement de 2,5 M€, ramené à 400 000 € après le retraitement de certaines dépenses, et qui pourrait être encore réduit par un arbitrage ministériel », souligne le préfet, refusant de montrer du doigt la ville

concernée.

Quelle répartition dans la prise en charge des migrants ?

Le préfet a également été interpellé par Marie-Hélène Amiable, maire (PCF) de Bagneux, sur la problématique de l'hébergement d'urgence, notamment des migrants et des réfugiés. Et sur la nécessité de « mettre à contribution toutes les villes », prenant comme exemple la ville de Nanterre qui compte 56 % de logements sociaux ainsi que « 481 places d'hébergement pour migrants et 3 059 places d'hébergement d'urgence ».

En la matière, le préfet a souligné que « l'Etat travaillait dans un souci de répartition équitable ». Et de répondre sur le cas de Nanterre, qui est passé de « 24 % des places d'hébergement d'urgence du département en 2017 à 19 % en 2018 ».

« J'ai bien conscience que le fait de réquisitionner des gymnases en vingt-quatre heures suite à des opérations d'expulsion à Paris n'est pas toujours facile pour les villes, explique Pierre Soubelet. Je ne peux pas vous dire que cela va s'arrêter. Et chacun doit prendre sa part de responsabilité. » ■



Les élus des Hauts-de-Seine ont découvert l'existence d'un projet de réorganisation profonde des services de proximité des finances publiques lors du bilan des services de l'Etat présenté par le préfet.





lejsd.com - 28 juin 2019

lejsd.com/content/foncierement-indispensable

FONCIÈREMENT INDISPENSABLE

Le conseil municipal du 27 juin a acté la création de la Société d'économie mixte (SEM) à vocation foncière « Saint-Denis Commerces », avant d'être interrompu à 1h10 du matin faute de quorum. Conseil municipal © Yann Mambert (Archives) Il restait 16 affaires à traiter quand les élus sont venus à manquer. 1h10 du matin, Hervé Borie (opp.PS) et Philippe Caro (opp.FDG-non inscrit), emboitant le pas à d'autres élus, quittent la salle du conseil, obligeant de fait le maire à mettre fin à une séance démarrée six heures plus tôt. Les élus ne sont plus suffisamment à siéger (ils doivent être au moins 28). La fin de l'ordre du jour sera réexaminée mardi 2 juillet (19h). Et cette fois, quorum ou pas, le conseil ira à son terme. L'épisode 1 de cette séance à rallonge s'était ouvert sur la très attendue création de la foncière commerce. Pour Didier Paillard (maj.FDG), rapporteur de l'affaire en tant que conseiller municipal délégué au commerce, ce nouvel outil intègre une stratégie plus globale de redynamisation du centre-ville. Un outil singulier dont peu

de collectivités sont dotées, et qui doit assurer le développement d'une offre commerciale diversifiée et attractive selon l'ancien maire. LIRE AUSSI : Interview Didier Paillard : « L'objectif est d'améliorer la qualité commerciale » Foncière opérationnelle en octobre Les objectifs assignés à ce nouvel instrument de politique publique, dont le coût de mise en œuvre s'élève à 36 000 € pour la Ville, sont ambitieux en effet. Acquisition de 83 rez-de-chaussées commerciaux (les murs uniquement) à l'horizon 2028 pour une surface de près de 7 000 m² et un portefeuille d'actifs de 14,7 millions €. La méthode, si elle est onéreuse, se veut efficace. Concrètement, en se portant acquéreuse de cellules commerciales via cette SEM, la Ville s'offre l'opportunité de choisir l'activité qu'elle y installera. La foncière « Saint-Denis Commerces » qui sera opérationnelle le 1er octobre concentrera son action sur la rue Péri (de la Porte de Paris à la place du 8-Mai-1945) et la rue de la République. Afin d'amorcer la pompe, 19 cellules commerciales, appartenant déjà à la Ville mais confiées jusque-

là à PCH, vont intégrer le portefeuille d'actif de la foncière. Cette dernière va donc percevoir des recettes locatives dès son premier mois d'existence. Une manne qui va abonder sa trésorerie. L'objectif ensuite est de réaliser trois à quatre acquisitions par an sur une base de 1 300 à 1 800 € le m². L'idée étant, une fois bien installée (6 ans), de revendre l'activité au prix de 2 300 € le m² afin de pouvoir financer de nouvelles acquisitions. Qui dit SEM dit actionariat. Avec 65% des parts et un apport de 2,3 millions € au capital, la Ville est majoritaire. Suivent la Caisse des dépôts (25,5% des parts et 1,2 million € d'apport), la société Cristal (5% et 200 000 €), la société Alan Peters (2,5% et 125 000€), la compagnie de Phalsbourg (1%, 50 000 €) et Icade (1%, 50 000 €). Un pacte d'actionnaires traduit dans les instances de « Saint-Denis Commerces ». 8 des 12 sièges au conseil d'administration seront occupés par des élus dionysiens. Des élus pas tout-puissants cependant. Certaines décisions impliquant au moins un vote favorable d'un actionnaire privé. Le dispositif est complété par une assemblée générale, un comité technique

d'engagement, un comité d'analyse des preneurs de bail, et d'un comité de consultation citoyenne. LIRE AUSSI : Les enseignes de fringue se font la malle Diversité commerciale Si Rabia Berrai (opp.PS) reconnaît l'utilité de l'outil mais regrette sa mise en place tardive, l'élue d'opposition considère que l'attractivité commerciale d'une ville dépend aussi de son environnement, pointant les problèmes d'insécurité et de propreté. Mêmes arguments chez Ferdinand Nino (maj.PSG) qui juge l'outil bon d'un point de vue stratégique mais estime que l'argent ne fera pas tout en matière de politique commerciale. La concurrence des centres commerciaux et du commerce en ligne ainsi que la dégradation du cadre de vie sont des adversaires redoutables pour le conseiller municipal. Patrick Vassallo (maj.REVE-Insoumis) soutient lui sans réserve le principe mais juge les modalités de mise en œuvre sujette à caution. Le processus de décision n'apporte pas assez de garanti à la Ville pour l'ancien élu au commerce. Kader Chibane (maj.EELV), en dépit de cet accouchement tardif, continue de soutenir l'outil sans craindre une éventuelle minorité de blocage des actionnaires privés et en reconnaissant au contraire le besoin d'expertise sur la question. David Proult (maj.FDG) juge pour sa part normal que

pour de telles sommes l'on prenne son temps. Le maire adjoint voit dans ce vote la volonté de ne pas se résigner face à une dynamique de marché défavorable à la diversité commerciale. La SEM va permettre de déroger aux règles de marché pour pouvoir apporter la preuve que d'autres commerces ont leur place en centre-ville au côté des pépites qui sont déjà là. Sur la première délibération concernant la création de la foncière, le PS, Béatrice Geyres, Patrick Vassallo et Bally Bagayoko (maj.REVE-insoumis) se sont abstenus ; le reste du groupe REVE-insoumis a voté contre. La deuxième délibération relative aux instances de gouvernance a vu Philippe Caro, Michel Ribay (maj.EELV-non inscrit) et le PSG voter contre et le groupe REVE-Insoumis s'abstenir. Yann Lalande A venir sur lejsd.com : positions des élus sur le plan d'équipements publics du village olympique

NORMANDIE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



ORNE RÉGIONS/NORMANDIE/ORNE/ALENÇON

Finances publiques : J. Pueyo réagit

Le député dénonce la fermeture de la trésorerie d'Alençon et la fermeture du site de Domfront-en-Poiraise.

Joaquim Pueyo, député de l'Orne, réagit au projet de réforme des services de finances publiques dans l'Orne, qu'il qualifie de tour de passe-passe. Lundi 24 juin, il a reçu les syndicats.

Ils m'ont informé de l'impact négatif qu'auront ces décisions sur l'accès que chacun est en droit d'attendre de ce service public. Il est notamment prévu la fermeture de cinq centres de finances publiques sur les dix ouverts actuellement. En contrepartie, des accueils de proximité seraient créés et couvriraient l'ensemble du territoire ornaï.

Or, comme me l'ont expliqué les syndicats, dans ces points de contact, les agents, dont certains seront à la

charge des collectivités locales, n'auront pas les moyens de répondre aux usagers, n'étant pas fonctionnaire de la DGFIP, et ne seront que des relais vers les centres, dont les quantités de travail laissent imaginer des délais importants de traitement des dossiers.

Une concertation s'engage

L'élu dénonce aussi la fermeture de la trésorerie d'Alençon, déplacée à Mortagne-au-Perche, qui affaiblira la ville préfecture, et la fermeture totale du site de Domfront-en-Poiraise.

J'ai pu rencontrer le directeur général de Finances publiques de l'Orne qui m'a indiqué qu'une concertation s'engageait. Je m'engagerai pour

faire évoluer ces premières annonces qui entraîneront des difficultés administratives pour nos concitoyens et menacent plusieurs emplois au sein de la DGFIP de l'Orne. ■



Joaquim Pueyo a été maire d'Alençon de 2008 à 2017. Photo : Archives Ouest-France

par Delphine Le Normand.





ARGENTAN, PAYS D'ARGENTAN ET PAYS D'AUGE RÉGIONS/NORMANDIE/ORNE/ARGENTAN

Le sort des services publics préoccupe

La crainte de suppressions de trains ou encore de la fermeture de certains services des impôts mine les premiers jours de l'été argentanais. Des mobilisations s'organisent.

Il n'est pas 8 h et la gare n'a de cesse d'avaler et de recracher ses usagers. Des membres du collectif de défense des axes sud normands leur tendent des fiches colorées, adossées à un tract : le collectif est vent debout contre un projet de modification des horaires des lignes de l'axe Caen-Tours. Ils craignent des suppressions de trains quand d'autres pourraient être retardés. Un projet non-officiel qui a fuité mi-juin et concernerait les horaires d'hiver.

Ce matin-là, un groupe de voyageuses se montre particulièrement réceptif aux craintes du collectif. **« Nous sommes agents des finances publiques et nous prenons le train pour rejoindre la cité administrative, à Alençon. Chez nous aussi, on se mobilise, confie l'une des fonctionnaires. La nouvelle carte qu'on nous a montrée n'a qu'un but, excentrer les administrations pour dissuader les gens d'y aller. Moi j'ai déjà été déplacée il y a deux ans, je bouge à la rentrée et je comprends que ce sera à nouveau le cas d'ici 2022... »**

« Il va falloir prendre la voiture »

La carte dévoilée par la direction départementale des finances publiques suggère la totale réorganisation des services fiscaux ornaïens à l'horizon 2022. À Argentan, la trésorerie et les services des impôts aux entreprises et aux particuliers laisseront la place à un accueil de proximité, un service de gestion comptable et un service

foncier. Les agents, localement, considèrent que le compte n'y est pas et, après un débrayage le jeudi 20 juin, entreprennent de faire signer une pétition aux Argentanais, les jours de marché.

« Nous, c'est le jeudi 4 juillet que nous serons présents dans toutes les gares de la ligne Caen-Tours pour informer les gens et faire signer une pétition, embraie Philippe Denolle, pour le collectif de défense ferroviaire. Il faut qu'usagers et élus se mobilisent pour que nous puissions faire entendre nos propres propositions d'horaires. »

Selon la projection que les usagères découvrent, leur train n'arriverait plus suffisamment tôt à Alençon pour qu'elles puissent être à l'heure au travail. **« Il va vraiment falloir qu'on prenne nos voitures alors qu'on nous répète de moins polluer ? »**, s'interroge l'une d'elles.

800 élus informés

Ces inquiétudes, certains élus les partagent. À l'image de Laurent Beauvais, président d'Argentan Intercom, qui s'ouvre de ses doutes quant à la réforme des services fiscaux : **« Oui il faut réagir. Cette réorganisation est illisible et ne règle rien des problèmes de proximité que le service public doit améliorer. Les habitants et les entreprises ne pourront plus avoir de services à Argentan. Internet ? La voiture ? Pour aller à Alençon ou**

Flers ? Pourquoi cette régression qui est appelée réforme ? »

Frédéric Léveillé, conseiller départemental (PS) et élu argentanais abonde : **« Dans nos territoires ruraux, nous avons un besoin impérieux de services publics pour les citoyens. Cette situation n'est pas acceptable. »**

Il regrette la perspective d'une redéfinition des horaires et de suppressions de trains **« qui peuvent paraître anodines mais ont en fait des conséquences directes pour les usagers. »** Il conclut : **« Cette stratégie cherche à appauvrir les territoires ruraux en moyens de mobilité sous couvert d'une pseudo-rentabilité. À l'heure où l'urgence climatique apparaît comme une réalité, nous avons besoin de transports en commun efficaces et plus écologiques. »**

Le collectif de défense des axes sud normands espère en tout cas l'appui des élus pour éviter que la fiche d'horaires qu'ils distribuent ne devienne réalité : **« Nous avons envoyé ce document à 800 élus normands... »** Les chefs d'établissement scolaires et associations de parents d'élèves ont également été destinataires du courrier. ■



Les bénévoles du collectif de défense des axes sud normands ont déjà entrepris de sensibiliser les usagers argentonnais à un projet de modification des horaires de la ligne Caen-Tours. Photo : Ouest-France

par Marie Lenglet.





MANCHE

FINANCES PUBLIQUES. Les députés LREM rencontrent la direction départementale Contre une « concentration » des services

LA RÉORGANISATION des services des finances publiques annoncée par Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, suscite des inquiétudes parmi les élus locaux dans la Manche.

Pour une « accessibilité renforcée »

Les députés LREM Stéphane Travert, Bertrand Sorre et Sonia Krimi ont fait connaître, hier, leur position. Ils sont pour une évolution du réseau, mais pas n'importe comment : « Les besoins des usagers ont évolué, notamment avec la généralisation des nouvelles technologies et le développement des démarches dématérialisées. Ces évolutions ont déjà occasionné des transformations au sein des services des finances publiques. L'objectif est bien de poursuivre tout en prenant en considération les attentes des usagers pour une accessibilité renforcée, même pour ceux qui ne maîtrisent pas l'outil numérique, même pour ceux qui sont isolés géographiquement et sont peu mobiles. »

Qualité de service

Le projet prévoit le maintien de trois des huit centres des impôts pour les particuliers du département et des adaptations au niveau des trésoreries. Il n'est pas conforme aux attentes des parlementaires : « Le projet de restructuration des services des finances publiques ne saurait se traduire par une concentration des services des impôts sur seulement deux ou trois villes du département de la Manche. La géographie propre à la Manche - un territoire étendu dépourvu de métropole mais organisé autour de villes moyennes - amène à adapter la réorganisation. A ce titre, nous ne souhaitons pas que les services des finances publiques à destination des entreprises, des collectivités et des particuliers, soient concentrés sur seulement deux ou trois villes du département. »

Stéphane Travert, Bertrand Sorre et Sonia Krimi prônent « une articulation intelligente avec les Maisons France Service ».

Ce dispositif (un par canton) va « augmenter le nombre d'accueils physiques de proximité, en réponse aux besoins exprimés des usagers : dans

la Manche, trente-et-une communes pourront bénéficier de ces points de services au public (huit de plus qu'actuellement). »

Un temps de concertation de quatre mois est prévu et les parlementaires entendent qu'il soit mis à profit pour faire évoluer le projet : « La carte de la future géographie des services des finances publiques de la Manche sera dessinée au fil de la concertation avec les élus locaux, les personnels, les usagers (collectivités, entreprises, particuliers). Nous nous engageons à relayer les demandes pour élaborer un projet partagé et capable d'apporter une qualité de service à tous, en tout point du territoire. » ■



Stéphane Travert et Bertrand Sorre ont rencontré Danielle Roger, la directrice départementale des finances publiques de la Manche.





La trésorerie fermera-t-elle ?



La trésorerie générale devrait fermer en décembre 2020.

POLITIQUE Le conseil municipal de Carentan s'est réuni le jeudi 20 juin sous la présidence du maire Jean-Pierre Lhonneur.

Ce dernier a annoncé le projet de fermeture de la trésorerie générale en décembre 2020 pour devenir un centre de trésorerie hospitalière pour les hôpitaux de Carentan, Saint-Lô et

Coutances.

Fiscalité Pour la taxe d'habitation, l'abattement des charges pour les familles est fixé à titre exclusif ou principal à 10 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune pour chacune des deux premières personnes à charge, et à 15 % pour chacune des suivantes. Afin de ne pas pénaliser les contribuables, le lissage des taux se fera sur 12 ans pour atteindre la taxe d'habitation à 10,93 %, la taxe foncière sur le bâti à 17,13 %, le foncier non bâti à 30,48 % sur l'ensemble de la commune nouvelle.

Acquisition d'un terrain Un terrain de 8 ha, situé rue de la Guinguette, estimé par les domaines à 512 962 €, est acquis pour un montant de 402 250 €. Une partie sera revendue au promoteur américain du futur hôtel 4 étoiles. **Friche Gloria** Carentan est propriétaire d'une réserve foncière d'une partie du terrain.

Afin de réaliser des études préalables aux travaux de désamiantage et de démolition, elle doit rétrocéder à l'EPFN huit parcelles moyennant le prix de 330 000 €. Après déconstruction, ces terrains seront rétrocédés à la ville. ■



NOUVELLE- AQUITAINE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



DORDOGNE

ON LE SAIT, L'IMPLANTATION DES SERVICES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES (DGFIP) EST AMENÉE À BOUGER, ET UNE CARTE PROVISOIRE A ÉTÉ ÉTABLIE. ELLE DOIT ENCORE ÊTRE AFFINÉE.

Moins de trésoreries, plus de points de contact



Avant de partir, Gérard Poggioli s'attaque au réseau de proximité (I. V.)

Le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, Gérard Poggioli, devrait bientôt quitter ses fonctions pour, on lui souhaite, une heureuse vie de retraite. Mais auparavant, il doit mettre en place ce que le gouvernement présente comme le nouveau réseau de proximité des finances publiques.

En préambule, il rappelait que depuis cinq ans qu'il officie en Dordogne, « j'ai dû fermer deux trésoreries, Mussidan et Saussignac ». Il s'attaque aujourd'hui à une restructuration

consistant à retrouver une implantation territoriale plus conséquente, après des années de fermetures de services. Le département est passé d'une cinquantaine de trésoreries il y a moins de 20 ans à 18 aujourd'hui. Et même si Gérard Poggioli affirme que cette nouvelle organisation va augmenter le nombre d'accueils de proximité, il ne s'agira plus de trésoreries, mais de points d'accueil, de services de gestion comptable, de conseillers des collectivités locales. Pour lui, de moins en moins de contribuables se rendent aux guichets, entre la dématérialisation des procédures, et le prélèvement à la source. « Avec les collectivités locales, nous sommes à près de 100 % de dématérialisation » remarque-t-il. « Mais elles nous font souvent part de difficultés, dûes au manque de disponibilité des agents pour les conseiller ». Car la masse de charge de travail échouant

aux trésoreries « fait que la gestion prend le pas sur les conseils ». Alors, cinq services de gestion comptable vont remplacer cinq trésoreries, et les accueils de proximité recevront les citoyens sur rendez-vous. Certaines trésoreries pratiquent déjà cette méthode de travail, et depuis deux ans que ce système est en place, il monte en puissance avec le prise de 2 500 rendez-vous en 2018, soit trois fois plus que l'année précédente. Reste maintenant à savoir où seront les points d'accueil, dans les mairies, les maisons de service public, ou les fameuses maisons France services, actuellement en réflexion. L'implantation exacte de ces futurs points d'accueil doit encore être discutée avec les élus locaux, pour un retour au ministère pour le mois d'octobre afin d'arrêter la carte définitive. ■

par Isabelle Vitté





REDÉPLOIEMENT EN COURS

Gérald Darmanin l'avait dit lors de sa venue en Creuse, fin mars, Vincent Boulay, adjoint au directeur des finances publiques de la Creuse l'a réaffirmé, lors d'un point étape sur le redéploiement des services des finances publiques : fini le supplice pour les collectivités, il n'y aura plus de fermetures de trésoreries... Et pour cause, les trésoreries en tant que telles n'existeront plus.

Le trésorier remplit aujourd'hui trois missions : l'accueil des usagers, le conseil et la gestion des collectivités.

« Un schéma qui a fait ses preuves mais qui arrive à ses limites sur certains territoires notamment sur le volet RH : sur les petites structures dès qu'il manque quelqu'un, il y a un déséquilibre », indique Vincent Boulay. Y mettre plus de moyens, hors de question.

On redéploie, on segmente, on ventile... Sauf ce qui relève de la gestion, virements et autres contrôles, là, la DDFiP regroupe. *« On tire les conséquences des nouveaux outils qui vont nous permettre de dégager plus de temps pour l'accueil et le conseil et*

nous permettre de déployer du cousu-main pour un public en difficulté », reprend Vincent Boulay. Situation initiale : 12 trésoreries et 4 accueils de proximité en MSAP. Hypothèse de travail : une carte à 24 communes couvertes. Un réseau appuyé sur les MSAP 2.0, les « maisons France service » : réponses simples à des questions simples par l'agent d'accueil, prise de rendez-vous le cas échéant avec un agent du trésor... ■



Les finances publiques montrent la voie... des "Maisons France Service"

Le ministre Gérard Darmanin l'avait dit lors de sa venue à Lavaveix-les-Mines, fin mars, Vincent Boulay, adjoint au directeur des finances publiques de la Creuse l'a réaffirmé, lors d'un point étape sur le redéploiement des services des finances publiques: fini le supplice pour les collectivités, il n'y aura plus de fermetures de trésoreries... Et pour cause, les trésoreries en tant que telles n'existeront plus...

Le trésorier remplit aujourd'hui trois missions : l'accueil des usagers et, à destination des collectivités le conseil et la gestion... « Un schéma qui a fait ses preuves mais qui arrive à ses limites sur certains territoires notamment sur le volet ressources humaines : sur les petites structures dès qu'il manque quelqu'un, il y a un déséquilibre », indique Vincent Boulay. Y mettre plus de moyens, hors de question. On redéploie, on segmente, on ventile...

Sauf ce qui relève de la gestion, virements et autres contrôles... la DDFiP regroupe. « On tire les conséquences des nouveaux outils qui vont nous permettre de dégager plus de temps pour l'accueil et le conseil et nous permettre de déployer du cousu-main pour un public en difficulté », reprend Vincent Boulay. Situation initiale : 12 trésoreries et 4 accueils de proximité, situés en MSAP, auxquels s'ajoutent des services fiscaux à Guéret et Aubusson. Hypothèse de travail en cours (1) : une carte à 24 communes couvertes.

Un réseau appuyé sur les MSAP 2.0, les «maisons France service». « Les trésoreries sont des bâtiments communaux loués à l'État, l'idée est de se dire que demain les usagers iront dans un bâtiment où à la place d'une plaque finances publiques, il y aura une plaque maison France service. » Réponses simples à des questions simples par un agent d'accueil, prise de rendez-vous le cas échéant avec un agent du trésor...

La mission de conseil aux collectivités serait, elle, assurée par des conseillers qui n'auraient « plus que la casquette expert, mieux formés, plus disponibles » : « Les élus ont besoin de soutien, de conseil en terme d'analyses financières. L'objectif est aussi de renforcer l'offre dans ce domaine, il y aura un conseiller sur chaque EPCI. » Pour le moment basés symboliquement sur les communes où sont situés les sièges des EPCI, leur localisation peut évoluer en fonction des préférences des élus.

Pour ce qui est des emplois transférés des métropoles vers les territoires ruraux évoqués le 21 mars, « ça va se faire », le directeur adjoint se montre catégorique. Quant à savoir si ça se fera en Creuse, il se montre juste confiant : « On n'a pas la garantie d'être servi, mais avec la notion d'hyper ruralité, la visite du ministre, je ne vois pas où serait la logique de ne pas l'être... »

(1) Le travail de concertation avec les élus est en cours. Depuis le modèle de réflexion présenté le 21 mars, lors de la venue du ministre, un point d'accueil a été rajouté, à Ahun. La validation du projet définitif est prévue pour juin pour

une mise en œuvre du projet dès 2020.

Quelques repères

La carte (non définitive)

Les accueils de proximité des finances publiques : Saint-Sébastien, Dun-le-Palrestel, Bonnat, Châtelus-Malvaleix, Boussac, Gouzou, Chambon-sur-Voueize, Bénévent-l'Abbaye, Ahun, Lavaveix-les-Mines, Chénérailles, Mainsat, Auzances, Bourganeuf, Felletin, Mérinchal, Royère-de-Vassivière, Crocq, La Courtine.

Les conseillers aux collectivités : la Souterraine, Genouillac, Boussac, Guéret, Bourganeuf, Aubusson, Auzances.

Service de gestion comptable : Aubusson, la Souterraine, Guéret.

Les services fiscaux : Guéret, Aubusson.

Les services départementaux et supra-départementaux:





DORDOGNE

Finances publiques: vers davantage de proximité

SERVICE PUBLIC

La réforme doit concentrer les services de gestion dans cinq villes et créer 28 sites d'accueil physique contre 18 aujourd'hui. L'intersyndicale dénonce un jeu de dupes

Finances publiques: vers davantage de proximité

SERVICE PUBLIC

La réforme doit concentrer les services de gestion dans cinq villes et créer 28 sites d'accueil physique contre 18 aujourd'hui. L'intersyndicale dénonce un jeu de dupes

Benoît Martin

b.martin@sudouest.fr

D'ici 2023, 28 communes périgourdines pourraient disposer d'un accueil de proximité des finances publiques, contre 18 actuellement. Voilà le point essentiel qu'il faut retenir du projet de «nouveau réseau de proximité des finances publiques» présenté, mercredi 26 juin, par le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, Gérard Poggioli.

Suppression de la taxe d'habitation d'ici 2023, prélèvement à la source, dématérialisation des procédures, «complexité et rapidité des évolutions législatives et réglementaires» dans tout ce qui touche aux collectivités locales, attentes des usagers... Voilà ce qui a poussé le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, à engager une sorte de big bang des services des finances publiques avec un double mouvement de concentration des services de gestion et d'extension des points

d'accueil au public.

Créneaux ou rendez-vous

D'un côté, les tâches de gestion, et notamment les fonctions des trésoreries (tenue de la comptabilité, contrôle et paiement des dépenses, recouvrement des dépenses etc.), seraient regroupées dans cinq services, sans contact physique, à Périgueux, Bergerac, Sarlat, Ribérac et Nontron. «Cela permettra de gagner en efficacité, rapidité et productivité», souligne

Gérard Poggioli.

De l'autre, un accueil de proximité devrait être déployé dans 28 communes du département, soit dans au moins chacun des 25 cantons de la Dordogne. L'accueil physique se fera par un agent fonctionnaire, soit sur des heures d'accueil prédéfinies, soit suite à une prise de rendez-vous par téléphone. Le lieu d'accueil pourra être une trésorerie, une mairie, une maison des services au public déjà existante ou une future Maison France services que le gouvernement va créer.

Service «low-cost»

Au-delà d'une proximité accrue avec les usagers, les finances publiques veulent se rapprocher des territoires et de leurs élus. Un cadre serait dédié à chacune des 20 intercommunalités du département pour apporter «aides

et conseils» lors de la préparation des budgets, le montage des projets d'investissement...

Localisation et horaires des lieux d'accueil... Le projet du nouveau réseau de proximité est actuellement soumis à concertation auprès des élus, du préfet, des agents et de leurs représentants.

Gérard Poggioli n'a pas caché que cette redistribution des cartes sur le territoire se ferait dans le cadre du mouvement tendanciel d'une baisse des effectifs. «Les services départementaux des finances publiques sont passés de plus de 600 emplois en 2014 à 560 aujourd'hui. La dématérialisation numérique permet d'absorber la baisse des effectifs», assure Gérard Poggioli.

Réduction du nombre de conseillers, spécialisation mono tâche des agents, augmentation de la charge de travail, service «low-cost» proposé aux usagers... L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT dénonce une «mystification».

Le directeur assure comprendre leurs inquiétudes: «Toute nouvelle organisation fait peur. Il n'y aura pas de mutation forcée mais des primes pour inciter à bouger. Le télétravail pourra se développer. Nous ferons tout pour convaincre les cadres que les nouveaux métiers, auprès des collectivités notamment, seront très intéressants.» ■



Gérard Poggioli, directeur départemental des finances publiques de la Dordogne.





NORD-RUFFÉCOIS

Trésor public: les élus vent debout contre la réforme

Céline AUCHERc.aucher@charente-libre.fr

Ce n'est pas parce qu'il fait chaud qu'on n'a pas l'énergie pour pousser un gros coup de gueule. Les élus de Cœur-de-Charente l'ont prouvé jeudi soir à Tourriers lors du dernier conseil communautaire avant les vacances d'été. La cause de la grogne ? La réforme des Finances publiques, déjà contestée par une grande partie des agents et les syndicats (lire CL d'hier), qui prévoit sur le territoire la suppression de la trésorerie de Mansle et un rattachement aux services de gestion comptable de Ruffec d'ici 2022. Avec, en contrepartie des points d'accueil de proximité dans les maisons de services au public de Mansle et Aigre et un conseiller des collectivités locales à Tourriers. «Pour amuser la galerie», balance Franck Bonnet, le maire de Saint-Fraigne. «Un tube de vaseline», dénonce Christian Croizard, le maire de Mansle, alors que le président de Cœur-de-Charente, Jean-Pierre de Fallois, est vent debout: «Les agents des trésoreries ont des compétences spécifiques pour répondre à toutes les demandes des mairies et de la population, on les sollicite tous les jours sur un tas de questions, je doute qu'un accueil de proximité puisse y répondre. Je suis totalement opposé à cette réforme.»

«Une fausse concertation»

Etre ferme, c'est la position de la collectivité qui doit rencontrer le directeur départemental des finances publiques le 3 juillet avec ses homologues du Rouillacais et de Val-de-Charente, qui dépendraient toutes de la trésorerie de Ruffec sur la carte de Bercy. Une concertation de quatre mois est prévue avec les acteurs locaux. «Une fausse concertation, de l'enfumage, lance Jean-Pierre de Fallois, ancien cadre des Finances publiques, qui a connu cinq trésoreries sur le territoire de Cœur-de-Charente. A chaque suppression, on nous promet des permanences qui sont supprimées progressivement.» «De l'enfumage à plein nez, enchaîne Jean-Marc de Lustrac, le maire de Vars. Rien de mieux que de diluer les services pour mieux les supprimer ensuite. Derrière, on sait que l'Etat veut encore se défaisser sur les collectivités locales.» «Les agents de Ruffec sont déjà submergés, avec des départs à la retraite non remplacés, pointe Franck Bonnet. A terme, c'est la disparition d'un service essentiel dans le monde rural.» «Comme si la crise des gilets jaunes n'avait servi à rien», glisse Jean-Pierre de Fallois. Autant dire que, jeudi soir, l'unanimité a été facile à trouver pour demander le maintien du réseau actuel des Finances publiques. Parmi les sujets abordés en conseil communautaire, un point d'étape sur la candidature de Cœur-de-Charente aux stations sport nature que veut

développer le Département. Alors que le site du Champion à Mansle a déjà été défini autour de cinq activités à l'horizon 2020 - canoë-kayak, VTT, rando pédestre, tir à l'arc et course d'orientation - «tout est à construire pour la course d'orientation», souligne Guillaume Queneau, chargé de mission au Pays du Ruffécois, en pointant un projet dans la forêt de la Boixe. Mais aussi un site fixe à créer pour le tir à l'arc à côté de l'hippodrome, «et un autre qui pourrait être mobile au domaine d'Echoisy.» Avec l'idée de proposer parallèlement des antennes offrant deux ou trois activités sur le reste du territoire. «La réflexion est ouverte jusqu'à la mi-septembre pour candidater à l'ouverture de ces antennes», précise Christian Croizard.

A noter que les élus de Cœur-de-Charente ont également modifié l'aide aux sportifs de haut niveau du territoire - 100 € par compétiteur par an - en l'élargissant aux jeunes de moins de 25 ans, au lieu de moins de 18 ans. Et renouvelé la convention d'objectifs avec le centre social et culturel du Pays Manslois pour 2019-2022. Soit un montant prévisionnel de 699 646 € sur quatre ans en faveur de l'accueil de loisirs 3-17 ans, la ludothèque mobile, l'accompagnement à la scolarité, l'été actif et solidaire et le secrétariat de la maison de la petite enfance de Mansle. ■





Services publics: le défenseur des droits alerte

M yriam HASSOUNm.hassoun@charentelibre.fr

C'est un constat qu'ils font depuis plusieurs années déjà. Mais qui prend d'autant plus de sens avec la crise des gilets jaunes et au lendemain de la grève des agents des Impôts contre la fermeture des trésoreries. Les délégués du défenseur des droits en Charente sont de plus en plus sollicités par des personnes démunies face à l'éloignement et à la dématérialisation des services publics.

83 % des 151 requêtes portées en 2018 devant Raymonde Jamard et René Ballet, les délégués du département qui viennent de faire leur bilan, concernaient les relations avec l'un ou l'autre des services publics. *«Le mécontentement des gens face au fonctionnement des institutions est grand, décrit René Ballet. Il n'y a plus personne pour traiter les dossiers en cas de dysfonctionnement. La dématérialisation, c'est très bien pour les 95 % d'affaires qui tournent, mais pour les 5 % qu'il faut traiter tout de suite, seule une personne physique peut décrire la situation.»*

«Plus personne ne prend le temps d'expliquer»

La problématique est large: elle va

des cartes grises aux relations avec les Impôts, les mairies, Pôle Emploi ou même les fournisseurs d'énergie. *«Ce matin, j'avais avec moi une dame qui a eu 5 fois la visite d'un technicien car son compteur électrique est en panne et ça ne marche toujours pas! Quand elle appelle, elle n'obtient aucune réponse à son problème.»* À noter que 52 demandes, soit un quart de toutes celles reçues en 2018, relevaient en fait de la simple orientation. *«On se rend compte que même les jeunes ne savent pas utiliser internet pour trouver de simples informations», constate René Ballet. «S'il y avait une action à mener dans les services publics, ce serait de rétablir des guichets.»*

L'utilisateur n'a pas toujours raison. Dans 16 % des cas traités par les délégués, la personne n'avait en fait pas droit à ce à quoi elle prétendait, comme des allocations ou des indemnités. *«Mais au moins, après notre action, les gens comprennent pourquoi, dit encore René Ballet. Plus personne ne prend le temps d'expliquer, avec des mots simples, les raisons du non-droit. Or les gens ne sont pas bêtes, ils sont capables de comprendre.»*

Parmi les autres compétences des délégués: les droits des enfants, *«plutôt bien respectés en Charente»,* selon René Ballet qui constate tout de même

une forte problématique autour des relations intergénérationnelles, comme des petits-enfants empêchés de voir leurs grands-parents. *«C'est du malheur pour tout le monde, souligne le défenseur. Mais ce sont souvent des affaires abandonnées car les enfants craignent de bouleverser les familles.»*

Les délégués du défenseur peuvent aussi être saisis en cas de discrimination. En 2018, les deux bénévoles charentais ont eu à traiter 11 requêtes relevant de ce champ, notamment des affaires de discrimination sexiste au travail (au détriment des femmes). *«On voit aussi arriver des requêtes pour homophobie»,* note René Ballet. Ils ont également compté 5 demandes concernant des abus de forces de l'ordre et ont, en outre, été saisis par 24 détenus.

À chaque requête, les délégués tentent une médiation pour rétablir les droits de la personne: 80 % de leurs actions ont abouti favorablement l'an dernier. *«Quand rien ne bouge alors que le requérant est dans son droit, ou que nous n'obtenons pas de réponse, nous faisons passer le dossier au siège à Paris qui travaille alors avec des avocats.»* ■



Derniers dossiers avant la pause estivale

POLITIQUE Les élus de l'Agglo se sont retrouvés une dernière fois avant fin septembre. Le point

POLITIQUE

Les élus de l'Agglo se sont retrouvés une dernière fois avant fin septembre. Le point

Derniers dossiers avant la pause estivale

David Briand

d.briand@sudouest.fr

Avant se retrouver la prochaine fois fin septembre, les élus de l'agglomération Rochefort Océan (Caro) ont délibéré une ultime fois. Que faut-il retenir de cette séance?

1 Un vœu pour défendre le centre des impôts

En préambule du conseil communautaire, un agent du centre des finances publiques de Rochefort a pris la parole pour dénoncer la réforme gouvernementale concernant le maillage territorial des centres des impôts qui se traduirait «par la fermeture de 20 des 23 trésoreries» du département, dont celle de Rochefort. Les effectifs seraient amenés à se répartir «à Royan et La Rochelle», selon le porte-parole des agents.

En contrepartie, les futures maisons de service public abritant notamment la Caisse d'allocations familiales (CAF), Pôle Emploi, La Poste et les Impôts ne seraient que des «coquilles vides». Alors que le président de l'Agglo Hervé Blanché avait songé un temps présenter un vœu lors du pro-

chain conseil communautaire fin septembre, il s'est ravisé en le soumettant dès jeudi soir. «Ce démantèlement est contraire aux conclusions du Grand Débat national (qui a suivi la crise des gilets jaunes)» a-t-il estimé. Il remettra ce vœu au directeur départemental des finances publiques, qu'il rencontrera le 19 juillet.

2 Le Conseil d'État se prononce sur l'incinérateur d'Échillais

Le Conseil d'État a rendu sa décision sur l'installation de tri mécano-biologique accolée à l'incinérateur d'Échillais a révélé Hervé Blanché. La plus haute juridiction administrative a cassé l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux de décembre 2017 (et renvoyé l'affaire devant la même juridiction) qui avait annulé l'arrêté préfectoral de 2014 ayant autorisé l'installation. Au motif que cette approbation est antérieure à la loi de transition énergétique de 2015 qui avait déclaré «non pertinent» la création de telles unités. En attendant la nouvelle décision, le compost issu de tri mécano biologique ne peut être utilisé.

3 L'Agglo fait appel pour les bus transportant des élèves

L'argumentaire est en cours de rodage, mais il est déjà acquis que la Caro fait appel de la décision du tribunal administratif de Poitiers. Saisie par un habitant, la juridiction avait ordonné, en mai dernier, à la Caro (autorité organisatrice des transports

en commun) de modifier le cahier des charges de la délégation de service public afin de «prévoir le recours à des véhicules de transport en commun permettant le transport assis des mineurs» et non debout, sur la ligne I, qui parcourt un triangle Rochefort/Port-des-Barques /Saint-Agnant. La Caro va aussi demander un sursis à exécution, c'est-à-dire la possibilité de déroger à l'application de la décision de justice avant l'examen de l'appel, qui peut prendre des mois. En conséquence, il est difficile à ce stade de dire de quelle manière les élèves empruntant la ligne I seront transportés, à partir de la prochaine rentrée scolaire.

4 Un soutien affirmé à Franck Becker

Hervé Blanché a profité du vote d'une délibération octroyant 51000 euros de subvention au théâtre de La Coupe d'Or pour réaffirmer le soutien de la Caro et de la ville de Rochefort à Franck Becker, le directeur du théâtre de La Coursive et de La Coupe d'or, malmené dans le dossier du licenciement de la directrice adjointe de La Coursive Florence Simonet. Hervé Blanché, Michel Gaillot et Florence Lecossois (élus en charge de la culture à la Ville et l'Agglo) se «félicitent» du rapprochement mené avec La Coursive, sous la houlette décrite comme «avisée et pertinente» du directeur.

Si le communiqué de presse indique que les élus ne s'autorisent «aucune interférence dans les méthodes managériales de La Coursive», Hervé

Blanché va plus loin quand il est interrogé oralement. Il estime qu'il s'agit «d'une minorité (d'abonnés rochelais, NDLR) qui a créé cette polémique, une catégorie de personnes qui se sont appropriées LaCourse». ■



Une manifestation départementale avait eu lieu en mars devant le centre des impôts de la ville, boulevard Wilson.



Les élus écrivent au ministre La grève reconduite lundi

Les élus écrivent au ministre

FINANCES

PUBLIQUES XAVIER FORTINON, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL, LE DÉPUTÉ BORIS VALAUD, LES SÉNATEURS MONIQUE LUBIN ET ÉRIC KERROUCHE, AINSI QU'HERVÉ BOUYRIE, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DES LANDES, ONT ENVOYÉ À GÉRALD DARMANIN, MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS, UN COURRIER DEMANDANT

LE MAINTIEN DES TRÉSORERIES ACTUELLES, LA RÉOUVERTURE D'UNE TRÉSORERIE EN HAUTE LANDE ET LA CRÉATION DE SIX

ÉQUIVALENTS TEMPS-PLEIN SUR LES MOYENS DES ADMINISTRATIONS CENTRALES DES FINANCES PUBLIQUES.

La grève reconduite lundi

HAGETMAU

L'annonce du report du brevet des

collèges n'a pas fait baisser la mobilisation au collège Jean-Marie-Lonné. Les personnels reconduisent la grève, lundi. Mobilisés contre la suppression d'une classe de troisième, ils demandent l'ouverture d'une division de plus à la rentrée, sous peine de poursuivre le mouvement avec un préavis de grève pour le 2 septembre, jour de la rentrée. Ils se rassembleront lundi, à 10 heures, devant l'inspection d'académie, à Mont-de-Marsan. ■



Une maison de services va remplacer la trésorerie

Une maison de services va remplacer la trésorerie

La réunion publique de conseil communautaire de jeudi a été l'occasion pour Lionel Quillet d'aborder le sujet de la fermeture de la trésorerie de Saint-Martin-de-Ré. Le président de la Communauté de communes avoue l'avoir découvert dans «Sud Ouest» (notre édition de jeudi). «J'ai appelé le directeur départemental des services fiscaux. Il m'a dit qu'il y aura une concertation avec les élus... Mais la réforme me paraît déjà bien préparée.»

L'État veut en effet fermer la trésorerie et ouvrir un point de service au public dans les locaux de la Poste de Saint-Martin-de-Ré. Le Trésor serait représenté sur ce nouveau site mais sera-t-il en mesure de répondre, comme aujourd'hui, aux besoins de proximité des Rétais dont certains continuent à venir y payer, en liquide, des communes et des régies municipales sur le plan administratif? Lionel Quillet paraît en douter, tout comme Léon Gendre, le maire de La Flotte. «C'est tout sauf une bonne idée! Notre président de la République n'a visiblement pas appris de son tour de France!»

Les services rendus aux communes devraient ainsi être transférés à Ferrière, en Aunis. Le site actuel de la trésorerie emploie aujourd'hui «10 à 11 personnes», selon le président. Y a-t-il possibilité d'enrayer le processus? «Là, nous sommes face à un rouleau compresseur.» L'affaire paraît donc entendue, même si une phase de concertation est annoncée. Côté positif: après le déménagement, le bâtiment de la trésorerie reviendrait aux collectivités rétaises.

A. B. ■





TONNAY-BOUTONNE – SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

Services fiscaux et impayés au menu du Conseil

Services fiscaux et impayés au menu du Conseil

C'est en petit comité que s'est tenu mardi le dernier conseil municipal avant l'été. En effet, seuls huit élus étaient présents autour du maire, les autres étant empêchés par leurs obligations professionnelles renforcées par la canicule. Avant d'entamer les délibérations à l'ordre du jour, les élus ont écouté Laurent Delaugeas, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques DDFIP 17, venu exposer la situation fiscale restrictive allant jusqu'à citer un responsable parlant de «décentralisation de proximité» et un autre prôner la «désintoxication des usagers à la fréquentation des bureaux d'accueil». Cet exposé préparait la déli-

bération contre la fermeture du Centre des impôts de Saint-Jean-d'Angély. Les élus, depuis toujours fer de lance de la défense des services de proximité comprenaient le burn-out des fonctionnaires des services au public.

Subvention demandée

Une fois cette intervention achevée, les élus ont accepté la signature d'un prêt-relais pour faire face à la diminution des dotations de l'État. «Cela m'ennuie de laisser à nos successeurs le remboursement d'un emprunt que l'on engage en cette fin de mandat mais comment faire autrement?» Karine Barraud, adjointe chargée des finances, faisait remarquer que les impayés en dépenses publiques étaient

également responsables de ce manque à gagner. Pour pallier la défection de la Communauté de communes, les élus ont décidé de solliciter le Conseil départemental pour une subvention au titre de la revitalisation des petites communes afin de réhabiliter des logements du centre de la Tour (35% de 31895euros).

Les élus ont ensuite entériné la décision au niveau communautaire de diligenter un huissier de justice auprès des mauvais payeurs de la cantine scolaire en spécifiant que le non-règlement avant le 30 juillet impliquerait la désinscription de l'enfant concerné à la rentrée prochaine.

Bibiane Bouillon ■





l-echo.info - 30 juin 2019

l-echo.info/article/creuse/2019-06-30/finances-publiques-montrent-voie-maisons-france-service-68971.html

LES FINANCES PUBLIQUES MONTRENT LA VOIE... DES "MAISONS FRANCE SERVICE"

Fil info Les finances publiques montrent la voie... des "Maisons France Service" Soumis par Rédaction Creuse le dim, 30/06/2019 - 17:45 Finances Le ministre Gérard Darmanin l'avait dit lors de sa venue à Lavaveix-les-Mines, fin mars, Vincent Boulay, adjoint au directeur des finances publiques de la Creuse l'a réaffirmé, lors d'un point étape sur le redéploiement des services des finances publiques : fini le supplice pour les collectivités, il n'y aura plus de fermetures de trésoreries... Et pour cause, les trésoreries en tant que telles n'existeront plus... Le trésorier remplit aujourd'hui trois missions : l'accueil des usagers et, à destination des collectivités le conseil et la gestion... « Un schéma qui a fait ses preuves mais qui arrive à ses limites sur certains territoires notamment sur le volet ressources humaines : sur les petites structures dès

qu'il manque quelqu'un, il y a un déséquilibre », indique Vincent Boulay. Y mettre plus de moyens, hors de question. On redéploie, on segmente, on ventile... Sauf ce qui relève de la gestion, virements et autres contrôles... la DDFIP regroupe. « On tire les conséquences des nouveaux outils qui vont nous permettre de dégager plus de temps pour l'accueil et le conseil et nous permettre de déployer du cousu-main pour un public en difficulté », reprend Vincent Boulay. Situation initiale : 12 trésoreries et 4 accueils de proximité, situés en MSAP, auxquels s'ajoutent des services fiscaux à Guéret et Aubusson. Hypothèse de travail en cours (1) : une carte à 24 communes couvertes. Un réseau appuyé sur les MSAP 2.0, les « maisons France service ». « Les trésoreries sont des bâtiments communaux loués à l'État, l'idée est de se dire que demain les usagers iront dans un bâtiment où à la place d'une plaque finances publiques, il y aura une plaque maison France service. » Réponses simples à des questions simples par un agent d'accueil, prise de rendez-vous le cas échéant avec un agent

du trésor... La mission de conseil aux collectivités serait, elle, assurée par des conseillers qui n'auraient « plus que la casquette expert, mieux formés, plus disponibles » : « Les élus ont besoin de soutien, de conseil en terme d'analyses financières. L'objectif est aussi de renforcer l'offre dans ce domaine, il y aura un conseiller sur chaque EPCI. » Pour le moment basés symboliquement sur les communes où sont situés les sièges des EPCI, leur localisation peut évoluer en fonction des préférences des élus. Pour ce qui est des emplois transférés des métropoles vers les territoires ruraux évoqués le 21 mars, « ça va se faire », le directeur adjoint se montre catégorique. Quant à savoir si ça se fera en Creuse, il se montre juste confiant : « On n'a pas la garantie d'être servi, mais avec la notion d'hyper ruralité, la visite du ministre, je ne vois pas où serait la logique de ne pas l'être... » (1) Le travail de concertation avec les élus est en cours. Depuis le modèle de réflexion présenté le 21 mars, lors de la venue du ministre, un point d'accueil a été rajouté, à Aunay. La validation du projet définitif est prévue pour juin pour une mise

en œuvre du projet dès 2020. Quelques repères
La carte (non définitive)
Les accueils de proximité des finances publiques :
Saint-Sébastien, Dun-le-Palestel, Bonnat, Châtelus-Malvaleix, Boussac, Gouzon, Chambon-sur-Voueize, Bénévent-l'Abbaye, Ahun, Lavaveix-les-Mines, Chénérailles, Mainsat, Auzances, Bourganeuf, Felletin, Mérinchal, Royère-de-Vassivière, Crocq, La Courtine.
Les conseillers aux collectivités : la Souterraine, Genouillac, Boussac, Guéret, Bourganeuf, Aubusson, Auzances.
Service de gestion comptable : Aubusson, la Souterraine, Guéret.
Les services fiscaux : Guéret, Aubusson.
Les services départementaux et supra-départementaux : Guéret.

OCCITANIE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



LOCALE

SERVICE PUBLIC

Les impôts jouent la proximité

Suite aux annonces du ministère début juin, la direction des finances publiques des Hautes-Pyrénées a tenu à détailler les contours de son futur réseau de proximité qui va se mettre en place sur trois ans. Une concertation avec les élus et le préfet doit se tenir jusqu'en octobre pour peaufiner cette cartographie.

« Les réformes fiscales ont modifié nos missions, qu'il s'agisse du prélèvement à la source, de la suppression de la taxe d'habitation ou de la suppression partielle de la déclaration de revenus pour ceux qui ne la modifient pas, explique le directeur. Il y a moins besoin d'une présence physique pour la majorité des usagers. Mais aussi d'autres usagers qui ont des difficultés pour accéder au numérique. Et comme dans le même temps, les élus locaux ont des besoins accrus de conseil dans un contexte financier tendu. »

Des conseillers dédiés aux collectivités



Il s'agit aussi d'assurer la viabilité des petites trésoreries mises en péril par les vacances d'emploi. Conséquence : « Nous allons mettre un terme à notre stratégie de repli, en étant plus présent physiquement. »

Cinq nouveaux points de contact sont prévus (Bordères, Aureilhan, Barbazan-Debat et Juillan pour l'agglomération et Sarp) ainsi que des permanences dans les maisons de service au public et les futures Maisons France services. Au total, 23 communes bénéficieront d'un accueil de proximité.

Concernant les relations avec les collectivités, un service de gestion comptable en charge des missions réglementaires et purement administratives va voir le jour à Lannemezan et Tarbes (avec des antennes à Maubourguet et Argelès). La trésorerie hospitalière qui gère les finances des cinq établissements des Hautes-Pyrénées s'installera à Lourdes. Cela va permettre la mise en place, dans chaque intercommunalité, de conseillers pour l'assistance des élus et des secrétaires de mairie. « Ils leur proposeront une vraie mission d'expertise et d'accompagnement. »

Une réorganisation qui entraînera du mouvement parmi les 320 agents des finances publiques du département. « Moins de 10 % seront impactés, assure la direction qui tiendra compte des souhaits des agents, dans une approche bienveillante. » ■

par Andy Barréjot





Risque de fermeture du centre des impôts

La nouvelle répartition pourrait amener ce centre à n'ouvrir que ponctuellement. Tous les Langonnais et Langonaises, mais aussi tous les habitants de la région, ont franchi au moins une fois dans leur vie le seuil de cette administration, située à proximité de la trésorerie et de la bibliothèque. Le centre des impôts de Langogne permettait en effet aux contribuables de trouver une solution à leurs problèmes, et d'avoir une réponse à leurs questions. Depuis l'obligation de remplir sa déclaration d'impôt par internet, la fréquentation de cet espace administratif a permis une adaptation progressive des administrés aux techniques en ligne. Mais, on est loin du compte, la proportion des irréductibles reste

importante, 34 % des contribuables de la région ne savent pas remplir leur déclaration en ligne. La plupart de ceux qui ont décidé de s'adapter à la modernité, notamment dans les générations plus âgées, ont encore besoin d'être guidés et accompagnés. Or, il est fort probable, à en juger par la nouvelle proposition de l'administration concernant la répartition des antennes de centres des impôts de la Lozère, que l'antenne de Langogne ferme partiellement. Les agents vont en effet se déplacer plusieurs fois par semaine à Mende et l'antenne de Langogne ne serait ouverte que ponctuellement au public, pendant les périodes de déclaration d'impôts. Réduction de fonctionnaires Cette proposition, actuellement en

concertation pour quelques mois, ferait partie de la réforme de réduction des effectifs de fonctionnaires sur tout le territoire national. Saint-Chély-d'Apcher serait encore plus impacté, avec suppression des impôts et de la trésorerie. Même punition pour les départements voisins avec la suppression de la perception de Coucouron. La population langonnaise va donc devoir prendre l'habitude de faire cent kilomètres pour résoudre ses problèmes d'imposition, tout comme les agents de la perception. Correspondant Midi Libre : 06 72 11 89 06 Les agents de l'établissement public devraient aller travailler également à Mende.

■





LOCALE

IMPÔTS

Les services de l'Agglo ont pris rendez-vous avec la direction départementale des finances publiques.

Les services de l'Agglo ont pris rendez-vous avec la direction départementale des finances publiques. La raison ? L'an dernier, entre 1 et 2 M€ de recettes fiscales budgétisées par l'intercommunalité n'ont pas été collectés, a-t-on appris ce mercredi, à l'occasion du conseil d'agglomération, lors d'une intervention de Christian Raynaud, vice-président chargé des finances. Cet élu a haussé le ton à ce sujet, pointant une insitution « *qui ne fait pas son travail pour les communes mais pour l'État* ». Un manque à gagner pas neutre alors que le budget de cette intercommunalité dépasse les 120 M€.

Cette précision était apportée alors

que Jean-Luc Roux, délégué de Carcassonne, s'inquiétait du « *montant de la dette* » et de la faiblesse de la capacité d'autofinancement de l'intercommunalité. « *Je sais que les dotations globales de fonctionnement [NDLR, versées par l'État] ont baissé mais allons-nous continuer à ce rythme?* », s'est ému l'élu.



Outre la récupération de ces créances fiscales, l'Agglo compte aussi mieux assurer la collecte du versement

transport, une contribution dont doit s'acquitter chaque entreprise mais que certaines d'entre elles omettraient de verser.

Toujours au sujet du budget de l'Agglo, Gérard Larrat, vice-président et maire de Carcassonne, a rappelé l'état financier de l'intercommunalité en 2014. « *La situation était bien plus périlleuse* », a renchéri Régis Banquet, président, qui a toutefois admis qu'il fallait poursuivre les efforts pour augmenter la capacité d'autofinancement.

Laurent Costes ■





UNE CAHIER DEP

SERVICE PUBLIC

Suite aux annonces du ministère début juin, la direction des finances publiques des Hautes-Pyrénées

Suite aux annonces du ministère début juin, la direction des finances publiques des Hautes-Pyrénées a tenu à détailler les contours de son futur réseau de proximité qui va se mettre en place sur trois ans. Une concertation avec les élus et le préfet doit se tenir jusqu'en octobre pour peaufiner cette cartographie.

« Les réformes fiscales ont modifié nos missions, qu'il s'agisse du prélèvement à la source, de la suppression de la taxe d'habitation ou de la suppression partielle de la déclaration de revenus pour ceux qui ne la modifient pas, explique le directeur. Il y a moins besoin d'une présence physique pour la majorité des usagers. Mais aussi d'autres usagers qui ont des difficultés pour accéder au numérique. Et comme dans le même temps, les élus locaux ont des besoins accrus de conseil dans un contexte financier tendu. »



Des conseillers dédiés aux collectivités

Il s'agit aussi d'assurer la viabilité des petites trésoreries mises en péril par les vacances d'emploi. Conséquence : « Nous allons mettre un terme à notre stratégie de repli, en étant plus présent physiquement. »



Cinq nouveaux points de contact sont prévus (Bordères, Aureilhan, Barbazan-Debat et Juillan pour l'agglomération et Sarp) ainsi que des permanences dans les maisons de service au public et les futures Maison

France services. Au total, 23 communes bénéficieront d'un accueil de proximité.

Concernant les relations avec les collectivités, un service de gestion comptable en charge des missions réglementaires et purement administratives va voir le jour à Lannemezan et Tarbes (avec des antennes à Maubourguet et Argelès). La trésorerie hospitalière qui gère les finances des cinq établissements des Hautes-Pyrénées s'installera à Lourdes. Cela va permettre la mise en place, dans chaque intercommunalité, de conseillers pour l'assistance des élus et des secrétaires de mairie. « Ils leur proposeront une vraie mission d'expertise et d'accompagnement. »

Une réorganisation qui entraînera du mouvement parmi les 320 agents des finances publiques du département. « Moins de 10 % seront impactés, assure la direction qui tiendra compte des souhaits des agents, dans une approche bienveillante. » ■

par Andy Barréjot





Service public

Cinq trésoreries vont fermer dans l'Aude. Mais les points d'accueil de proximité vont passer de 21 à 28 dans le département « pour le maintien et le développement du service rendu aux usagers », rassurait dans nos colonnes jeudi Gérard Quintin, directeur départemental des finances publiques de l'Aude. « De la poudre aux yeux », répondaient les représentants syndicaux, pour qui il s'agit d'un nouveau coup porté aux services publics dans l'Aude ; ces points d'accueil proposeront selon eux des ser-

vices limités. Leur suspicion est légitime : le département, comme bien d'autres zones rurales, fait les frais de la disparition de bureaux de Poste, d'écoles, de gares, quand ce n'est pas le médecin retraité qui ferme son cabinet sans successeur... Et que dire de la gestion des urgences pour la Haute-Vallée pour cet été, qui a valu aux élus de manifester jeudi dernier leur désapprobation. À la Poste aussi, les syndicats tirent la sonnette d'alarme : la réorganisation des tournées va selon eux conduire à des dis-

tributions du courrier l'après-midi ou le lendemain. Sympa, pour les lecteurs de quotidien... Alors cette réforme pour les finances publiques, va-t-elle dans le bon sens ? Trop tôt pour juger mais la crainte est grandement compréhensible. Crainte qu'une fois de plus le rural fasse les frais des mesures d'économie imposées par l'État et que ces territoires deviennent encore moins attractifs. ■





LOCALE

FINANCES PUBLIQUES

Impôts : un service à la carte déployé d'ici fin 2022

En quoi consiste cette réforme nationale dans le Tarn ?

D'abord, pour l'heure, il s'agit d'une hypothèse de travail d'organisation concernant 5 à 10 % des 477 agents tarnais des services des finances publiques sur les trois prochaines années d'ici fin 2022. La réforme consiste principalement à augmenter le nombre de communes ou la DGFIP apportera un service de proximité aux usagers.

Quels sont ses objectifs ?

La carte actuelle tarnaise de présence des agents de service publics compte des lieux d'accueil répartis sur 14 communes. Des sites où nous sommes déjà joignables par internet, téléphonie ou messagerie. L'objectif au national vise à atteindre une hausse de points d'accueil équivalente à plus de 30 %. Dans le Tarn, ce total de 14 communes devrait plus que doubler pour passer de 14 à 31 points d'accueil où le public pourra être reçu par des fonctionnaires des finances publiques. On veut augmenter la qualité du service public et du service rendu. Se montrer plus disponibles et proches vis-à-vis des particuliers.

Cette réforme implique aussi des changements dans vos services aux collectivités locales ?

On désire aussi accroître nos services auprès des collectivités locales. Ac-

tuellement, on conseille déjà les élus locaux. Le trésorier apporte un appui à la confection des budgets. On veut scinder gestion et conseil avec un agent affilié à l'année dans la majorité des 14 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Tarn. On va les libérer des tâches de gestion et de management. On veut qu'il fasse plus en matière d'analyses financières, de réglementations, de gestion des régies, de fiscalité directe locale.

Vous avez pris en compte la situation des personnels concernés ?



On se donne une visibilité sur trois ans. On est entré en phase de concertation avec l'ensemble des personnels jusqu'à octobre 2019, pour une validation au national d'ici la fin de l'année et un déploiement progressif d'ici fin 2022. Cette réforme prend évidemment en compte la situation des personnels. Pas de mobilité forcée. On ne va pas déplacer les gens du nord au sud et de l'est à l'ouest. Il y aura des aides à la mobilité ou prime pour ceux qui verraient leurs temps de trajet allongés. Les futures implantations correspondent aux lieux de vie des personnels.

Comment allez-vous fonctionner ?

Dans le Tarn, pour l'heure, on a quinze trésoreries et quatre services des impôts des particuliers (Gaillac, Albi, Castres et Mazamet).

Après cette réforme, la partie gestion des collectivités locales qui se trouvait dans ces 15 trésoreries sera répartie entre Albi, Gaillac et Castres.

En matière de fiscalité, la gestion pure doit passer de Gaillac, Albi, Castres et Mazamet aujourd'hui, à Albi et Castres avec une antenne à Carmaux d'ici fin 2022.

On cible des permanences calibrées liées à des données de fréquentation connues.

L'idée, c'est d'avoir un agent des finances publiques en capacité de régler 80 % des situations. Douze nouvelles communes vont d'ailleurs voir le retour d'un accueil de proximité.

Tous les cantons ruraux du Tarn (23) seront représentés sur cette nouvelle carte.

Plutôt que d'attendre que l'utilisateur vienne à nous, nous allons à lui pour résoudre l'objectif du président Macron d'un accueil administratif à moins de 30 minutes du citoyen. ■

Propos recueillis par J.R.





LOCALE

EN PLEINE RÉFORME

Les finances publiques ?se repositionnent sur le Lot

Les finances publiques revoient leur organisation sur le territoire. En pratique, cela se traduira par 38 communes du Lot qui disposeront d'un accueil de proximité, contre 35 actuellement.

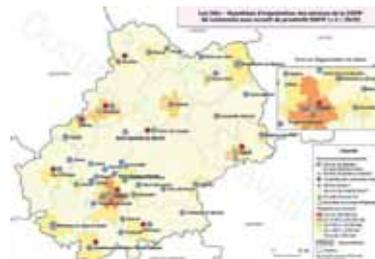
Alors qu'une concertation sur ce nouveau maillage des services fiscaux est lancée auprès des partenaires et collectivités locales, Gérard Vixège, directeur adjoint de la DD-FIP, et Christine Margerit, administratrice adjointe des finances publiques, ont dévoilé ce nouveau schéma cette semaine.

En résumé, il acte la fin de toutes les trésoreries publiques à Saint-Céré, Gramat, Lacapelle-Marival, Figeac, Gourdon, Cœur de Causse, etc., au profit de dispositifs plus ciblés et spécialisés, comme le détaillent nos interlocuteurs de la direction départementale des finances publiques du Lot. « C'est une organisation différente qui nous permettra de concentrer et dématérialiser toutes les tâches non visibles par le public pour gagner en efficacité et en rapidité de traitement. Ensuite, elle va permettre de développer une nouvelle offre de services en multipliant les sites où un accueil physique de proximité sera assuré pour les usagers ».

Ce sont ces fameux 38 « points de

contact » où les Lotois pourront rencontrer un agent de la DGFIP, sur le principe voulu par le gouvernement d'une Maison France services dans chaque canton de France.

Le Lot conservera deux services des impôts aux particuliers, à Cahors et Figeac, et une présence permanente assurée à Gourdon. Pour le reste il s'agira donc de lieux d'accueil avec le car des services publics ou les MSAP (maison de services au public), etc.



« Concernant les collectivités locales, cette évolution des finances publiques départementales viendra renforcer les centres de gestions comptables qui réuniront des équipes plus étoffées et un encadrement plus fort, afin aussi de dynamiser nos capacités et nos conseils en matière financière, fiscale et comptable », souligne Gérard Vixège.

En conséquence, quatre services de gestion comptables dédiés à la tenue des comptes des collectivités locales seront positionnés à Saint-Céré,

Gourdon, Cahors et Figeac. « Cependant, des conseillers aux collectivités locales seront installés à Salviac, Gourdon, Cœur de Causse, Souillac, Lalbenque, Castelnau-Montratier-Sainte-Alauzie et Puy-l'Évêque, pour être au plus près des sièges des communautés de communes ». Une trésorerie hospitalière sera également créée pour les établissements de santé.

Enfin, en direction des entreprises, leur service dédié sera basé à Cahors. Mais compte tenu de l'enjeu industriel, le nord-est du Lot disposera d'une antenne à Figeac.

Ce nouveau maillage proposé fait donc l'objet d'une phase de concertation qui va se décliner jusqu'au mois de septembre, et dont la mise en œuvre prévue tout au long des trois années à venir, sera révisable en fonction des besoins identifiés.

Notez que l'an prochain, la DGFIP expérimentera le réseau « Zéro cash », un réseau d'encaissement de paiement en numéraire qui pourra se faire hors des accueils des finances publiques du Lot.

l'essentiel t ■

par *Laetitia Bertoni*

Quid des 260 agents lotois

Les fonctionnaires des finances publiques ont déjà à plusieurs reprises fait connaître leurs inquiétudes vis-à-vis des diverses transformations et réformes prévues. Gérard Vixège assure de son côté que celles-ci « visent à renforcer la qualité du service public. Elles prennent aussi en compte les agents, qui seront accompagnés pour que chacun trouve sa place dans la nouvelle organisation. Il n'y aura pas de mobilité forcée et des aides sont prévues pour ceux qui auraient des temps de trajet allongés ».





Finances publiques. Le Département inquiet de la future réorganisation

Si la présentation et l'adoption du compte administratif 2018 constituaient hier le gros morceau à l'ordre du jour de la réunion plénière du conseil départemental (lire ci-dessous), c'est un autre sujet qui a donné le plus à discussion : la réforme à venir des Directions départementales des finances publiques (DDFIP). Le 6 juin dernier, le ministre de l'Action et des Comptes publics a sollicité les collectivités territoriales de l'Aveyron afin d'engager une réflexion « pour adapter au plus près des citoyens le réseau actuel de la DDFIP ». Derrière cette « invitation », les élus ne font guère d'efforts pour cacher une certaine inquiétude, même si, selon le ministère, « la nouvelle organisation pourrait se traduire par une présence de la DDFIP dans 36 communes aveyronnaises, soit 9 de plus qu'actuellement ». Deux motions présentées. Sauf que la nature de cette « présence » interroge. Pour les personnels de la DDFIP, dont un

certain nombre était présent hier dans l'hémicycle du conseil départemental, « la pseudo-concertation de 4 mois » voulue par le gouvernement ne ferait que masquer un « démantèlement programmé », à rapprocher des nombreuses fermetures de trésorerie déjà actées aux quatre coins du département. Une position « alarmiste » reprise par Bertrand Cavalerie, conseiller départemental de Capdenac (PS), pour qui « des dizaines d'emplois sont menacées, sans parler de la dégradation des services à la population et aux collectivités ». Le conseil départemental, par la voix de son président Jean-François Galliard, sans aller aussi loin dans les projections négatives, affirme qu'il sera « très vigilant et très attentif » dans la démarche de dialogue qui va s'ouvrir. Pour peser dans ce débat, la collectivité territoriale a adopté une motion, en appelant le gouvernement à

ne pas distendre les liens établis entre collectivités et trésoreries ; au maintien des contacts physiques (et pas seulement numériques) entre les agents de la DDFIP et le public (élus, particuliers, entreprises) ; à une « véritable concertation » ; à une équitable répartition des points d'accueil du public sur le territoire ; à être attentif aux préoccupations des personnels des services concernés... Cette motion, présentée par la majorité départementale, a été adoptée par 36 voix contre 10 à l'opposition. Une opposition qui a présenté et déposé, elle aussi, sa propre motion. Majorité et opposition ont bien essayé de bâtir un texte commun, mais sans succès. f.c. Le débat sur le sujet, souhaité par le ministère de tutelle, ouvre la porte à de nombreuses interrogations. Le conseil départemental entend être « vigilant ».

■





Vœu. Soutien au centre des finances

Si deux délibérations ont été retirées de l'ordre du jour de ce conseil municipal de juin, une a été rajoutée au dernier moment. Un vœu sur le centre des finances publiques dont les élus ont appris les menaces sur la suppression de trois services (impôts des entreprises, impôts fon-

ciers et gestion comptable de l'hôpital) et sur les emplois (13 sur 35). Un vœu adopté à l'unanimité, dans lequel « le conseil municipal de Villefranche-de-Rouergue s'émeut de voir une nouvelle fois Villefranche touchée par un affaiblissement d'un service public essentiel et demande à la

direction départementale des Finances publiques de l'Aveyron (DD-FIP) de réexaminer la solution envisagée, de façon à ne pas pénaliser le fonctionnement et le rôle du service public des finances de Villefranche-de-Rouergue ». ■





Les finances publiques se rapprochent de l'utilisateur

Jean-Michel Poux, Directeur Départemental des finances publiques du Tarn et Garonne, tenait à présenter le projet de réorganisation du réseau de proximité des finances publiques :

PASSER D'UNE PRÉSENCE DANS 18 COMMUNES À UN ACCUEIL DE PROXIMITÉ DANS 30 COMMUNES

« L'objectif principal est d'augmenter très largement le nombre de communes où la DGFIP apportera un service de proximité aux usagers. Au niveau national, les propositions faites par la DGFIP conduisent à augmenter de plus de 30 % les communes bénéficiant d'un point de contact, en ce qui concerne le Tarn-et-Garonne, la proposition mise sur la table de la concertation vise à passer d'une présence actuelle dans 18 communes à un accueil de proximité dans 30 communes (+67%), avec une présence dans 12 communes de plus parmi celles de moins de 3500 habitants, et une présence en ZRR (Zone de Revitalisation Rurale) qui passe de 12 à 17. Dans chacun de ces accueils, il sera possible d'échanger avec un agent de la DGFIP. Cette démarche contribue ainsi à la politique du Gouvernement de développement dans chaque canton d'une maison France services qui associera la DGFIP. Loin de se contracter, la présence de la DGFIP dans les territoires, notamment ceux qui sont éloignés du service public, va se développer très fortement. »

ACCROÎTRE LA QUALITÉ ET LA PROFONDEUR DU SERVICE PUBLIC RENDU

Le but premier de la réforme est bien d'accroître la qualité et la profondeur du service public rendu : - tant aux usagers qui pourront bénéficier de tous les canaux de contact (internet, téléphone mais aussi physique, dans un nombre plus important de points de contact) pour réaliser leurs démarches et poser leurs questions ; - que le service aux collectivités territoriales : les missions traditionnelles de dépenses et de recettes de la comptabilité publique continueront à être exercées dans des centres de gestion comptables renforcés, concentrant les tâches qui peuvent l'être, s'appuyant sur des équipes plus étoffées et un encadrement plus fort. Ces services continueront à accueillir du public.

Corrélativement, les capacités d'appui et de conseil en matière financière, fiscale et comptable au service des collectivités, notamment les plus petites, seront renforcées par l'affectation, au plus près des territoires, de cadres spécialement formés et entièrement dédiés à cette activité. Cette mission de conseil ira bien au-delà de ce qui se fait actuellement. Le conseiller n'attendra pas que la collectivité se manifeste mais il ira au-devant d'elle, il sera sur le terrain en contact et ne fera que cela, du conseil.

UNE CONCERTATION

LARGE ET APPROFONDIE

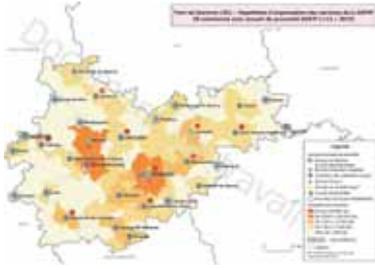
C'est donc une profonde transformation, un changement d'état d'esprit qui est proposé par la DGFIP avec une vision à trois ans, et grâce à une concertation ouverte pendant plusieurs mois dans chaque département avec les préfets, les élus, les agents et leurs représentants. La carte cible n'est donc en rien arrêtée aujourd'hui et prendra en compte les retours de cette concertation. Si cette réforme vise d'abord à renforcer la qualité du service public, elle prend également en compte les agents qui seront accompagnés pour que chacun trouve sa place dans la nouvelle organisation.

M. Poux précise : « La concertation, large et approfondie qui se déroulera jusqu'à l'automne, permettra à chacun de s'approprier le schéma proposé et de le faire évoluer s'il y a lieu. De nombreuses réunions avec les élus et les agents se sont tenues, ou sont programmées dans les tout prochains jours. Des propositions d'évolutions sont déjà en cours d'examen.

» ■



M. Jean-Michel Poux et M. Xavier Deny



Le projet de carte cible

par Mila





La trésorerie guettée par un nouveau chamboule-tout six mois après son arrivée

Le président du Béarn des gaves et maire de Sauveterre Jean Labour a exprimé sa colère contre le projet de réorganisation du réseau des finances publiques vendredi soir devant les élus communaux. Une colère exacerbée par le fait que sa commune a investi pour permettre son emménagement.

A peine aménagée au goût de ses nouveaux locataires, la trésorerie du Béarn des gaves installée dans la rue du Temple à Sauveterre est déjà partie pour participer au prochain chamboule-tout sur la carte des services publics. Devant le conseil communal du Béarn des gaves réuni vendredi soir, le président Jean Labour s'est en effet élevé contre le projet présenté début juin par la Direction départementale des Finances publiques (DDFIP) au président de l'association des maires du 64. Une « hypothèse d'organisation » selon les documents adressés aux élus, mitonnée suite aux annonces effectuées par le Président de la République à l'issue du Grand débat.

Réforme à l'horizon 2022

« Cela fait six mois qu'ils y sont... Et maintenant, ils nous disent qu'ils vont partir en 2022 », s'est ainsi agacé le maire de Sauveterre, d'autant plus remonté que sa commune y a mis de sa poche pour offrir un logis

cosy aux fonctionnaires. « Cette trésorerie, nous ne l'avons jamais demandée à Sauveterre : c'était une demande de la DDFIP, pour être plus au centre du territoire. Nous avons mis 170 000€ pour les accueillir. Des demandes, ils en avaient ! Inutile de dire que cela m'énerve : on va se retrouver avec un bâtiment vide ! », a-t-il continué.

Dans le courrier adressé aux élus par la directrice départementale Marie-José Guichandut, agrémenté d'une missive du ministre des Comptes publics Gérald Darmanin, il n'est pourtant de prime abord pas question de fermeture. Mais plutôt de renforcement du maillage. De 29 communes dotées dans le département d'une antenne des Finances publiques, ce chiffre passerait ainsi à 34. La nature des services hébergés serait en revanche revue. De trésorerie, Sauveterre deviendrait ainsi un « accueil de proximité », avec présence de « conseillers des collectivités locales ». Sans plus de précisions sur ce que recouvrent exactement lesdits services.

« Ils vont recevoir uniquement sur rendez-vous », prophétise Jean Labour.

Les contours de cette réforme devraient cependant se préciser dans les prochains mois. Selon le courrier de la directrice départementale, le courrier ministériel « marque le point de départ d'une concertation de quatre mois », avec plusieurs réunions à la clé. D'ici octobre, la dame risque donc d'entendre parler de Sauveterre.

ARNAUD ROSSIGNON—iorthezpp@pyrenees.com

La trésorerie du Béarn des gaves devrait être transformée en accueil de proximité selon le préprojet bâti par la direction des finances publiques. © A.R. ■

par Arnaud Rossignon—iorthezpp@pyrenees.com



PAYS DE LA LOIRE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS

Impôts : les trésoreries de Conlie et Fresnay menacées de fermeture d'ici 2022 !

L'augmentation d'accueils de proximité dans le département s'accompagnerait de la fermeture de neuf trésoreries en Sarthe dont Conlie et Fresnay d'ici 2022.

Le 18 juin dernier, le directeur départemental des Finances publiques, Thierry Pourquoiier, envoyait aux élus du département de la Sarthe un courriel annonçant le lancement d'une grande concertation « jusqu'en octobre prochain » selon ses propres termes « sur l'augmentation des services locaux des finances publiques implantés dans le département. Ainsi, et c'est ce qui fera l'objet de la concertation, il est proposé que les services locaux des finances publiques aujourd'hui présents dans 12 communes, soient demain présents dans une vingtaine de communes de notre département (dont Sillé-le-Guillaume qui n'a plus de centre de finances publiques Ndlr). » Et ce, « en lien avec la mise en place des futures Maisons France Services. » Thierry Pourquoiier annonce également la création « de douze emplois de conseillers aux collectivités locales qui seront installés dans les établissements publics de coopération intercommunale (autrement dit les communautés de communes de la Sarthe hors communauté urbaine – il y en a 15 Ndlr) pour apporter leur conseil aux communes membres. »

Lire aussi : Fresnay-sur-Sarthe : les logements labellisés Habitat Senior Services bientôt prêts

À ce sujet, le site de Conlie deviendrait avec La Ferté-Bernard et Sablé-sur-Sarthe l'un des trois centres départementaux de collectivités locales.

« Discussions jusqu'en octobre »

Selon ses dires, « les nouveaux accueils de proximité pour le public prendront place dans ces fameuses Maison France Services, dans des mairies ou des postes pour accueillir les usagers sur rendez-vous, de façon plus confidentielle, afin d'apporter une réponse précise aux problèmes rencontrés par nos concitoyens. » Il précise à dessein que « tout cela n'est pour le moment qu'un projet et que les discussions dureront jusqu'en octobre. L'heure est à la discussion, notamment avec les élus concernés. » A priori, on parle donc d'un maillage plus dense de ce service public.

Tout pourrait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Seulement voilà, cette réorganisation s'accompagnerait d'ici 2022 de la fermeture au public de neuf trésoreries existantes en Sarthe dont celles de Conlie et

Fresnay-sur-Sarthe ! Tout serait concentré au Mans.

« Une baisse des services publics »

Autant dire que les syndicats n'ont pas vraiment la même lecture de ce dossier d'envergure que le directeur départemental des Finances publiques. Pour

Franck Roullier, secrétaire du syndicat Solidaires qui parle au nom de l'inter-syndicale Solidaires-FO-CFDT-CGT 72, « quand on parle de projet, c'est que tout ou presque est déjà arrêté. On discutera simplement de la couleur du papier peint. Avec la suppression des trésoreries et la mise en place des accueils de proximité sur rendez-vous, c'est une baisse des services publics. C'est une façon de fonctionner à moindre coût. Je rappelle que depuis 2002, nous avons perdu 15 sites en Sarthe. Quand les gens viennent spontanément à un guichet de trésorerie, ils ont des questions à tiroirs. Ils voient quelqu'un et repartent avec le problème résolu. Sur rendez-vous, l'agent envoyé pourra-t-il répondre aux interrogations spécifiques de l'usager ? Quant au rendez-vous pris dans le cadre d'une déclaration de revenus par exemple, interviendra-t-il rapidement ? Car une semaine plus tard, ce sera peut-être trop tard. Même s'il y a Internet, le prélèvement à la source et la suppression de la taxe d'habitation, les trésoreries gardent leur raison d'être. »

Interpeller les élus

Les syndicats n'envisagent pour le moment pas d'action particulière. Ils entendent surtout en premier lieu interpeller les élus.



<https://static.actu.fr/uploads/2019/06/25614-190626113406721-0.jpg>

La trésorerie de Conlie deviendrait l'un des trois centres de traitements des collectivités locales de la Sarthe. Mais elle fermerait ses portes au public..

par Pascal Audoux



Menace de fermeture des Trésoreries de Conlie et Fresnay-sur-Sarthe : « C'est du déménagement du territoire ! »

Certains maires du territoire sont vent debout contre l'annonce de la fermeture des trésoreries de Conlie et de Fresnay-sur-Sarthe (Fresnay) à l'horizon 2022.

On l'imagine aisément, les maires concernés par la menace de fermeture des trésoreries de Conlie et Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe) sont vent debout contre ce projet. À commencer par Fabienne Labrette-Ménager, maire de la commune nouvelle de Fresnay-sur-Sarthe qui n'a pas l'habitude de faire dans la langue de bois. « Je ne comprends pas la finalité de ce projet. On parle de plus de proximité et on ferme des trésoreries. Ce n'est pas de l'aménagement du territoire mais du déménagement du territoire ! Nous n'aurons bientôt plus de services dans le Nord-Ouest du département. Tout va se concentrer sur Le Mans. On délaisse les zones rurales. Je peux comprendre qu'il y ait des évolutions avec la dématérialisation ou la suppression de la taxe d'habitation. Mais les gens fréquentent toujours autant les trésoreries. Pour les communes, l'État enlève un service qui est obligatoire pour les budgets, certifiés par le Trésorier, pour le CCAS, le Foyer-Logement ou l'Ehpad de Fresnay, qui, je le rappelle, est le plus important de la Sarthe. »

Lire aussi : Fresnay-sur-Sarthe : les logements labellisés Habitat Senior Services bientôt prêts

« Pas récompensés de nos efforts »

Fabienne-Labrette-Ménager rappelle « qu'en son temps, la Communauté de communes des Alpes Mancelles avait créé en 1995 une Maison des Services au Public (MSAP) afin de maintenir les services publics. Depuis, on a perdu l'Équipement, la Sécurité sociale et la CARSAT. Nous mairie ne sommes pas récompensés de nos efforts. Nous ouvrons au public pour compenser ces fermetures le samedi et le mardi jusqu'à 19 heures. » L'élue revient également concrètement sur ces fameux rendez-vous à prendre dans les futurs accueils de proximité. « Est-ce que le rendez-vous sera dans les 48 h comme on le fait nous en mairie ? Si c'est dans un mois et demi je ne vois pas l'intérêt. »

Même tonalité du côté du maire de Saint-Ouen-de-Mimbré, Jean-Louis Clément, dont le franc-parler n'est plus à prouver. « La Communauté de communes des Alpes Mancelles avait créé une MSAP afin de garantir pour la population le maintien des services publics. Aujourd'hui, l'État la vide encore un peu plus. Elle va devenir une coquille vide. Nos efforts ne sont décidément pas récompensés. Nos concitoyens sont de plus en plus isolés. Ce n'est pas supportable et c'est même un scandale. Les nouveaux accueils de proximité n'offriront pas la même qualité de service. »

« Des emplois et des services publics »

Le ton est un peu plus mesuré chez Dominique Amiard, maire de Cures et Conseiller régional. Mais le jugement sur le fond est tout aussi cinglant. « Je ne suis pas favorable à la concentration de mégatrésoreries comme cela est projeté sur Le Mans (il resterait selon l'intersyndicale la trésorerie spécifique pour l'hôpital du Mans, celle du Mans Ville et la Paierie départementale Ndlr). C'est un bien mauvais exemple d'aménagement du territoire. Les habitants ont besoin de proximité tout comme les élus dans le domaine du conseil et de l'accompagnement dans la gestion des collectivités. »

Celui qui est également professeur d'université docteur ès géographie et Aménagement du territoire pointe du doigt le changement toujours plus rapide des règles du jeu. « Cette rationalisation se fait de plus en plus rapidement. Nous avons déjà eu quinze suppressions de trésoreries depuis 2002. Je pensais que cela se calmerait. Je constate le contraire. La dématérialisation ne peut pas répondre à tous les besoins de la population. On ne peut pas sacrifier des pans entiers de nos territoires. On ne peut pas tout mettre dans les métropoles au nom de la mondialisation. Pour que le monde rural fonctionne, il faut des emplois mais aussi des services publics. »

Une réunion le 1er juillet 2019

Et Dominique Amiard de révéler que le directeur départemental des Finances publiques rencontrera les dirigeants de l'Association des maires de la Sarthe le 1er juillet. « Je ne manquerai pas de lui demander d'éclairer notre lanterne sur ce projet de réorganisation. » On n'en doutera pas une seule seconde.



<https://static.actu.fr/uploads/2019/06/25614-190626115839364-0.jpg>

Fabienne Labrette-Ménager: « On délaisse les zones rurales. ».

par Pascal Audoux



PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat général  DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



Impôts : " Un accès à moins de 30 mn de son domicile "

Dès l'année prochaine, la direction départementale des Finances publiques va commencer à renforcer sa présence dans le département, au bénéfice des contribuables et des élus

Cela ne va pas se faire du jour au lendemain. Mais le processus se met en marche. À partir de l'année prochaine, et plus encore en 2021, la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) renforce sa présence dans les territoires qu'elle gère. En milieu urbain et dans les zones du moyen et du haut pays. " *Cela se traduira par une densification de nos accueils*, précise le directeur départemental des Finances publiques, Claude Brechard. *Le choix d'implantation sera le canton, avec un accès de chaque usager au service public de la DGFIP à moins de 30 minutes de son domicile.* "

Des centres vont-ils disparaître ou se regrouper ?

Non. Partout où nous sommes présents, nous continuerons à l'être. Ce sera le cas pour les deux centres de Nice (Cadei et Paillon), Menton, Cagnes-sur-Mer, Antibes, Cannes, Grasse, Valbonne, Le Cannet.

Et pour les trésoreries rurales ?

Aucun point de contact où la DGFIP est actuellement présente ne sera abandonné. Au contraire. De 24 points d'implantation, nous passons à 33 avec, à terme, la création des sites suivants : L'Escarène, Mandelieu-la-Napoule, Roquesteron, Saint-Auban, Saint-Laurent-du-Var, Sospel, Vallauris, Villars-sur-Var, Ville-neuve-Loubet.

Quelque chose en milieu urbain ?

Deux futures créations à Nice, dans

les quartiers prioritaires de la ville : Les Moulins et L'Ariane.

Quelles seront les missions de ces antennes ?

Être là au moment de la campagne de déclaration d'impôt, recevoir les avis d'imposition, etc.

Qui va tenir ces points ?

Nous allons former des agents pour répondre aux questions, accueillir sur place en privilégiant l'accueil sur rendez-vous. Si le cas est complexe, on aura des liaisons en " visio " ou par téléphone avec nos centres principaux.

S'agit-il de recrutements ?

Non, mais d'agents qui seront redéployés.

Les élus vont-ils profiter de ce renforcement dans les territoires ?

Tout à fait. Une de nos compétences est la tenue de la comptabilité des collectivités locales. Cela consiste à contrôler et payer les dépenses, à recouvrer les recettes. Mais la DGFIP a aussi pour rôle d'assurer le conseil aux élus.

C'est-à-dire ?

Souvent accaparés par des opérations de gestion très chronophages, les trésoriers n'ont pas toujours le temps d'assurer le conseil indispensable aux élus. C'est la raison pour laquelle le ministre du Budget a décidé de

créer des emplois de cadres supérieurs de " conseillers aux collectivités locales ".

Comment seront-ils nommés ?

Ils seront choisis par le directeur départemental, donc moi en l'occurrence pour les Alpes-Maritimes, parmi les cadres existants déjà, en fonction de leurs compétences. Il s'agit, là encore, d'un redéploiement. Ces cadres seront formés.

À quoi précisément ?

À diverses fonctions : assistance à l'élaboration des budgets, fiabilisation des bases d'imposition, élaboration d'analyses financières ou de projets d'investissements.

Combien seront-ils ?

Ils seront neuf cadres implantés dans les territoires.

De quelle manière allez-vous expliquer tout cela aux maires et aux élus ?

Trois réunions sont d'ores et déjà prévues : le 5 juillet, à la mairie de Menton, le 11 juillet au Centre universitaire méditerranéen de Nice, le 12 juillet, à la maison des associations d'Antibes.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINE RINAUDO ■



Le directeur des Finances publiques,
Claude Brechard. (Photo C. R.)





Finances publiques : un nouveau réseau avec une accessibilité renforcée

Coup de projecteur avec le directeur des finances publiques du Var, Pascal Rothé, sur la création d'un "réseau de proximité" qui invite à repenser les trésoreries telles qu'on les connaissait.

En quoi consiste, pour les Varois, ce futur réseau de proximité de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) initié par le ministre Darmanin ?

Il faut partir du cadrage national qui tend à promouvoir un nouveau regard sur l'implantation territoriale des services de l'État fondé sur la logique de proximité du service public. Soit d'un point de vue humain, soit d'un point de vue technique en utilisant les canaux modernes : Internet, téléphone, etc.

L'utilisateur y trouvera-t-il son avantage ?

Nous sommes sur une logique qui privilégie la qualité et l'accessibilité du service. Pas sur une logique de fermetures de trésoreries ou de coup de rabot comme précédemment. Là, on change l'ADN de la DGFIP dans sa relation avec ses usagers. Depuis juin, nous sommes engagés dans une profonde démarche de concertation qui s'étendra au moins jusqu'en octobre pour présenter la philosophie et la perspective du réseau tel qu'il pourrait être mis en œuvre à compter de 2022 dans le Var, comme partout ailleurs.

Cela concernera-t-il tous les publics ?

Oui. Que ce soient les particuliers, les entreprises ou les élus locaux. Tous

sont aussi importants. L'idée est de faire en sorte que l'utilisateur ait des réponses beaucoup plus rapides sans forcément être obligé de se déplacer ou d'avoir une partition de ses déplacements pour régler un problème.

Qu'allez-vous retirer de la concertation ?

Une proposition de nouveau réseau avec une carte indicative mais non finalisée qui met en valeur le fait que l'on va démultiplier le nombre de points de contacts pour nos publics. Pour les particuliers, partant du principe que l'on a moins d'un Français sur dix qui se déplace dans les trésoreries, au lieu d'avoir une répartition entre des gros services des impôts telle qu'on la connaît actuellement, nous allons les revoir et les transformer en points de contacts. C'est-à-dire la garantie dans toutes les villes où il y a des trésoreries qui ne sont pas dans les six ou sept principales villes, d'avoir un rendez-vous avec une personne physique.

Comment cela se traduit-il en chiffres ?

Dans le Var, nous allons dépasser de plus de 30 %, voire 40 %, le nombre d'implantations par rapport à ce que l'on connaît aujourd'hui. Au-delà de ces points de contacts, nous avons fait une expérimentation qui marche. À savoir mettre en place des points de contact distanciels en mairie, en partenariat avec quatre élus, pour traiter les questions sans déplacement de l'utilisateur ou par visioconférence si besoin. Et ça marche ! Il s'agit d'aller au-devant de l'utilisateur dans l'ensemble du département et d'être présent là où nous n'avions ja-

mais mis les pieds.

Que dites-vous aux agents "troublés" par cette mutation ?

Nous sommes dans une logique de protection et d'accompagnement vers un plus de nos agents en tenant compte de leur situation personnelle. Le seul centre varois qui pourrait être remis en cause à l'horizon 2021-2022 est celui de Saint-Tropez. C'est une remise en cause raisonnée car il faut voir à la fois la fréquentation et les conditions d'accès du site. Parallèlement, si vous êtes agent et que vous voulez vous installer à Saint-Tropez, ça coûte cher et donc nous avons aussi du mal à affecter des gens sur cette trésorerie.

Pour le reste, nous développons ces points de contact en lieu et place de trésoreries dites de plein exercice mais qui n'assuraient plus le service en tant que tel, car il y a une évolution de fond des attentes de nos concitoyens, ajoutée à la dématérialisation des actes, les dispenses de déclarations pour certains, la suppression de la taxe d'habitation, etc.

Tout cela va considérablement dégonfler nos services. D'où cette profonde refonte, nécessaire et réfléchie.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT AMALRIC ■



LA REUNION



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

secrétariat  général DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



300 emplois menacés à La Réunion ?

SYNDICAT. Le syndicat Solidaires tire la sonnette d'alarme. Alors que le gouvernement avance sur la réforme des finances publiques, le syndicat s'inquiète des conséquences pour La Réunion. *“Au niveau national, des annonces ont été faites avec la disparition programmée de la moitié des Services impôts particuliers (SIP) et entreprises (SIE)”*, explique Magali Billard, secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques. Des bouleversements à venir qui se sont réalisés dans le plus grand “secret” selon le syndicat. *“Il n'y a eu aucune concertation avec les organisations syndicales. Tout s'est décidé entre 4 ou 5 personnes pour sceller l'avenir des finances publiques”*, poursuit-elle. Et les conséquences pour-

raient être problématiques pour notre département. *“Les trésoreries pourraient être remplacées par des points de contact”*, assure Magali Billard. Des points installés dans les mairies ou CCAS. *“Une seule personne pourrait les tenir et dans certains, il ne s'agirait que de bornes informatiques.”* Cette disparition des trésoreries combinées à la fermeture des SIP et SIE pourraient entraîner la suppression de 300 postes à La Réunion. Une décision incompatible avec la situation réunionnaise. Le manque de fonctionnaires a toujours été pointé du doigt par le syndicat pour faire face à l'afflux du public dans les différents centres des impôts. Mais pour le moment, cette réforme ne concerne que la métropole. Elle est

encore suspendue pour les départements d'outre-mer, soumis à une décision ministérielle. *“Nous ne voulons pas rester silencieux face à cette situation invraisemblable. L'opacité est telle sur cette réforme que nous ne pouvons pas rester les bras croisés”*, conclut Magali Billard. Dans les prochaines semaines, le syndicat Solidaires va interpeller officiellement les élus réunionnais sur cette situation. J.D ■

Le syndicat Solidaires dénonce la réforme des finances publiques à venir (photo d'archives JD).

Le syndicat Solidaires dénonce la réforme des finances publiques à venir (photo d'archives JD).



Impôts : la moitié des sites d'actuel pourrait fermer

Des "points de contact" plutôt que des sites d'accueil spécialisés, près de 400 emplois menacés, et des difficultés à trouver des informations pour les contribuables, c'est le tableau que dépeint le syndicat Solidaires Finances Publiques si la réforme annoncée devait passer.

L'inquiétude de Solidaires Finances Publiques. Le syndicat tire la sonnette d'alarme face à la restructuration de la Direction générale des finances publiques. La réforme annoncée par le ministère des finances pourrait avoir de lourdes conséquences, selon lui.

Et pour cause, il estime que d'après les premières cartographies des départements pilotes que sont la Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne, cette réforme prévoit notamment la disparition de la moitié des Services des Impôts aux Particuliers et également la moitié de ceux dédiés aux entreprises.

Pour les remplacer, des points de contact seraient créés en plus grand nombre. Une tromperie selon le syndicat qui prévient : "la qualité du service ne sera plus la même". Dans notre île où les trésoreries sont déjà implantés par rapport à la population.

Plus de "points de contact"

Qu'est-ce qu'un "point de contact" ? Cela peut-être une borne informatique, ou encore un accueil de proximité assuré par un agent de la DGFIP ou d'un autre service public. Il se peut même que ce service soit assuré par des contractuels qui n'ont pas la connaissance du code général des impôts.

Au final, les particuliers ne seront pas assurés d'avoir les réponses à leurs questions lors de leur déplacement et c'est ce que dénonce le syndicat à travers la mise en place de ce dispositif. Pour ses représentants, les conséquences seront importantes dans l'île où l'accueil physique des contribuables répond à la fracture informatique.

Près de 400 emplois menacés

Livrés à eux-mêmes, les particuliers risquent d'accumuler les erreurs et en payer les conséquences sur leurs impôts. Autre impact, cette fois sur le personnel des trésoreries. Fermer la moitié des sites reviendrait aussi à diminuer les effectifs. A la Réunion, où il y a 837 agents, ce sont près de 400 postes qui risquent de disparaître.

Pour Magali Billard, secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques Réunion, il s'agit là purement et simplement d'une opération de communication de l'Etat face aux demandes des Gilets Jaunes. Une opération vouée à l'échec car ce ne sera pas un service de qualité, mais plutôt un accueil low-cost, dit-elle.

Le syndicat s'apprête donc à interpeller les élus locaux, comme l'ont fait les syndicats de certains départements de l'Hexagone.



https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/sites/regions_outremer/files/styles/top_big/public/assets/images/2019/06/29/impots_ipr-1114978.jpg?itok=1AWe-QrO

© IPR.





francetvinfo.fr - 29 juin 2019

la1ere.francetvinfo.fr/reunion/impots-moitie-sites-actuel-pourrait-fermer-726172.html

IMPÔTS : LA MOITIÉ DES SITES D'ACTUEL POURRAIT FERMER

RÉUNION 1ÈRE Des "points de contact" plutôt que des sites d'accueil spécialisés, près de 400 emplois menacés, et des difficultés à trouver des informations pour les contribuables, c'est le tableau que dépeint le syndicat Solidaires Finances Publiques si la réforme annoncée devait passer. © IPR29/06/2019 à 12:33L'inquiétude de Solidaires Finances Publiques. Le syndicat tenait hier, vendredi 28 juin, à tirer la sonnette d'alarme face à la restructuration de la Direction générale des finances publiques. La réforme annoncée par le ministère des finances pourrait avoir de lourdes conséquences, selon lui. Et pour cause, il estime que d'après les premières cartographies des départements pilotes que sont la Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne, cette réforme prévoit notamment la disparition de la moitié des Services des Impôts aux Particuliers et également la moitié de ceux dédiés

aux entreprises. Pour les remplacer, des points de contact seraient créés en plus grand nombre. Une tromperie selon le syndicat qui prévient : " la qualité du service ne sera plus la même ". Dans notre île ou les trésoreries sont déjà implantés par rapport à la population.Plus de "points de contact"Qu'est-ce qu'un "point de contact" ? Cela peut-être une borne informatique, ou encore un accueil de proximité assuré par un agent de la DGFIP ou d'un autre service public. Il se peut même que ce service soit assuré par des contractuels qui n'ont pas la connaissance du code général des impôts. Au final, les particuliers ne seront pas assurés d'avoir les réponses à leurs questions lors de leur déplacement et c'est ce que dénonce le syndicat à travers la mise en place de ce dispositif. Pour ses représentants, les conséquences seront importantes dans l'île ou l'accueil physique des contribuables répond à la fracture informatique.Près de 400 emplois menacésLivrés à eux-mêmes, les particuliers risquent d'accumuler les erreurs et en payer les conséquences sur leurs impôts. Autre impact, cette fois sur le personnel

des trésoreries. Fermer la moitié des sites reviendrait aussi à diminuer les effectifs. A la Réunion, où il y a 837 agents, ce sont près de 400 postes qui risquent de disparaître. Pour Magali Billard, secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques Réunion, il s'agit là purement et simplement d'une opération de communication de l'Etat face aux demandes des Gilets Jaunes. Une opération vouée à l'échec car ce ne sera pas un service de qualité, mais plutôt un accueil low-cost, dit-elle. Le syndicat s'apprête donc à interpeller les élus locaux, comme l'ont fait les syndicats de certains départements de l'Hexagone.publicité

RESEAUX SOCIAUX



Facebook

28 juin 2019 12:21 - 1 juillet 2019 07:51

 **Infox France** 01/07/19 02:04
26 fans

@ Alain PRIVAT . Vous ignorez sans doute ce qu'est la difficulté de sauver une entreprise au bord de la déconfiture: XIX, XX ou XXI siècle ou pas. . Le licenciement économique d'une partie des salariés (en général les moins "productifs" ou plus nécessaires) étant le premier outil pour diminuer les charges

  26  1

 www.facebook.com/2243961142366600

 **Udb Bro Pempoull** 30/06/19 22:42
1017 fans

En revanche, lors du dernier Conseil municipal, le Maire de Paimpol a confirmé qu'il n'était pas prêt à se mobiliser pour défendre le Centre des Impôts menacé de fermeture. Qu'en pensent les maires des autres communes du canton ?



  1.01K  71

 www.facebook.com/2425370777690852

 **Front Social Lorient** 01/07/19 00:52
606 fans

https://www.letelegramme.fr/finistere/douarnenez/finances-publiques-les-agents-mobilises-face-a-la-reforme-30-06-2019-12326223.php?share_auth=ff0964f88cc5798c2cf84982c8c9d449&#amp;tDuEgD7dICdnAjet1U_56Eg6Lu8oy4Wnqy5iDQtajkM4#z

  606  42

 www.facebook.com/2430322927254398

 **CGT Finances Publiques** 30/06/19 23:34
34
409 fans

<https://www.humanite.fr/services-publics-loperation-de-com-de-lexecutif-fait-un-flop-674232>

  409  28

 www.facebook.com/608339282903001

 **Udb Bro Pempoull** 30/06/19 22:37
1017 fans

Le 20 juin, les militants de l'UDB étaient présents à la manifestation organisée par l'Intersyndicale du Centre des Impôts, pour défendre le service public de proximité. (Ouest-France Paimpol)

  1.01K  71

 www.facebook.com/2425368514357745

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 21:16
1685 fans

Dans l'Eure (27)

  1.68K  117

 www.facebook.com/2572277866138672

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 21:14
1685 fans
Dans le Finistère (29)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2572275812805544

 **FO Finances** 30/06/19 17:56
241 fans

 241  16

 www.facebook.com/2428124713876543

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 21:10
1685 fans

 1.68K  117

 www.facebook.com/2572269609472831

 **Le Reporter Sablais News - Les Sables d'Olonne** 30/06/19 17:17
6738 fans

<https://www.lereportersablais.com/vendee-bruno-retailleau-va-intervenir-a-propos-de-la-carte-departementale-des-finances-publiques/>

 6.73K  471

 www.facebook.com/1915040201931125

 **Solidaires Finances Publiques 27** 30/06/19 20:47
455 fans

Article Paris Normandie de la Direction Départementale des finances publiques de l'Eure sur sa Géographie revisitée !Demain conférence de presse en intersyndicale à 15 h à la bourse du travail d'Évreux en réponse nous vous dirons " la vérité sur le projet départemental "ttps://www.paris-

 455  31

 www.facebook.com/1082602235278510

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 17:16
1685 fans
Dans le Cantal (15)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2571931482839977

 **Moulin_de_la_passerelle** 30/06/19 19:39
119 fans
inacceptable

 119  8

 www.facebook.com/901932420147767

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 17:15
1685 fans
A La Réunion (974)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2571929269506865

 **Kaolack24 - Le Portail de Kaolack sur le Web** 30/06/19 19:30
5573 fans

Trésorerie Du Pays: Selon Sonko La Dette Dépasse 6000 Milliards« En 2012, nous avons un endettement estimé à 2741 milliards soit 40% du Pib. Aujourd'hui, l'endettement dépasse 6 000 milliards de francs Cfa soit 62% du Pib », a déclaré Ousmane Sonko. Et Par rapport à la loi de Finances rectificative, Sonko dira :

 5.57K  390

 www.facebook.com/819198611795250

 **Solidaires Finances Publiques** 30/06/19 17:14
1685 fans
Dans la Sarthe (72)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2571927949506997



Ville de Vailly-sur-Aisne 30/06/19 15:11
4142 fans

VU DANS LES MÉDIAS : TRÉSORERIES, POSTES, LES MAIRES VIGILANTS La Ville de Vailly-sur-Aisne peut se targuer d'avoir été l'une des premières Communes à se doter d'une MSAP (Maison des Services Aux Publics). Seulement, depuis lors, le tissu rural, péri urbain, voire urbain voit ses services disparaître

4.14K 289

www.facebook.com/1249944578502023



Les Alpes Mancelles 30/06/19 11:48
4475 fans

L'annonce des projets de fermeture de certaines trésoreries n'est pas du goût de tout le monde !

4.47K 313

www.facebook.com/2358209424226307



Cabriès : les enfants du pays 30/06/19 14:09
1884 fans

Et si on respectait notre passé ? A l'occasion du dernier conseil municipal, il était proposé de procéder au déclassement de la parcelle section BL numéro 146, qui correspond au bâtiment de l'ancien lavoir du village de Cabriès. Il s'agissait d'extraire le bâtiment du domaine public pour le céder à un particulier.



1.88K 131

www.facebook.com/2359686610938384



Syndicat National CGT Finances Publiques 30/06/19 11:30
1433 fans

1.43K 100

www.facebook.com/2341921199222050



Syndicat National CGT Finances Publiques 30/06/19 09:24
1433 fans

1.43K 100

www.facebook.com/2341789132568590



Narbo Martivs , première fille de Rome 30/06/19 13:40
3158 fans

Salutation ! À NARBO MARTIVS , il y avait une CVRIA (sénat) qui donnait aux sénateurs le rôle de diriger la Province Sénatoriale et Proprétorienne qu'était la NARBONENSIS pour les choses administratives (augmentations et baisses des impôts locaux selon les besoins et les crises , taxes , travaux routiers ,



3.15K 221

www.facebook.com/2361219220802684



Ethique en Politique 30/06/19 07:34
444 fans

Le dossier devrait très prochainement être envoyé au Doyen des Juges d'Instruction pour enquête. La Direction générale des finances publiques de Metz et le Tribunal Administratif ont quant à eux été également alertés il y a quelques mois. Alors que tous ont à présent les yeux rivés sur le futur quartier de la rive

444 31

www.facebook.com/1679093942224593

Commentaire d'une publication



Soizic Clément 30/06/19 06:44

Jeanjean Quimpaurte Sans oublier qu'un projet d'une géographie revisitée des Centres des Finances est en cours de « concertation ». Il n'y aura plus de Trésoreries et de Services des Impôts des Particuliers/Entreprises. Des accueils de proximité les

444 31

www.facebook.com/10156411726226447_101564160450614

 **Besançon Actu** 29/06/19 23:25
39031 fans
Besançon. Réponse du berger à la bergère - Est Républicain

  39K  2.73K

 www.facebook.com/2390673811169509

 **France Insoumise - 80.03 Picardie Maritime** 29/06/19 17:54
368 fans
" Abbeville. Vent de colère et de révolte au centre des impôtsLe projet Darmanin visant la réorganisation des finances publiques fait souffler un vent de colère au centre des impôts d'Abbeville. 19 sur 25 trésoreries sont menacées. Les agents du centre des impôts d'Abbeville sont partagés entre inquiétude, colère

  368  25

 www.facebook.com/970684486465265

 **FO DGFIP 69** 29/06/19 14:43
69 fans



  69  4

 www.facebook.com/1975093309261446

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 29/06/19 16:28

Le référendum d'initiative populaire, c'est bien. Mais bon c'est un écran de fumer ou un os à ronger qu'offre Macron à ses opposants de droite et de gauche. Je l'ai signé, mais pourquoi ne pas en exiger un pour la sécurité sociale, pour la réforme des retraites. Pendant

 www.facebook.com/2283783278325908_2285606604810242

 **FO DGFIP 69** 29/06/19 14:43
69 fans

  69  4

 www.facebook.com/1975092649261512

 **Les Alpes Mancelles** 29/06/19 15:00
4473 fans
Les trésoreries de Fresnay-sur-Sarthe et Conlie destinées à fermer ?

  4.47K  313

 www.facebook.com/2356709594376290

 **Fekamt fédration européenne de Karaté-dô et arts martiaux traditionnels** 29/06/19 14:23
815 fans
Intention de Xavier Lassard, professeur de Taijitsudo. Mais aussi cadre aux finances publiques, adjoint au Maire de sa commune, et trésorier de la FEKAMT. Explication des règles de gestion des clubs, des remboursements, indemnités, factures d'achats, etc... Ainsi que les relations et usages avec les élus. Un



  825  57

 www.facebook.com/1563637660437758

 **Syndicat National CGT Finances Publiques** 29/06/19 14:03
1433 fans

👍 1.43K 👤 100

www.facebook.com/2340341079380062

 **Force Ouvrière Normark** 29/06/19 12:26
431 fans



👍 431 👤 30

www.facebook.com/2369807653101272

 **clicanoo.re** 29/06/19 13:02
127062 fans

Dans les prochaines semaines, le syndicat Solidaires va interpellier officiellement les élus réunionnais sur cette situation.

👍 127K 👤 8.89K

www.facebook.com/2804060332956474

 **Mairie de Vervins** 29/06/19 12:32
1708 fans

APRÈS LE TRIBUNAL, C'EST MAINTENANT LA PERCEPTION QUI DEVRAIT FERMER EN 2020 LAISSANT UN DEUXIÈME BÂTIMENT À L'ABANDON PLACE DES ANCIENS COMBATTANTS C'est par la presse que le conseil municipal de Vervins a été averti de la très probable fermeture de la perception de la ville



👍 1.7K 👤 119

www.facebook.com/2179640372285513

 **La Dépêche du Lot** 29/06/19 12:20
6432 fans

Réorganisation des finances publiques dans le Lot : qu'est-ce qui va changer pour les Lotois et pourquoi ? Nous vous disons tout ici :

👍 6.43K 👤 450

www.facebook.com/2886047251468941

 **Le Progrès de l'Ain** 29/06/19 12:18
8322 fans

Ils s'opposent au plan Géographie revisitée présentée par la direction départementale

👍 8.32K 👤 582

www.facebook.com/2626519394033292

 **Ouest-France Douarnenez-Cap Sizun** 29/06/19 12:28
3593 fans

Vendredi 28 juin, des agents du centre des Finances publiques ont protesté contre un projet de restructuration des services.

👍 3.59K 👤 251

www.facebook.com/2368661676742839

 **Interkinois** 29/06/19 12:05
40468 fans

Assemblée provinciale du Kwilu : les élus sont en formation sur la gestion des finances publiques INTERKINOIS: 0810000781 <https://interkinois.net/assemblee-provinciale-du-kwilu-les-elus-sont-en-formation-sur-la-gestion-des-finances-publiques>

👍 40.4K 👤 2.83K

www.facebook.com/2355491064722940

Commentaire d'une publication



facebook profile

29/06/19 11:52

La santé économique du pays actuellement démontre combien de fois certaines Institutions souffrent de problèmes de trésorerie conséquence de la crise économique qui a frappé le pays depuis un moment. C'est pas a vous que je vais le dire M. Jean Gaspard



www.facebook.com/684605381984224_684647961979966



Le Républicain Lorrain Sarrebourg Saulnois
9396 fans

29/06/19 11:16



9.39K



657



www.facebook.com/2328236604085147



Force Ouvrière

13041 fans

29/06/19 11:44



13K



912



www.facebook.com/2314114705343576



Solidaires Finances Publiques Gironde

556 fans

29/06/19 11:10



556



38



www.facebook.com/2087500731553377



Club de Badminton Brives Charensac Haute Loire

246 fans

29/06/19 11:05

Avant l'épisode caniculaire, le club a fait son bilan lors de l'assemblée Générale... Seulement 13 personnes présentes... Mais en cette période de changement dans tous les clubs, le Cbbchl ne déroge pas à la règle... A la présidence... Christelle garde son poste mais Romain prend la coprésidence Au secrétariat... Marilynne



344



24



www.facebook.com/2289964927706704



Yves Veyrier - Secrétaire Général de la confédération Force Ouvrière

852 fans

29/06/19 11:43

Ce matin à Châtillon en Haute Marne avec l'union départementale et de les #syndicats FO pour la défense du #servicepublic des #impots contre les fermetures de trésorerie. Pour l'ensemble des services de proximité (#poste, #hopital, #maternite, #territoriaux, ...) et les #Emplois et le #statut général



952



66



www.facebook.com/469342420304740



Grève Jaunérale : Riposte Générale

2052 fans

29/06/19 10:56

28/06/19"Vendredi en fin de matinée, le 28 juin, cinq représentantes du collectif des Gilets jaunes du pays de Quimperlé se sont rendues au centre des impôts du Pouligoudu. Pour remettre à l'accueil, les 400 signatures recueillies avec leur pétition, sur les marchés de Moëlan-sur-Mer mardi et de



2.05K



143



www.facebook.com/740914786327799



Réunion la 1ère

228598 fans

29/06/19 10:34

Serait alors encore plus difficile d'obtenir des réponses en cas de doute... Près de 400 emplois pourraient également être menacés, selon Solidaires Finances Publiques Réunion...



228K



16K



www.facebook.com/3066011130106191

 **CGT Finances Publiques Morbihan** 29/06/19 10:18
310 fans

👍 310 👤 21

www.facebook.com/1787239991421370

 **PCF LOT** 28/06/19 22:54
565 fans



👍 565 👤 39

www.facebook.com/2546842058673235

 **La Montagne Aurillac** 29/06/19 10:02
22301 fans

[Une] Dans votre journal ce matin, une montagne d'activité dans le Cantal, le Conseil départemental unanime contre la fermeture des trésoreries et des caméras de vidéoprotection en débat au conseil municipal d'Aurillac. Bonne lecture !

👍 22.3K 👤 1.56K

www.facebook.com/3080673448640828

 **Aveyron Digital News** 29/06/19 10:02
4127 fans

⚠️ Une réorganisation qui en est encore au stade du projet ↓

👍 4.12K 👤 288

www.facebook.com/447219746096870

 **Pcf Cahors** 28/06/19 22:53
1725 fans



👍 1.72K 👤 120

www.facebook.com/2492565914107913

 **CSR83** 29/06/19 07:59
148 fans

Hier soir se tenait L'AG du club suivi de la dernière course DTM (Sans enjeu pour les 3 premières places déjà acquises) Mais parlons tout d'abord de l'assemblée générale qui a vu la démission de François Pecquery après 10 ans de bons et loyaux services à la présidence du club (MERCI pour tout ce que tu as fait pour le

👍 148 👤 10

www.facebook.com/548403845693077

 **My Yssingeaux** 29/06/19 04:24
1974 fans

👍 1.97K 👤 138

www.facebook.com/10157389379419539

 **L'Indigné du Causse** 28/06/19 22:23
166 fans

Dans le cadre du plan "ma santé 2022" supposé garantir à tous l'accès aux soins, Emmanuel Macron a annoncé en septembre dernier une économie de 3.8 milliards d'euros dans le domaine de la santé. A moins de légaliser l'euthanasie, le seul moyen de parvenir à ce résultat est de transférer les compétences



  166  11

 www.facebook.com/2048105285496737

 **FO Finances** 28/06/19 21:15
241 fans

  241  16

 www.facebook.com/2424883597533988

 **L'Avenir de l'Artois** 28/06/19 20:00
35037 fans

Elles seront remplacées par d'autres services. Mais, pour les syndicats et certains élus, le compte n'y est pas

  35K  2.45K

 www.facebook.com/10157998824181988

 **Syndicat National CGT Finances Publiques** 28/06/19 21:48
1432 fans

  1.43K  100

 www.facebook.com/2339248166156020

 **Patrice Perrot - Député de la Nièvre** 28/06/19 19:51
1070 fans

Dans le cadre du Grand débat national, nos concitoyens ont redit leur attachement à un service public de qualité et de proximité. C'est cette double exigence que j'ai souhaité rappeler lors de la réunion de présentation aux parlementaires de la Nièvre du projet d'évolution du réseaux des trésoreries

  1.07K  74

 www.facebook.com/908807802788382

 **Sandra Marsaud** 28/06/19 21:46
589 fans

Lors des échanges ce soir au café députée à Brossac, j'ai également évoqué les orientations proposées pour la nouvelle organisation des services fiscaux ↪ Lors des échanges ce soir au café députée à Brossac, j'ai également évoqué les orientations proposées pour la nouvelle organisation des services fiscaux ↪

  589  41

 www.facebook.com/699251313867507

 **Sud Sante Sociaux Hôpital Robert Ballanger** 28/06/19 19:21
542 fans

  542  37

 www.facebook.com/1538841306253520

 **Rugby Black Star Charleroi ASBL** 28/06/19 21:22
1352 fans

Ce jeudi 27, les candidats élus se sont réunis afin d'attribuer les postes au sein du Conseil d'Administration pour les deux années à venir. Nous pouvons donc vous annoncer la composition suivante :Thierry Zuinen : présidence, sponsoring et infrastructures José Vercommen : vice-présidence

  1.35K  94

 www.facebook.com/2746835728682560

 **Solidaires Finances Publiques 73** 28/06/19 18:59
239 fans

Trésoreries fermées, les consignes de Bercy...Le guide de la concertation a fuité...Ouest France

  239  16

 www.facebook.com/875836276123668

 **France 3 Normandie** 28/06/19 18:33
359948 fans

La réforme des services des impôts voulue par l'Etat impactera la trésorerie de Dieppe.

 359K  25.1K

 www.facebook.com/2373490119379693

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 28/06/19 17:44

Une répartition intelligente ce sont les implantations historiques des services fiscaux. Là où des trésoreries ont fermé sera remis des maisons services avec des contractuels. Bonjour l'intelligence. ..

 www.facebook.com/2988948194478662_2989847291055419

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 28/06/19 17:19

En raison de la fermeture des services des finances publiques, les entreprises cesseront leurs activités et ne paieront plus, taxes et impôts sur cette période de canicule.

 www.facebook.com/705914176533982_705918379866895

 **La Montagne Aurillac** 28/06/19 17:04
22304 fans

[Politique] Ce vendredi 28 juin, le Département a adopté une motion pour s'opposer au projet de réorganisation des finances publiques, qui prévoit la suppression de douze trésoreries dans le Cantal.

 22.3K  1.56K

 www.facebook.com/3078930912148415

 **Hubert Falco** 28/06/19 16:31
17870 fans

Ce matin, nous étions réunis pour la séance mensuelle du Conseil Municipal de notre belle Ville de Toulon. A cette occasion, nous avons adopté le compte administratif 2018, le dernier à être présenté sous cette mandature. Ce compte administratif vient constater la réalisation d'une année d'exercice



 17.8K  1.25K

 www.facebook.com/1333052230202602

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 28/06/19 15:56

Quand tu as plus 1 quard de ton salaire en crédit !!
Un travail ou tu sais que tu n'es pas irremplaçable !!
Que déjà il y a eu des charrettes de licenciements !!!
Quand ton patron c'est Macron !! Et que les syndicats lui mange dans la main !! Quand tu tiens un commerce

 www.facebook.com/1269262909914388_1269343913239621

 **Mobilisation gilets jaunes senlis** 28/06/19 15:48
2904 fans

4 gilets jaunes se sont rendus au rassemblement du centre des impots de senlis tres bon dialogue et sont dans le même bateau que nous tous ensemble et tous solidaires privé et public même combat sous bonne escorte biensur



 2.9K  203

 www.facebook.com/2236274946490962

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 15:13
1684 fans
En Ille-et-Vilaine (35)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2568017923231333

 **Ouest-France Quimperlé** 28/06/19 14:56
5607 fans

 5.6K  392

 www.facebook.com/2091725090953065

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 15:12
1684 fans
Dans le Finistère (29)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2568015366564922

 **Rugby Black Star Charleroi ASBL** 28/06/19 14:54
1352 fans

Ce jeudi 27, les candidats élus se sont réunis afin d'attribuer les postes au sein du Conseil d'Administration pour les deux années à venir. Nous pouvons donc vous annoncer la composition suivante : Thierry Zuinen : présidence, sponsoring et infrastructures José Vercammen : vice-présidence

 1.35K  94

 www.facebook.com/2746229722076494

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 15:10
1684 fans
Dans l'Orne (61) <https://www.ouest-france.fr/normandie/orne/orne-les-agents-des-finances-publiques-toujours-mobilises-6419391>

 1.68K  117

 www.facebook.com/2568011703231955

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 14:53
1684 fans
En Charente (16)



 1.68K  117

 www.facebook.com/2567983053234820

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 15:00
1684 fans
En Loire-Atlantique (44) La vie en balance des agents des finances Le grand chamboule-tout des finances publiques va bousculer, de fait, la vie de ses agents. Inquiets voire désespérés, ils témoignent. Un à un, ils sortent de la réunion d'information qui vient de s'achever à la trésorerie

 1.68K  117

 www.facebook.com/2567994629900329

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 14:56
1684 fans
En Charente (16)

 1.68K  117

 www.facebook.com/2567988239900968

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 14:50
1684 fans
En Ille-et-Vilaine (35) https://actu.fr/bretagne/liffre_35152/a-liffre-sinquietent-projet-suppression-la-tresorerie_25532512.html?fbclid=IwAR2Z6wSIUhMLtuzCMES_Kghmtvve9iAzV-fzi8igA92IAOpqEYpQ9JWNZCo

 1.68K  117

 www.facebook.com/2567978846568574

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 14:45
1684 fans
Dans le Val-d'Oise (95)



 1.68K 117
 www.facebook.com/2567971293235996

 **Groupe SOMME A GAUCHE** 28/06/19 14:22
263 fans

Réunion de la Session du Conseil départementale de la Somme - COMPTE ADMINISTRATIF 2018 - Le 28 Juin 2019 VŒU POUR LA CRÉATION D'UN BUDGET CITOYEN présenté par le groupe Somme à Gauche Les revendications citoyennes de ces derniers mois ont fait apparaître un déficit démocratique profondément

 263 18
 www.facebook.com/920339834979022

 **Bertrand SORRE - Député de la Manche** 28/06/19 14:13
3077 fans

 3.07K 215
 www.facebook.com/2370622993150178

 **Solidaires Finances Publiques** 28/06/19 14:42
1684 fans

[Vie des agents] - CAPN / CAP ALA CAP nationale de sélection des inspecteurs divisionnaires filière chefs de service s'est tenue en seconde convocation et a terminé ses travaux le 5 juin. 34 dossiers écartés de la sélection ont été rattrapés en séance grâce à l'intervention des élu-e-s, notamment ceux de

 1.68K 117
 www.facebook.com/2567967373236388

 **Mairie d'Anizy-le-Grand** 28/06/19 13:42
2158 fans

****MOBILISATION - CONTRE LA FERMETURE DES TRÉSORERIES**** Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs, Comme vous le savez, plusieurs trésoreries dans le Département de l'Aisne sont menacées de fermeture. Cela fait suite à un nouveau schéma d'organisation des structures de la

 2.15K 151
 www.facebook.com/254555388823218

 **Mairie de Schweighouse-Sur-Moder** 28/06/19 14:35
633 fans

Avis aux propriétaires fonciers / Information Entre le 1er juillet et le 31 août 2019, le géomètre du cadastre procédera à la constatation des changements affectant le plan cadastral (constructions nouvelles, démolitions, etc...). Le géomètre sera amené à pénétrer dans les propriétés privées pour effectuer des travaux. Il

 633 44
 www.facebook.com/627659411081715

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 28/06/19 13:40

160000€ pour environ 16 commerçants d'indemnisation, rappelez moi combien il y a de commerces à Pau ? Ou sont les études d'impact des travaux sur eux ? Que sont devenus ceux qui ont été obligés de fermer ? Combien de chantiers ouverts

 1.1K 77
 www.facebook.com/600592057016613_600609607014858

 **La République En Marche Manche** 28/06/19 14:25
327 fans

 327 22
 www.facebook.com/589849058090103

 **ARELAUNE-en-SEINE** 28/06/19 13:38
1103 fans

CONSEIL MUNICIPAL ARELAUNE-EN-SEINE --- RÉUNION DU JEUDI 20 JUIN 2019 COMPTE RENDU DE SEANCE L'an deux mil dix-neuf, le vingt juin, dix-neuf heures, les Membres du Conseil Municipal de la Commune d'ARELAUNE-EN-SEINE, se sont réunis en séance ordinaire, salle des délibérations de la commune

 1.1K 77
 www.facebook.com/1035653029977468

 **La vie de rose : secrets de famille** 28/06/19 13:22
70834 fans

Chapitre 51 : Joyce Louembe*** JOCELYNE ***Rosine (haut parleur) : Ce serait possible qu'on se voit quand s'il te plaît ? Arthur : En fin de semaine prochaine ça te va ? Rosine (joyeuse): Parfait, je vais de mon côté m'entretenir avec les miens de sorte à ce que l'on se mette d'accord sur une date. Arthur : Ok madame

  70.8K  4.95K

 www.facebook.com/2672371966188587

 **Ouest-France Paimpol** 28/06/19 12:24
3568 fans

Les échanges ont été houleux entre le maire et l' élu de l'opposition.

  3.56K  249

 www.facebook.com/2216662261720437

Commentaire d'une publication

 **facebook profile** 28/06/19 12:22

Oui, je lis toujours vos commentaires avec beaucoup d'intérêts car ils me font toujours réfléchir! Les mots clés pour moi sont : passer l'information avant qu'il ne soit trop tard!! Nous sommes tous tellement impliqués dans nos problèmes personnels qu'on ne suit pas



 www.facebook.com/1406135139524944_1406273422844449

 **Ouest-France Loudéac** 28/06/19 12:21
4575 fans

Centre des finances publiques, santé... Comment conserver des services de proximité ? Le casse-tête des élus...

  4.57K  320

 www.facebook.com/2377468562333054



Twitter

28 juin 2019 12:21 - 1 juillet 2019 07:51

 **erlendur21 # φ#** 01/07/19 07:51
3088 followers

Loudéac (56) : le plan de réorganisation des trésoreries passe mal <https://t.co/6J1HXjaQda>

 3.08K  247

 twitter.com/danybernda/status/1145570694853484544

 **FO DGFIP 38** 30/06/19 14:29
9 followers

+ perte de sa trésorerie #géographie revisitée#dgfip

 9  0

 twitter.com/38_fo/status/1145308441197649920

 **aurelie flahaut** 01/07/19 06:48
458 followers

La #mobilisation aujourd'hui des #agents des #finances #publiquesIls vont se rendre à la direction départementale de #Quimper dès 9h30, pour protester contre la #réforme annoncéeSelon eux 300 #Emplois pourraient disparaître à la #DDFIP du #Finistère d'ici 2022 <https://t.co/On84mPUBNH>



 759  60

 twitter.com/aurelie_flahaut/status/1145554641914085376

 **Gabriel Massou** 30/06/19 09:59
846 followers

Réorganisation du réseau des services de proximité des finances publiques, avec les fermetures programmées de 19... <https://t.co/E8sTpXhxW7>

 846  67

 twitter.com/mgvlg/status/1145240384605511681

En réponse à un tweet

 **Fisk** 30/06/19 08:32
73 followers

@yolandaruiz9 Les bureaux ne sont pas climatisés. Par mesure d'économie la DGFIP se limite à distribuer des brumisateurs et des ventilateurs. Elle autorise aussi ses agents à commencer à 7h00 et à partir à 15h00 sous condition de rattraper les heures non faites.

 73  5

 twitter.com/prostaff60/status/1145218584504877058

 **Emma Cathelinaud** 30/06/19 17:12
122 followers

Ain | Impôts : 50 agents en grève contre la réorganisation dans le département <https://t.co/WBassCg21F> via @Le_Progres #DGFIP

 1.02K  82

 twitter.com/emmacathsofip/status/1145349307857608704

 **Bernadette PHILIPS** 29/06/19 23:38
185 followers

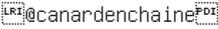
Vendredi 28/6 dans l'Oise : plus que jamais les personnels mobilisés contre le plan de désertification des services de la DGFiP avec 3 rassemblements simultanés des agents en Colère ! BEAUVAIS + CREIL + SENLIS ! RETRAIT TOTAL DU PLAN @GDarmanin ! <https://t.co/uqFqqQeMGA>



  1.08K  87

 twitter.com/BernadeTWITTe/status/1145084102368010241

 **scarlet** 29/06/19 23:04
16 followers

Impôts. Le ton monte autour du projet de réorganisation | Le Télégramme #dgfip #afp  <https://t.co/gX7Lbu7MFb>

  919  73

 twitter.com/rho_pa/status/1145075633241894914

 **jpp4256** 29/06/19 16:13
63 followers

Pipeau, flute, enfumage, arnaque : les élus de l'ouest, de l'est, du sud, du nord, du centre @l_amf @Maires_Ruraux comprennent tous maintenant qu'il y aura zero trésorerie dans leurs territoires en 2022. Zero service public, transferts de charges vers coll loc, bravo Bercy !

  1.26K  101

 twitter.com/jpp4256/status/1144972154435440640

En réponse à un tweet

 **Bernadette PHILIPS** 29/06/19 15:40
185 followers

RDV devant le centre des impôts de Clermont lundi midi avec les personnels en colère : @actufr @DepechEclairer @France3P @France3Presse

  185  14

 twitter.com/BernadeTWITTe/status/1144963970647937024

En réponse à un tweet

 **Emilie Má.**  29/06/19 14:52
85 followers

@LesMiranautes Et après on s'étonne que les fonctionnaires soient diabolisés et que notre gouvernement génial s'acharne avec sa « géographie revisitée » du service public...Pablito y'aurait plein de sujets choi à aborder #  @LesMiranautes Et après

  85  6

 twitter.com/Martinez1982E/status/1144951772655624192

 **JHM** 29/06/19 13:31
3240 followers

Le numéro 1 haut-marnais de @force_ouvriere, @YVeyrier, se joint à manifestation FO et Solidaires contre le projet de réorganisation des finances publiques, ce samedi matin à #Chaumont. A lire demain dans le @JHauteMarne <https://t.co/D68CZ4W0yw>



  3.84K  307

 twitter.com/JHauteMarne/status/1144931342783844353

 **Bernadette PHILIPS** 29/06/19 13:27
185 followers

Partout en France, chaque trésorerie est condamnée à la fermeture <https://t.co/hjffQT3oEF>

  185  14

 twitter.com/BernadeTWITTe/status/1144930362742706176

 **Rach Rodrigues** 29/06/19 11:57
20 followers

Mobilisation pour la défense des services des finances publiques et de nos missions de Haute Marne avec la présence de Yves Veyrier secrétaire confédéral FO et Philippe Cousin secrétaire de l'UD FO 52#FODGFIP #FOENACTION #intersyndicale #geographierevisitee <https://t.co/kKmbBzuzZ9>



  321  25

 twitter.com/Rach_rds/status/1144907615224438784

 **Erick Guerry** 29/06/19 10:41
158 followers

Ce plan Darmanin de destruction de la DGFIP est une fumisterie ! RETRAIT ! <https://t.co/NHqfefTQVa>



  158  12

 twitter.com/eguerry29/status/1144888581745467392

 **Pédinielli Dominique** 29/06/19 11:32
1 followers

les députés communistes soutiennent la mobilisation des agents de la Direction générale des finances publiques <https://t.co/LA8Jq7EhOy>

  1  0

 twitter.com/PdinielliDomin1/status/1144901351379525632

 **Erick Guerry** 29/06/19 08:49
158 followers

Le plan com de Darmanin qui se moque des élus, des usagers, de la presse, et des agents de la DGFIP : Retrait de son plan scélérat, résistance ! #Darmanin #lemonde #Liberation #AFP <https://t.co/3Tjxi5tqCx>



  760  60

 twitter.com/eguerry29/status/1144860541321732096

En réponse à un tweet

 **Bernadette PHILIPS** 29/06/19 11:25
185 followers

RDV devant le centre des impôts de Clermont lundi midi avec les personnels en colère : @CPicard60 @LeParisien_60 @oise_media @Oisehebdo @F3Picardie @franceinfo @lobsdebeauvais @CourrierPicard @le_Parisien

  486  38

 twitter.com/BernadeTWITTe/status/1144899558075510784

 **Bernadette PHILIPS** 28/06/19 22:13
186 followers

Fermeture définitive de toutes les trésoreries de France : "Une note interne édifiante"<https://t.co/2U4HBVuLLd> <https://t.co/WaHVucP4rQ>




 twitter.com/BernadeTWITTe/status/1144700388483981313

 **FO DGFIP 38** 28/06/19 18:52
5 followers

#Début mai : Darmanin en réponse à une question d'actualité au gouvernement promettait qu'il n'y avait pas de plan de fermeture des trésoreries #Début juin : annonce de la fermeture de 989 des 1626 trésoreries #Après la DGFIP, qui sera la prochaine cible




 twitter.com/38_fo/status/1144649891928518657

En réponse à un tweet

 **Fauvel Helene** 28/06/19 21:16
28 followers

@eguerry29 Tous et partout, occupons l'espace médiatique contre les certitudes de ces fossoyeurs de la #DGFIP . Ça les inquiète puisqu'ils recensent toutes nos interventions dans la presse, sur les ondes et jusque sur les #ReseauxSociaux . #Liberté


 twitter.com/fauvel_helene/status/1144686136314515458

 **B. Car.** 28/06/19 17:44
15 followers

Ancenis-Saint-Géréon. Fermeture des trésoreries : le maire réagit | via @ouestfrance <https://t.co/ieKIT2Hoai>


 twitter.com/BCar82864921/status/1144632720523497473

En réponse à un tweet

 **Fauvel Helene** 28/06/19 20:57
28 followers

@Rach_rds Bravo Rachel, Très belle intervention. Tu as bien raison. Cette réforme du réseau de la #DGFIP dépasse le combat des agents de la DGFIP et concerne tous ceux qui sont attachés aux valeurs du #Servicespublics et de la #République


 twitter.com/fauvel_helene/status/1144681151786868736

 **La Montagne Aurillac** 28/06/19 17:05
4139 followers

Ce vendredi 28 juin, le Département a adopté une motion pour s'opposer au projet de réorganisation des finances publiques, qui prévoit la suppression de douze trésoreries dans le #Cantal <https://t.co/bystzAioBT> <https://t.co/UaE9AH3q3m>




 twitter.com/lamontagne_15/status/1144622854182490112



La Montagne

28/06/19 16:35

92923 followers

Un nouveau réseau de proximité pour les finances publiques d'ici 2022 dans le Puy-de-Dôme <https://t.co/1C1E0mDNNP> <https://t.co/vbcmYsAxl>



👍 92.9K 👤 7.43K

twitter.com/lamontagne_fr/status/1144615325138411520



Lise Magnier

28/06/19 15:48

1782 followers

Concertation des élus marnais pour la géographie revisitée des services des finances publiques par @Prefet51. L'objectif voulu par le @Economie_Gouv est de retrouver une proximité avec les usagers et développer le conseil aux élus locaux. <https://t.co/Og3P3pXdtl>



👍 1.78K 👤 142

twitter.com/lise_magnier/status/1144603429198807046



Gaulois réfractaire

28/06/19 13:29

110 followers

Seine-Maritime. L'Etat ferme toutes les trésoreries du département <https://t.co/hq2Ttn78cG>

👍 110 👤 8

twitter.com/leCRIducitoyen/status/1144568554190249984

